JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE :

MÉTROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : 2.200 fr. ; ÉTRANGER : 4.000 fr.

(Compte chèque postal: 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
31, QUAI VOLTAIRE, PARIS-7^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 20 FRANCS

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

1^{re} Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(Application des articles 54 à 60 du règlement provisoire.)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

502. — 27 mars 1959. — M. Boucher demande à M. le ministre des Finances et des affaires économiques si la création du district urbain de Paris n'entraîne pas la reconnaissance par le Gouvernement que ce district forme en tout sur le plan de la géographie humaine et économique, et s'il ne lui paraîtrait pas dès lors normal d'uniformiser les conditions de vie dans ce district en supprimant les inégalités dues à l'existence injustifiable de zones d'abattement de salaires.

510. — 23 mars 1959. — M. Billoux signale à M. le ministre de la santé publique et de la population que l'application à la légère de l'arrêté du 5 janvier 1954 stipulant que les cliniques pituisiologiques ne peuvent posséder plus de 39 lits a de graves conséquences. A Marseille, par exemple, 200 tuberculeux ont été expulsés des cliniques où ils étaient en traitement, ce qui entraîne: a) un grave préjudice à l'état de santé ainsi qu'aux possibilités de guérison des malades; b) des risques de contagion pour les familles et l'entourage des malades; c) des retards supplémentaires pour l'entrée des nouveaux malades dans des établissements de soins, alors que les délais sont déjà malheureusement de trois à six mois en raison de l'insuffisance des sanatoria. Il lui demande s'il compte faire surseoir à toute évacuation des malades en attendant que leur placement soit assuré dans un autre établissement et quelles sont les mesures envisagées pour permettre à tous les malades de recevoir les soins appropriés.

* (11)

QUESTIONS ÉCRITES

Art. 60. —
Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.
Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté, soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susdésignés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre intéressé dispose d'un délai supplémentaire d'un mois.

485. — 20 mars 1959. — M. Chazeolle appelle l'attention de M. le ministre du travail sur la légitime inquiétude éprouvée par les chefs de famille en présence des nouvelles charges qui résultent pour eux d'une série de mesures récentes entraînant, d'une part, une hausse des prix particulièrement sensible dans les foyers chargés d'enfants et, d'autre part, une réduction des prestations sociales (franchise de 3.000 francs) et des prestations familiales (assujettissement de l'allocation de salaire unique à la surtaxe progressive). Il lui signale en outre qu'à la suite de la majoration du salaire minimum interprofessionnel garanti, prévue par le décret n° 59-206 du 31 janvier 1959 et applicable à compter du 1^{er} février 1959, les taux des prestations familiales ont subi, par rapport aux salaires, un nouveau retard, alors que le décalage entre les uns et les autres était déjà considérable. Il lui rappelle que 14 millions d'enfants et adolescents sont à la charge de moins de la moitié des foyers français

et qu'il serait conforme à la plus stricte équité de tenir compte des charges que ces foyers supportent et des responsabilités qu'ils doivent exercer pour le bien et pour l'avenir de la nation tout entière. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas absolument indispensable, afin d'éviter la diminution continuelle du pouvoir d'achat des familles, de décider, parallèlement aux mesures partielles prises en faveur de certaines catégories professionnelles ou sociales, une augmentation immédiate des prestations familiales.

466. — 20 mars 1959. — M. Peretti expose à M. le ministre de l'intérieur que le conseil municipal de Neuilly-sur-Seine a voté à maintes reprises des délibérations relatives à sa contribution aux charges du personnel des enseignements spéciaux des communes de la Seine, selon la loi n° 47-1523 du 18 août 1947. Ces délibérations en date des 22 février 1949, 22 février 1950, 1^{er} octobre 1951, 7 décembre 1951, 10 juillet 1952, 4 mars 1953, 20 juillet 1953, 10 décembre 1954, adressées à M. le préfet de la Seine étant restées sans réponse, il lui demande ce que le conseil municipal de Neuilly-sur-Seine doit déduire d'un tel silence.

467. — 21 mars 1959. — M. Sadok Khorai expose à M. le Premier ministre que depuis plus de deux ans la population de plusieurs villages de Grande Kabylie, et aussi d'autres régions plus ou moins voisines, est privée de ravitaillement et ne se nourrit guère que de racines, d'herbe ou de glands et que la mortalité y atteint des chiffres effrayants, la famine ayant toujours été l'ennemi mortel de l'espèce humaine. Il lui demande, en conséquence, si son gouvernement n'envisage pas de redonner avant tout à ces populations terrorisées et affamées les moyens de survivre dans cette Algérie nouvelle qu'il veut construire.

468. — 21 mars 1959. — M. Poudavigne demande à M. le ministre de l'information quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour que la radio-télévision française ne transforme pas ses émissions réservées à la lutte antialcoolique en une campagne contre le vin, ainsi qu'en témoignent les récentes émissions télévisées consacrées à ce thème.

469. — 21 mars 1959. — M. Lalla demande à M. le ministre de la santé publique et de la population s'il est dans ses intentions de publier prochainement les décrets prévus dans la nouvelle rédaction de l'article L 695 du code de la santé publique, rédaction résultant de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-250 du 4 février 1959.

470. — 23 mars 1959. — M. Jucklewski demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quels moyens de recouvrement on peut envisager à l'égard d'un rappel qui reçoit une feuille d'imposition au titre de la surtaxe progressive ou de la contribution mobilière soit peu de temps avant son départ, soit après son départ sous les drapeaux, en prenant le cas d'un célibataire qui ne dispose plus d'aucune ressource du fait de son incorporation et se trouve redevable envers le Trésor de 20.500 F au titre de la surtaxe progressive s'il a été bénéficiaire d'un salaire net de 400.000 F; s'il est possible de prendre une décision d'exonération totale et, dans la négative, quelles peuvent être les mesures de contrainte qui peuvent être appliquées soit actuellement, soit lors du retour après le minimum de vingt-sept mois.

471. — 23 mars 1959. — M. Walter expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation des aides de laboratoires dans nos lycées ou l'enseignement scientifique va croissant: la circulaire du 29 janvier 1949 (§ 11) semblait admettre qu'un ensemble de trois chaires était normalement pourvu d'un garçon non spécialisé (nettoyage) et d'un aide de laboratoire. Or il se trouve que, dans de très nombreux établissements, quatre, cinq chaires et même davantage sont pourvues d'un seul garçon ou aide. Il semble qu'aucun texte ne régie de façon précise le nombre de garçons de l'une et l'autre catégorie en fonction du nombre de chaires et que, pas davantage, ne soit prévu le nombre d'heures supplémentaires qui pourrait être attribué à l'aide spécialisé ou au garçon dans le cas où, effectivement, le travail effectué dépasse de beaucoup cinquante heures hebdomadaires. De nombreux aides, après l'examen réglementaire, assurent le service de plusieurs chaires de 3 à 5. Il lui demande s'il est normal que ces aides solent en outre chargés de la loyauté du nettoyage des locaux et du matériel scientifique, aucun garçon ne leur étant adjoint, et si ce n'est pas dans cet excès de tâches, d'une part, et dans le peu de différence des indices entre aide de laboratoire et le garçon de laboratoire, d'autre part, que doit être recherchée la crise actuelle de recrutement.

472. — 23 mars 1959. — M. Szigeti attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur le fait que la loi du 14 avril 1924, modifiée par celle du 20 septembre 1948, a institué en faveur des fonctionnaires anciens combattants des bonifications de campagne qui ont été étendues par la suite à leurs collègues des départements et des communes ainsi qu'aux agents de la plu-

part des administrations publiques du secteur nationalisé, parmi lesquelles l'Electricité et le Gaz de France, la R. A. T. P. et la marine marchande, mais que ces bonifications n'ont jamais été accordées aux agents de la S. N. C. F. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette inégalité dont sont victimes les agents de la S. N. C. F., seule entreprise publique ayant reçu la Légion d'honneur pour son action pendant l'occupation.

473. — 23 mars 1959. — M. Szigeti demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il considère comme souhaitable, au milieu du deuxième trimestre de l'année scolaire, la nomination à un autre poste d'un professeur assurant l'enseignement de la physique dans les classes de philosophie, mathématiques élémentaires, sciences expérimentales d'un collège classique et moderne de garçons et les mêmes classes, plus la première et la deuxième, d'un collège technique et moderne de jeunes filles. Il lui demande également si, même dans l'hypothèse où ce professeur était remplacé immédiatement, il considère comme souhaitable un tel changement sans motifs graves, intervenant à trois mois et demi d'examen qui engage l'avenir de nombreux enfants.

474. — 23 mars 1959. — M. Szigeti demande à M. le ministre de l'éducation nationale pour quelles raisons un fonctionnaire relevant de ce ministère, rapatrié de Tunisie, s'est vu: 1° refuser le remboursement des frais de transport par mer de sa voiture automobile alors que le tonnage du mobilier réellement transporté, voiture comprise, était de 4.990 kg et que ce fonctionnaire avait droit à 5.000 kg (art. 5 du décret n° 56-581); 2° retrancher de ses indemnités journalières le montant de deux journées entières alors que la durée du trajet par mer, Tunis-Marseille, est de vingt heures; 3° refuser le remboursement des frais de transport de son mobilier de sa résidence provisoire et du garde-meubles au domicile définitif, attribué par les H. L. M. quatre mois après son arrivée (circulaire FI-13 du 12 mars 1957, du ministère des finances).

475. — 23 mars 1959. — M. Hostache demande à M. le ministre du travail si une augmentation des prestations familiales ne peut être envisagée alors que le S. M. I. G. vient d'être augmenté et, dans la négative, si une telle augmentation serait possible dans un avenir prochain.

476. — 23 mars 1959. — M. Hostache demande à M. le ministre du travail quelles mesures il compte prendre pour faire payer leurs cotisations patronales d'allocations familiales et de sécurité sociale aux entreprises qui ne les règlent pas et conservent, en outre, indûment, le montant des cotisations des salariés.

477. — 23 mars 1959. — M. Tomacini demande à M. le ministre du travail s'il envisage, comme il est hautement souhaitable, d'inclure dans les zones d'urgence qui vont être incessamment créées la vallée de l'Andelle où sévit une grave crise de sous-emploi, notamment de l'industrie textile.

478. — 23 mars 1959. — M. Charlé expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la loi du 14 avril 1924, modifiée par celle du 20 septembre 1948, a institué en faveur des fonctionnaires, anciens combattants de l'Etat, des bonifications de campagne qui ont été étendues par la suite à leurs collègues des départements et des communes, ainsi qu'aux agents de la plupart des administrations publiques du secteur nationalisé (Electricité et Gaz de France, R. A. T. P., marine marchande, etc.). Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire bénéficier les cheminots, anciens combattants, des mêmes avantages, estimant que ceux qui ont accompli le même devoir et accepté le même sacrifice doivent avoir une égalité de traitement absolue quel que soit leur régime ou leur administration.

479. — 24 mars 1959. — M. Le Pen demande à M. le Premier ministre s'il estime, sous réserve de l'appréciation éventuelle du Conseil constitutionnel, qu'en vertu des pouvoirs réglementaires prévus par la Constitution le Gouvernement ait la possibilité de transformer le statut d'un département en celui de département d'outre-mer, et notamment de transformer des départements algériens en départements d'outre-mer pouvant devenir Etats membres de la Communauté, puis Etats indépendants.

480. — 24 mars 1959. — M. Tomacini demande à M. le ministre du travail quelles mesures il envisage de prendre à bref délai pour supprimer l'abaissement de zones de salaires afin de rétablir, dans ce domaine, la justice sociale entre les travailleurs dont certains subsistent, actuellement, une véritable pénalisation du fait que leur lieu de travail est situé dans telle région plutôt que dans telle autre.

481. — 24 mars 1959. — M. Cathala expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 179 du code général des impôts « toute personne passible soit de la taxe proportionnelle soit de la surtaxe progressive est tenue de souscrire une déclaration détaillée de ses revenus et bénéfices »; que cette déclaration qui, jusqu'à une époque récente, figurait sur un seul imprimé a été décomposée en plusieurs formules de diverses couleurs: l'imprimé modèle B sur papier blanc pour l'ensemble des revenus, l'annexe B. 1 de couleur bleue pour le détail des revenus fonciers, l'annexe n° B. 2 de couleur jaune pour des revenus de sources diverses, et depuis cette année-ci l'imprimé modèle G. pour les signes extérieurs de richesse; que, pour ne citer qu'un exemple parmi tant d'autres, un petit propriétaire exploitant agricole doit remplir ces quatre formules puisqu'il possède une résidence dont la valeur locative ou le revenu net intéresse la formule B, l'annexe B. 1 et la formule G. et que l'exploitation agricole intéresse les formules B et l'annexe B. 2; que, pour l'évaluation de la valeur locative de sa résidence, il lui est demandé de fixer la somme qui pourrait en être retirée en cas de location à un tiers alors que la résidence et l'exploitation constituent un tout indivisible, l'un ne pouvant être loué sans l'autre; qu'au surplus ces déclarations qui doivent obligatoirement être souscrites pour le 28 février au plus tard n'ont qu'un caractère provisoire, les déclarations définitives devant en principe être établies après la publication des bénéfices agricoles forfaitaires et, s'il s'agit d'exploitations de polyculture, après le classement des exploitations; que les imprimés n'étant distribués chaque année que vers le 13 ou le 14 février ces contribuables disposent d'un délai très court pour se mettre en règle avec la loi fiscale; que la notice explicative mise cette année-ci à leur disposition dans une très louable intention n'explique pas tout; qu'en pratique, dans les campagnes, et en l'absence de conseils fiscaux, les redevables de l'impôt recherchent auprès des maires, des secrétaires de mairie ou des instituteurs, des conseils que ceux-ci sont bien souvent incapables de leur donner, ce qui crée de très vifs sujets de mécontentement; que la confusion est à son comble lorsque, comme il est fréquent dans le Sud-Ouest, les assujettis sont étrangers ou récemment naturalisés, qu'au surplus les fermiers, les mélangers, les salariés agricoles, se heurtent à des difficultés du même ordre; et il lui demande: a) s'il ne lui paraît pas impensable, eu égard à la formation non administrative de la majorité des agriculteurs, d'exiger d'eux de remplir des formulaires multicolores dont le caractère complexe est unanimement reconnu; b) si l'administration ne pourrait pas se dispenser de demander aux assujettis des éléments qu'elle connaît mieux que quiconque, par exemple la valeur locative de l'habitation personnelle qui peut être déterminée en partant du revenu imposable à la contribution foncière ou du loyer matriciel servant de base à la contribution mobilière; c) au cas où des simplifications ne pourraient être apportées et les conférences par radié ayant un caractère trop général, s'il ne serait pas possible de prolonger le délai de déclaration des agriculteurs jusqu'à la tournée annuelle des mutations, celle-ci pouvant être utilisée pour permettre aux agents de l'administration d'éclairer les intéressés sur leurs obligations, étant précisé d'ailleurs que les bénéficiaires agricoles forfaitaires sont fréquemment publiés vers cette époque, de sorte qu'il n'en résulterait aucun retard sensible dans le recouvrement du solde de l'impôt.

482. — 24 mars 1959. — M. Boscary-Monsservin demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si, lorsqu'un associé a fait céder ses droits à chacun de ses associés sans qu'il y ait dissolution de la société et que le cédant réalise une plus-value de cession, cette plus-value est imposable et dans quelles conditions; si la non-imposition précisée dans le cas d'une société en nom collectif par une réponse ministérielle qui lui a été adressée (*Journal officiel*, Débats parlementaires Assemblée nationale, du 3 avril 1952, p. 1791), s'applique dans le cas de société de fait dont l'existence est régulièrement connue de l'administration.

483. — 24 mars 1959. — M. Sourbet expose à M. le ministre de la justice que jusqu'au décret du 22 décembre 1953, n° 53-1277, les conseillers des cours d'appel de province appartenaient au 3^e grade de l'ordre judiciaire; qu'à compter du 1^{er} mars 1959, date d'application de ce décret, ils appartiendront au 2^e groupe du 4^e grade; mais que pour être intégrés, c'est-à-dire confirmés dans les fonctions qu'ils occupent, ils devront (art. 40) s'ils ne sont pas inscrits au tableau d'avancement, satisfaire aux conditions prévues par les articles 10 et 41 et, en tout cas, avoir moins de soixante ans, sinon ils seront (art. 39) reclassés au 2^e grade de la nouvelle hiérarchie (donc en principe rétrogradés); toutefois, « à titre transitoire », ils seront maintenus dans leurs fonctions. Qu'ainsi donc, sans avoir mérité, en raison seulement de leur âge, alors que bien souvent ils avalent volontairement négligé ou abandonné toute idée d'avancement, les conseillers en exercice se trouvent trappés, deviennent en quelque sorte des magistrats de seconde zone. Il lui demande si de telles dispositions ne constituent pas une atteinte au principe même de l'immovibilité, une seconde nomination s'avérant indispensable pour exercer une activité dont ils ont été déjà régulièrement investis.

484. — 24 mars 1959. — M. René Plevin appelle l'attention de M. le ministre du travail sur l'importance de l'effort financier accompli par certains départements pour encourager et développer la vaccination gratuite contre la poliomyélite et lui demande s'il

n'estimerait pas justifié que la sécurité sociale remboursât aux collectivités locales dans la proportion admise pour le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques les dépenses supportées par les collectivités pour une action préventive qui, en même temps qu'elle sert un but humanitaire, entraîne des économies considérables pour la sécurité sociale par la diminution de la morbidité.

485. — 25 mars 1959. — M. Hénault, après avoir constaté que la promulgation rapide du projet de statut des maîtres surveillants a retenu l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, étant donnée la situation matérielle de ceux-ci, attire celle-ci sur le vœu élaboré en commun par les quatre syndicats permettant de régler d'une façon satisfaisante le problème de la surveillance dans les centres d'apprentissage. Il lui demande si la promulgation de ce projet peut être envisagée rapidement. En outre, étant donné qu'il conviendrait que soit décidé rapidement un plan de liquidation prévoyant l'intégration progressive des surveillants non étudiants recrutés avant le 31 décembre 1951 dans le cadre des surveillants généraux (ce second projet sans incidence budgétaire se présente comme un objectif possible à atteindre dans l'immédiate), il demande quelles sont sur ce deuxième point les intentions du ministre de l'éducation nationale.

486. — 25 mars 1959. — M. Bourgoïn rappelle à M. le Premier ministre que « l'affaire des fuites » a eu, en 1954, une incidence flagrante sur l'issue des combats en Indochine et a jeté sur certains des rouages supérieurs de l'Etat un discrédit regrettable. Or, bien que l'instruction judiciaire de cette affaire soit close depuis plus de trois ans, la justice n'a pas encore rendu son verdict à l'encontre de certains personnages dont les actes de trahison ont été publiquement établis. Il lui demande s'il estime un tel silence compatible avec l'œuvre de rénovation nationale entreprise par le Gouvernement de la V^e République.

487. — 25 mars 1959. — M. Bourgoïn rappelle à M. le ministre de la justice que le procès concernant « l'affaire des fuites » a publiquement révélé la connaissance par trois journalistes de secrets intéressant la défense nationale et la divulgation de ces secrets dans deux grands journaux. La constatation en a été publiquement établie par l'enquête, et l'arrêt rendu le 12 juillet 1955 par la cour d'appel de Paris établissait formellement la matérialité de la trahison pour deux de ces journalistes. Or, contre toute attente, la compétence du tribunal militaire ne fut pas reconnue dans cette affaire; d'autre part, le tribunal correctionnel qui en est saisi garde le procès en attente bien que l'instruction soit achevée depuis le 30 juin 1955. Il lui demande quelles sont les raisons de la passivité du tribunal dans une matière dont les répercussions ont été considérables du point de vue de la démoralisation intérieure et des avançages donnés aux ennemis de la France. Il lui demande, en outre, quels sont les délais de prescription dans cette affaire.

488. — 25 mars 1959. — M. Bourgoïn rappelle à M. le ministre de l'information que certains journalistes, impliqués dans des faits de trahison dévoilés publiquement par l'instruction judiciaire de « l'affaire des fuites » en 1954, continuent leur œuvre de démocratisation nationale dans les journaux auxquels ils collaborent, et même dans les émissions officielles de la télévision française. Il lui demande ce qui, à ses yeux, justifie une telle tolérance.

489. — 25 mars 1959. — M. Frédéric-Dupont demande à M. le ministre de la justice si un mari et sa femme, mariés sous le régime de la séparation de biens, peuvent se faire réimmatriculer au registre du commerce pour la même fonds de commerce.

490. — 25 mars 1959. — M. Dreyfous-Ducas expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que des pays membres de la Communauté économique européenne vendent sur le marché français certains produits, notamment dans l'industrie chimique, à un prix inférieur aux prix qu'ils pratiquent sur leur propre marché. Cette façon de procéder étant contraire aux dispositions des articles 3, 85, 86 et surtout 91 du traité instituant la Communauté économique européenne. Il lui demande quelles mesures il a prises ou compte prendre pour faire disparaître cette pratique, et notamment si l'osilium pas qu'il aurait lieu d'exiger à l'entrée en douane des marchandises, un certificat des chambres de commerce étrangères ou des syndicats professionnels attestent que les prix d'exportation sont conformes aux prix intérieurs. Dans le cas où une telle garantie ne pourrait être donnée, il lui demande sous quelle forme et sous quelles conditions vont être pris les arrêtés prévus par l'ordonnance n° 53-1264 du 20 décembre 1953.

491. — 25 mars 1959. — M. Crassel-Morel demande à M. le Premier ministre quelles mesures il compte prendre pour respecter la lettre et l'esprit de la loi du 24 mai 1951, article 442 ter, prévoyant une modification du taux de la taxe unique sur les vins lorsque les cours de ce produit auront varié en plus qu'en moins

de 10 p. 100 minimum, par rapport aux cours pratiqués lors de la précédente fixation de tarif. Ce texte est applicable à compter du 30 mars 1959, les cours du vin de consommation courante ayant diminué de plus de 25 p. 100 depuis l'ordonnance portant loi de finances du 30 décembre 1958.

492. — 25 mars 1959. — M. Poudevigne demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quelles mesures il compte prendre pour respecter la lettre et l'esprit de la loi du 21 mai 1951, article 442 *ter*, prévoyant une modification du taux de la taxe unique sur les vins lorsque les cours de ce produit auront varié en plus ou en moins de 10 p. 100 minimum par rapport aux cours pratiqués lors de la précédente fixation de tarif. Ce texte est applicable à compter du 30 mars 1959 puisque les cours du vin de consommation courante ont diminué de plus de 25 p. 100 depuis l'ordonnance portant loi de finances du 30 décembre 1958.

493. — 26 mars 1959. — M. Jaeson demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si le receveur municipal est fondé d'exiger, au moment du règlement, que la motion d'approbation du conseil municipal, décidant des travaux et approuvant le devis qui est dressé par l'architecte, figure sur le devis, alors que la préfecture n'a pas cru devoir le faire et que l'autorité de tutelle a approuvé cette délibération du conseil municipal.

494. — 26 mars 1959. — M. Bertrand (Denis) expose à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones que le statut des receveurs et chefs de centre publié en application du décret n° 58-776 du 25 août 1958 (*Journal officiel* du 29 août 1958, p. 8034) comporte, en son article 5, des prescriptions visant les receveurs gérant des établissements dont la classe est supérieure à celle de leur grade, et que le quatrième alinéa stipule notamment: « Le receveur peut être confirmé dans sa fonction et promu au grade correspondant dès qu'il est inscrit au tableau d'avancement et qu'un postulant inscrit après lui a eu la possibilité d'obtenir sa promotion ». Or, bien que les termes précités ne prêtent à aucune confusion, l'administration centrale des postes, télégraphes et téléphones semble n'en pas faire une stricte application. Ce faisant, elle semble oublier les difficultés éprouvées par les receveurs gérant des bureaux surclassés, leur mérites à diriger et faire fonctionner sans autre contrepartie l'ensemble des établissements plus importants. Cependant, lorsqu'il s'agit de receveurs qui ont atteint le limite d'âge et même lorsque ceux-ci ne sont pas retraitables, l'administration les promouvait à dater du 1^{er} janvier de l'année du tableau. S'agissant de receveurs âgés de moins de cinquante-sept ans, elle les oblige à attendre deux ans, voire trois ans, leur promotion à la classe au-dessus, sous prétexte qu'il faut qu'un postulant, inscrit après lui, ait eu la possibilité d'obtenir sa promotion après une consultation en ligne. Il lui demande s'il ne serait pas possible de promouvoir, au même titre que leurs collègues atteints par la limite d'âge, les comptables de moins de cinquante-sept ans, au pis aller, dès qu'un postulant inscrit après eux a eu la possibilité d'obtenir une promotion, sans souci de savoir si celle-ci résulte d'une consultation en ligne ou hors tour.

495. — 26 mars 1959. — M. Médecin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un accord pour la reprise de versements échelonnés sur la dette yougoslave a été passé entre les gouvernements intéressés le 2 août 1958, honoré par le Gouvernement yougoslave le 15 octobre 1958, ratifié par les Gouvernements français et yougoslaves respectivement les 3 et 28 janvier 1959. Il lui demande si on ne pourrait pas hâter la première répartition attendue impatiemment par beaucoup de petits porteurs.

496. — 26 mars 1959. — M. Halbout expose à M. le ministre de l'agriculture l'incertitude qui existe en certains milieux relativement au versement des indemnités de congés payés aux salariés agricoles; et lui demande de préciser s'il existe une différence entre les ouvriers agricoles payés au mois et les journaliers payés à la semaine ou à la journée, et sous quelle forme ces congés payés doivent être réglés aux journaliers.

497. — 26 mars 1959. — M. Halbout expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'une personne âgée de soixante-dix-huit ans, hospitalisée au titre de l'aide sociale, qui a reçu, en tant que sinistrée immobilière, des titres d'une valeur totale de 75.000 F venant à échéance par tiers: trois, six et neuf ans après leur émission, doit remettre, pour encaissement au percepteur, le premier de ces titres. Il lui demande si une retenue peut être faite par les services du Trésor au profit de la collectivité qui assure l'hospitalisation de cette personne âgée, étant précisé qu'une indemnité de dommages de guerre est reçue en contrepartie de travaux de reconstruction et ne constitue pas un avantage de vieillesse et que, si une récupération des frais d'aide sociale doit être poursuivie par une collectivité, elle ne peut l'être à l'encontre de la personne elle-même, mais sur la valeur de l'immeuble après décès.

498. — 26 mars 1959. — M. Halbout expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la lourde charge que fait peser sur les acquisitions de maisons rurales ou de maisons urbaines véstues le remplacement de la taxation à taux progressif sur les transactions immobilières par une taxation uniforme au taux de 4,20 p. 100 (art. 49 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958) et lui demande s'il n'envisage pas de réduire ce taux sur une première tranche, lorsque ces transactions ont pour but de permettre à une famille modeste de se loger ou d'acquérir un terrain pour y construire son habitation familiale.

499. — 26 mars 1959. — M. Léon Delbecq expose à M. le ministre des armées qu'en pleine crise de recrutement dans l'enseignement, le service militaire absorbe actuellement deux promotions entières d'enseignants. Il lui demande s'il ne serait pas possible de prévoir: 1° l'appel sous les drapeaux du personnel enseignant à la fin de chaque année scolaire, de façon à ne pas désorganiser les services en cours d'année; 2° qu'après leur période d'instruction militaire, les enseignants soient mis à la disposition de l'académie d'Alger à titre exceptionnel et provisoire.

500. — 26 mars 1959. — Mme Devaud appelle l'attention de M. le Premier ministre sur les graves problèmes que pose l'afflux constant des Français musulmans en provenance d'Algérie dans la région parisienne, sans qu'ait été envisagée aucune mesure propre à leur procurer un logement, du travail et les moyens de faire vivre une famille, qui, souvent, les accompagne. Elle insiste sur le fait que certaines communes, où se regroupent plus particulièrement ces travailleurs et leur famille, n'ont pas la possibilité de faire face aux nouvelles obligations qui leur incombent et pour lesquelles le concours de services spécialisés et de l'attribution de crédits spéciaux s'avèrent absolument indispensables. Elle lui demande quelles solutions urgentes et efficaces seront proposées aux communes-refuges et rapidement mises en œuvre.

501. — 26 mars 1959. — Mme Devaud expose à M. le ministre de la justice qu'une personne âgée a, en 1925, vendu sa maison à un particulier moyennant le versement d'une rente viagère indexée sur l'indice des 213 articles (actuellement remplacé par l'indice des 250 articles); et lui demande si les récentes mesures interdisant notamment les indexations fondées sur le niveau général des prix (article 79-3 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, modifié par l'article 44 de l'ordonnance n° 59-246 du 4 février 1959) ont une incidence sur l'exécution de ce contrat.

502. — 27 mars 1959. — M. Fourmond demande à M. le ministre du travail s'il n'envisage pas d'accorder une dérogation aux règles concernant la franchise de 3.000 francs par semestre civil pour le remboursement des produits pharmaceutiques par les caisses de sécurité sociale aux enfants âgés de plus de dix ans pendant la période au cours de laquelle ils sont considérés, au regard de la sécurité sociale, comme enfants à charge, étant fait observer que ceux qui poursuivent leurs études bénéficient de cette dérogation en vertu du décret n° 59-237 du 5 février 1959.

503. — 27 mars 1959. — M. Davoust expose à M. le ministre du travail le cas d'un certain nombre d'assurés sociaux qui, après avoir cotisé à la sécurité sociale pendant plusieurs années, ont quitté la France pour travailler en Afrique du Nord (Maroc ou Tunisie) pendant un certain temps et sont revenus en France au cours de ces dernières années en raison des événements politiques qui se sont produits en Afrique du Nord; et lui demande s'il n'envisage pas de déposer un projet de loi modifiant la législation actuelle afin que ces assurés puissent effectuer le versement des cotisations rétroactives pour les années pendant lesquelles ils ont travaillé en Afrique du Nord, afin que ces années puissent être prises en compte dans la liquidation de leurs droits en matière d'assurance vieillesse.

504. — 27 mars 1959. — M. Paul Coste-Floret appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la lourde charge successorale imposée par la législation actuelle lorsqu'il s'agit d'une succession en ligne collatérale; et lui signale notamment le cas de sœurs célibataires vivant ensemble, héritières d'un patrimoine familial commun dont, après le décès de l'une d'elles, la survivante est contrainte à verser des sommes si importantes de succession qui, dans la presque totalité des cas, elle est obligée d'envisager la vente de l'immeuble qui lui échoit par succession; et lui demande s'il n'envisage pas, dans la réforme fiscale en préparation, parallèlement à la suppression des droits de succession en ligne directe et entre époux, d'alléger les droits de succession en ligne collatérale, notamment lorsqu'il s'agit de sœurs célibataires ou de veuves ayant des conditions d'existence particulièrement difficiles.

506. — 27 mars 1959. — M. Guzmüller demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: si, à la suite de l'intégration du salaire unique dans les sommes soumises à l'imposition à la surtaxe progressive, il ne lui semble pas anormal que ce salaire unique ne subisse que l'abattement supplémentaire de 45 p. 100 et pas l'abattement normal de 49 p. 100 pour frais professionnels sur les traitements et salaires, ce qui semble aller à l'encontre de l'expression « salaire unique »; si, dans l'hypothèse où toute cote inférieure à 5.000 F ne serait pas recouvrée, il n'y aura pas injustice lorsque le seuil de 5.000 F sera dépassé par le seul jeu de l'inclusion du salaire unique car, en fait, en prenant le cas limite, il pourra arriver qu'un contribuable ayant à inclure dans sa déclaration 400.000 F de salaire unique, par exemple, pourra être assujéti à payer 45.000 F d'impôts alors que, sans salaire unique, il n'aurait rien payer; et l'on arrive par ce système à abattre en fait 15 p. 100 sur les prestations familiales qui n'ont subi aucune revalorisation; s'il n'estime pas qu'il y aurait lieu de calculer la surtaxe sur les sommes déclarées, salaire unique exclu; celui-ci ne serait ensuite réintégré que dans le cas où le calcul ferait ressortir une surtaxe supérieure à 5.000 F.

507. — 27 mars 1959. — Mlle Dianesch expose à M. le ministre des armées les faits suivants: par décision ministérielle n° 29-532 C-3/3 du 25 octobre 1941, M. X... sous-officier, a été admis à faire valoir ses droits à pension proportionnelle de retraite, à compter du 1^{er} mai 1941. Cette décision a été annulée et remplacée par la décision n° 20-335 A. R./PSO du 24 juillet 1947, admettant l'intéressé au bénéfice de l'article 6 de la loi du 19 septembre 1940 relative au dégellement des cadres de l'armée de terre et le considérant comme ayant été autorisé, à titre exceptionnel, à souscrire un contrat de rengagement du 1^{er} mai 1941 au 1^{er} octobre 1941. La pension qui lui avait été attribuée à compter du 1^{er} mai 1941 a été, dès lors, révisée et ses services validés jusqu'au 1^{er} octobre 1941. Cependant, lors de l'application du décret du 11 juin 1952 relatif aux campagnes de guerre 1939-1945, le service liquidateur, s'inspirant de la première décision ministérielle annulée, a octroyé à l'intéressé des campagnes de guerre jusqu'au 1^{er} mai 1941, alors qu'il a été rayé des cadres de l'armée active le 1^{er} octobre 1941. M. X... ayant déposé un recours devant le tribunal administratif en dehors du délai légal de trois mois, sa requête a été déclarée irrecevable. Elle lui demande les raisons pour lesquelles le service liquidateur des pensions militaires refuse de tenir compte d'une décision ministérielle validant les services militaires de ce sous-officier jusqu'au 1^{er} octobre 1941, en ce qui concerne l'attribution des campagnes de guerre, étant donné que l'intéressé devrait en bénéficier dans les mêmes conditions que les militaires appartenant à l'armée d'armistice et que, d'autre part, il s'agit, en l'occurrence, d'un sous-officier qui a été nommé sous-officier de réserve et fait chevalier de la Légion d'honneur, et que seules les personnes qui ont appartenu aux mouvements anti-nazis ont été exclues des avantages en matière de campagnes de guerre accordés par le décret du 11 juin 1952.

508. — 27 mars 1959. — M. Bolvilliers expose à M. le ministre du travail la situation tout à fait défavorisée de certains retraités qui, du fait qu'ils perçoivent une pension annuelle de 334.720 francs, ne peuvent bénéficier du fonds de solidarité, en conséquence ils ne peuvent non plus bénéficier de la dérogation à la franchise des 3.000 francs de la sécurité sociale; or, en comparaison, un salarié ne touchant pas 36.666 francs par mois (c'est-à-dire 439.992 francs par an), rentre dans la catégorie des bénéficiaires de la dérogation de franchise de 3.000 francs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette injustice qui prive certaines personnes retraitées, dont les ressources sont inférieures de plus de 400.000 francs par an à certains salariés, d'une mesure jugée pourtant indispensable pour cette catégorie de travailleurs.

509. — 27 mars 1959. — M. Jarrosson expose à M. le ministre du travail qu'une femme veuve et ses six enfants sont titulaires d'une rente de la sécurité sociale au titre du régime 110; que chacune de ces personnes est donc portuse d'une carte portant un numéro différent; que la direction locale de la sécurité sociale prétend faire supporter à chacune de ces personnes la déduction forfaitaire semestrielle de 3.000 francs. Cette mesure étant contraire aux indications données par le ministre des finances, indications aux termes desquelles la somme forfaitaire de 3.000 francs est fixée pour l'ensemble de la famille, il lui demande si les instructions nécessaires pourraient être données pour le cas envisagé.

511. — 28 mars 1959. — M. Ploven demande à M. le ministre de la santé publique et de la population si un fonctionnaire peut exercer, pendant ses vacances, une profession assreinte au paiement du droit fixe des patentes.

512. — 28 mars 1959. — M. Fanton expose à M. le ministre du travail la situation dans laquelle se trouve une personne qui, en congé de longue maladie, doit quand même subir la franchise de 3.000 F, et lui demande si, dans ce cas ou d'autres similaires, cette franchise ne pourrait être reportée.

513. — 28 mars 1959. — M. Lebas rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'au mois de mai 1938, M. Pierre Courant avait exposé au ministre des finances que différents textes législatifs de 1938, 1949 et 1951 prévoyaient l'attribution de bonifications d'ancienneté à prendre en compte pour le calcul de la retraite en faveur des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales ayant, au cours des deux guerres mondiales, exercé leurs fonctions dans une zone d'opérations ou dans des localités bombardées, textes qui ont été effectivement appliqués en ce qui concerne la guerre de 1911-1918, mais dont la position du ministre des finances a rejeté l'application aux fonctionnaires en fonctions dans les régions exposées de la guerre 1939-1945; il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de fait.

514. — 28 mars 1959. — M. Lebas demande à M. le ministre de l'éducation nationale: a) si la promulgation du projet de statut des maîtres surveillants des centres publics d'apprentissage élaboré en commun par les quatre syndicats interviendra prochainement; b) s'il est prévu, dans l'immédiat, l'adoption d'un plan de liquidation prévoyant l'intégration progressive des surveillants non étudiants des centres d'apprentissage, recrutés avant le 31 décembre 1951, dans le cadre des surveillants généraux.

515. — 31 mars 1959. — M. de Grandmaison expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que deux propriétés rurales contiguës sont chacune en indivision; l'échange des droits indivis appartenant, sur ces immeubles, aux conjoints des exploitants permettrait aux moindres frais de substituer aux indivisions existantes des indivisions entre époux. Il demande si cet échange de droits indivis bénéficie de l'exemption de droits d'enregistrement, si, par ailleurs, toutes les conditions prévues par l'article 37 du code rural se trouvent remplies.

516. — 31 mars 1959. — M. Bertrand Denis demande à M. le ministre du travail si, dans un esprit d'apaisement social, la franchise des 3.000 francs de la sécurité sociale ne pourrait être calculée à partir du tarif 100 p. 100 et non pas 70 p. 100, 80 p. 100 ou 90 p. 100 selon les cas, comme il est pratiqué actuellement.

517. — 31 mars 1959. — M. de Bénouville attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation de certains anciens prisonniers de guerre qui se trouvent lésés du fait de la forclusion intervenue le 31 décembre 1958 pour le remboursement des marks qu'ils avaient déposés à leur retour d'Allemagne. Il lui demande s'il ne serait pas possible de faire lever la forclusion et de repousser de plusieurs mois les délais de remboursement.

518. — 31 mars 1959. — M. Meck expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 1369 du code général des impôts, l'article 2 du décret du 20 décembre 1954 et l'article 49 de l'ordonnance n° 58-1374 du 29 décembre 1958 portent réduction des droits d'enregistrement en faveur des échanges ruraux et des ventes d'immeubles ruraux sous condition qu'en cas d'échange d'immeubles non situés dans des communes limitrophes, ou en cas d'acquisition, le bien échangé ou acquis soit contigu à un immeuble rural dont l'acquéreur est déjà propriétaire depuis plus de deux ans, ou qu'il l'ait recueilli par voie héréditaire. Il lui demande si l'acquéreur peut bénéficier de la réduction au cas où l'immeuble échangé ou acquis en communauté serait contigu à l'immeuble propre à son épouse. L'administration a admis que le régime de faveur était applicable si, en échange d'un immeuble de communauté, deux époux recevoient une parcelle contiguë à un immeuble propre au mari (R. S. E. B. 30 janvier 1957, ind. 9243, D. E., 1839). L'esprit de la loi étant de favoriser la réorganisation foncière, il semble que le régime de faveur doive s'appliquer également dans le cas où l'immeuble contigu est propre à la femme.

519. — 1^{er} avril 1959. — M. Vascetti expose à M. le ministre de l'intérieur que les gardes républicains, les gendarmes, les gardes mobiles et les pompiers de Paris, qui servaient dans la métropole du 2 septembre 1939 au 8 mai 1945, se sont vu accorder le bénéfice de la campagne simple, par un arrêté du 11 février 1952 paru au Journal officiel du 27 mars 1952. Depuis, deux bulletins officiels de l'armée et un décret ont précisé l'arrêté du 11 février 1952. Sous l'occupation, le personnel de la police municipale de Paris effectua de nombreuses missions avec les gendarmes, gardes républicains, gardes mobiles et pompiers de Paris. Le préfet de police attribua, d'ailleurs, la médaille commémorative de la guerre 1939-1945 avec barrette « Défense passive » à tous les fonctionnaires ayant assuré un service actif de police. Ce personnel fut, par ailleurs, démobilisé théoriquement en 1943 et 1944 (il était donc bien en situation militaire). Pendant la période d'occupation, 19 agents furent tués victimes du devoir et 1.623 furent blessés. 46 sont morts

en déportation, 9 furent fusillés et 4 moururent des suites de déportation. Au cours des combats de la libération de Paris, 450 agents furent tués. Il lui demande s'il ne pense pas que le personnel de la préfecture de police devrait, lui aussi, bénéficier de l'arrêté du 11 février 1952.

520. — 2 avril 1959. — M. Palméro expose à M. le ministre de l'intérieur qu'aux termes de l'article 37 du code d'urbanisme, toute commune classée ou ayant plus de 10.000 habitants est tenue d'avoir un projet d'aménagement qui, transmis par le préfet au ministre de la construction, est soumis par ce dernier, pour avis, au comité national d'urbanisme, pour être ensuite approuvé par un décret en conseil d'Etat; et lui demande, lorsque le projet d'ensemble, après avis du conseil national d'urbanisme, a été pris en considération par le ministre, mais n'a pas encore été approuvé par décret en conseil d'Etat — ce qui est le cas de la plupart des villes de France — quelle est la procédure d'urgence que les communes, avant la mise en application des nouvelles ordonnances, peuvent ou doivent légalement entreprendre pour faire déclarer d'utilité publique une opération isolée figurant dans le plan d'aménagement.

521. — 2 avril 1959. — M. Palméro expose à M. le ministre de la construction qu'aux termes de l'article 37 du code d'urbanisme toute commune classée ou ayant plus de 10.000 habitants est tenue d'avoir un projet d'aménagement qui, transmis par le préfet au ministre de la construction, est soumis par ce dernier, pour avis, au comité national d'urbanisme, pour être ensuite approuvé par un décret en conseil d'Etat; et lui demande, lorsque le projet d'ensemble, après avis du conseil national d'urbanisme, a été pris en considération par le ministre, mais n'a pas encore été approuvé par décret en conseil d'Etat — ce qui est le cas de la plupart des villes de France — quelle est la procédure d'urgence que les communes, avant la mise en application des nouvelles ordonnances, peuvent ou doivent légalement entreprendre pour faire déclarer d'utilité publique une opération isolée figurant dans le plan d'aménagement.

522. — 2 avril 1959. — M. René Pieven demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il n'estime pas nécessaire et justifié d'élever le plafond des prêts d'installation aux jeunes agriculteurs français, prévus par la loi de 1916, de 1 million 200.000 francs, chiffre actuel, à un minimum de 2 millions, plafond actuel des prêts accordés pour l'installation des cultivateurs migrants.

523. — 2 avril 1959. — M. Jean Albert-Sorel demande à M. le Premier ministre de lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre en faveur des Français de toutes les catégories sociales qui ont dû quitter la Guinée.

524. — 2 avril 1959. — M. Paquet expose à M. le ministre de l'industrie et du commerce qu'au cours du deuxième semestre 1959 la production de papier journal, par suite de la mise en route de deux nouvelles machines à grand rendement (avec l'appui du Gouvernement et dans le cadre du troisième plan), permettra de couvrir la totalité des besoins, estimés par la presse à 456.000 tonnes. Or la presse, invoquant notamment la nécessité d'honorer des contrats à long terme passés en 1956 avec les fournisseurs étrangers, réclame le maintien d'un fort courant d'importation, qu'elle évalue à 413.000 tonnes. Si ces importations devaient avoir lieu, elles provoqueraient, sans aucun bénéfice pour les utilisateurs (le prix de revient de notre papier étant inférieur au prix de revient du papier étranger): 1° un débours de devises de l'ordre de 16 millions de dollars environ; 2° une désorganisation complète du secteur des papiers d'impression (secteur déjà alourdi), par une capacité de production supérieure aux besoins; 3° un chômage important dans cette branche d'industrie. Il lui demande s'il ne lui serait pas possible, dans ces conditions, d'obtenir la résiliation des contrats passés par la presse avec des fournisseurs étrangers.

525. — 3 avril 1959. — M. Juszkiewski attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les conditions d'attribution de l'indemnité de logement due aux instituteurs chargés de famille, que les communes ne peuvent loger. Actuellement, pour l'attribution de cette indemnité le ministère de l'éducation nationale considère comme enfant à charge « celui qui est âgé de moins de seize ans ou est incapable par suite d'infirmité de se livrer de façon permanente à toute occupation ». Il demande si, compte tenu de l'intervention de la loi du 22 août 1946 relative aux prestations familiales, il n'envisage pas de reviser cette définition. En effet, la définition de l'enfant à charge telle qu'elle est donnée par cette loi est plus libérale et il paraît singulier qu'une définition plus restrictive soit actuellement appliquée aux instituteurs chargés de famille.

526. — 3 avril 1959. — M. Prohoet attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation de certains établissements de soins ou matériels auxquels des sommes importantes sont dues par la caisse mutuelle des personnels des départements, des communes, des établissements publics et hospitaliers, dont le régime particulier a cessé depuis le 31 décembre 1956. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les services chargés de la liquidation de ces organismes régionaux, sans retard, les dossiers en cours.

527. — 3 avril 1959. — M. Weber demande à M. le ministre du travail s'il est exact que, d'un commun accord avec M. le ministre de la santé publique, il a autorisé la caisse régionale de sécurité sociale du Nord-Est à créer à Nancy une « clinique chirurgicale comportant en annexe un service de médecine ». Il ne pense pas que le rôle de la sécurité sociale soit de construire des établissements de soins et souligne que la convention signée entre la caisse régionale et le syndicat des médecins de Meurthe-et-Moselle stipule, en son article 10, que « la caisse s'engage à ne pas créer, par elle-même ou par personne interposée, une organisation de diagnostic, de soins ou de prévention, dans le département, sans consulter, au préalable, le syndicat des médecins ». Il s'étonne qu'un inconvénient même on, du fait du déficit grave de la sécurité sociale, des mesures impopulaires frappent les assurés (franchise pharmaceutique, cures, etc.), il soit envisagé d'engager de lourdes dépenses pour construire une clinique dont l'initiative privée serait apte et disposée à financer la réalisation. Il demande: 1° s'il est exact que celle clinique, considérée comme « clinique test », aurait des prix de journée artificiellement bas, grâce à des subventions de fonctionnement importantes par prélevement sur les fonds des assurés sociaux; 2° et le « libre choix » et l'« entente directe » seraient respectés dans cet établissement.

528. — 3 avril 1959. — M. Weber demande à M. le ministre du travail de lui préciser le nombre des employés dont le recrutement a été rendu nécessaire, dans les caisses de sécurité sociale, du fait des complications administratives engendrées par les mesures récentes, et en particulier par la « franchise pharmaceutique de 3.000 francs par semestre ».

529. — 3 avril 1959. — M. Weber attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation actuelle des fonctionnaires du service des transmissions. Leur rôle consiste à assurer des liaisons constantes en vue d'écouler le trafic officiel entre les différentes administrations. Leurs attributions sont diverses (sécurité en cas d'événements graves, ordre public, liaisons entre les administrations, collaboration avec la défense nationale, sécurité aérienne — plan Salet —, protection civile — plan Orsec —, etc.). Ce personnel technique est tenu d'intervenir à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Il lui demande s'il compte faire en sorte que ce personnel soit reconnu statutairement comme affecté à un « service de sécurité », qu'il obtienne la parité avec l'administration des postes, télégraphes et téléphones, et qu'il soit classé en « catégorie active B ».

530. — 3 avril 1959. — M. Orvoen demande à M. le ministre de l'agriculture s'il n'entend pas modifier les dispositions existantes pour faciliter les échanges amiables en rendant cette opération moins onéreuse.

531. — 3 avril 1959. — M. Jacques Féron demande à M. le ministre de la construction s'il compte réexaminer le texte de l'article 2 du décret n° 58-1349 du 27 décembre 1958, relatif à la majoration à appliquer aux locaux professionnels. En effet, la majoration de 25 p. 100 de la surface corrigée de l'ensemble du local dont une ou deux pièces, par exemple, sont affectées à un usage professionnel, aboutit à la pénalisation des familles nombreuses entre autres.

532. — 3 avril 1959. — M. Jacques Féron expose à M. le ministre d'Etat que nombre de chercheurs quittent le C. N. R. S., malgré l'amélioration des traitements dus à l'octroi d'une prime de recherche bi-annuelle. Il lui demande: 1° quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses; 2° quand interviendra le statut de ce personnel et quelles sont les dispositions prévues pour le personnel contractuel. Il apparaît en outre que, muni de ressources insuffisantes, le C. N. R. S. manque non seulement de crédits pour les travaux qu'exige le développement de disciplines scientifiques nouvelles, mais ne peut encore recruter au personnel qui reste en fonctions de faire paraître toutes les publications désirées, ni d'organiser suffisamment en France de colloques ou congrès internationaux. Pour toutes ces raisons, le prestige de notre pays est d'autant plus en jeu que nul n'ignore que 0,1 p. 100 seulement du revenu national sont affectés à la recherche scientifique alors qu'en Angleterre et aux Etats-Unis, les proportions sont respectivement de 1 p. 100 et de 1,5 p. 100.

533. — 3 avril 1959. — M. Raymond Boisdé expose à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones que le statut des receveurs et chefs de centre des postes, télégraphes et téléphones publié en application du décret n° 58-776 du 25 août 1958 (*Journal officiel* du 29, page 8034), stipule en son article 5, quatrième alinéa: « Le receveur peut être confirmé dans sa fonction et promu au grade correspondant dès qu'il est inscrit au tableau d'avancement et qu'un postulant inscrit après lui a eu la possibilité d'obtenir sa promotion ». Or, bien que les termes précités ne prêtent à aucune confusion, l'administration centrale des postes, télégraphes et téléphones se refuse à interpréter à la lettre cet article 5 et en fait une interprétation restrictive se référant à une tradition ou aux règles antérieures à la parution du statut. Cependant, lorsqu'il s'agit de receveurs atteints par la limite d'âge et même lorsque ceux-ci ne sont pas retraitables, l'administration les promouvait à dater du 1^{er} janvier de l'année du tableau. S'agissant de receveurs âgés de moins de cinquante-sept ans, elle les oblige à attendre deux ans, voire trois ans, leur promotion à la classe supérieure, motif pris de ce qu'il faut qu'un postulant inscrit après lui ait eu la possibilité d'obtenir sa promotion après une consultation en ligne. Il semblerait cependant qu'au même titre que leurs collègues atteints par la limite d'âge, les comptables de moins de cinquante-sept ans devraient, dès l'instant où ils sont inscrits au tableau d'avancement, être promus à la classe supérieure dans l'année du tableau ou, tout au moins, dès qu'un postulant inscrit après eux a eu la possibilité d'obtenir une promotion, sans souci de savoir si celle-ci résulte d'une consultation en ligne ou hors tour. Il lui demande s'il ne serait pas possible, comme le souhaiteraient les intéressés, d'adopter dans ce cas une interprétation à la lettre de l'article 5 du décret susvisé, à dater du 1^{er} janvier 1956, comme le texte le prévoit, les organisations syndicales étant, au surplus, d'accord sur ce point.

534. — 3 avril 1959. — M. Raymond Boisdé expose à M. le ministre de la justice que les sociétés ayant constitué une réserve spéciale de réévaluation sont autorisées à distribuer cette réserve spéciale aux actionnaires, des dispositions fiscales très avantageuses ayant été prises en faveur de ces opérations. Or, si, fiscalement, cette distribution est autorisée et même encouragée, il apparaît qu'il n'en est pas de même au point de vue juridique et que les administrateurs qui réalisent cette distribution peuvent être passibles des peines prévues pour distribution de dividendes fictifs. Il lui demande quelle est la position prise, à cet égard, par le ministère de la justice.

535. — 3 avril 1959. — M. Lurle demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques à combien se sont élevées les exportations françaises pendant chacune des années 1956, 1957, 1958: 1° à destination des pays de la zone franc; 2° à destination des pays autres que ceux de la zone franc; a) des conserves de sardines à l'huile préparées à partir de sardines fraîches métropolitaines; b) des conserves de sardines à l'huile préparées à partir de sardines congelées du Maroc.

536. — 3 avril 1959. — M. Juskiewinski demande à M. le ministre des travaux publics et des transports quelles mesures ont été prises pour le reclassement du personnel de la S. A. G. E. T. A. Ce reclassement avait été formellement promis; or il reste à reclasser 89 personnes: 57 marées (80 enfants) parmi lesquelles on compte 22 officiers navigants dont la formation a été assurée à grands frais par les fonds publics.

537. — 4 avril 1959. — M. Palméro expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation fiscale des touristes étrangers résidant en France et plus particulièrement sur la Côte d'Azur, imposés en vertu de l'article 164 du code général des impôts et à ce titre, assujettis à la surtaxe progressive sur la base d'un revenu imposable fixé à une somme égale à cinq fois la valeur locative des résidences qu'ils possèdent en France. Il lui signale que la nouvelle détermination de cette valeur locative, en fonction des dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur la surface corrigée des immeubles, provoque actuellement des majorations d'impôts de l'ordre de 500 p. 100 et contraindra nombre de nos hôtes étrangers à quitter la France. Il lui demande s'il n'envisage pas, pour éviter cela « l'impôt tue l'impôt » d'assouplir cette réglementation trop sévère qui privera notre pays de devises étrangères, déterminera un chômage dans le personnel de maison et conduira au morcellement de propriétés qui constituent la parure de nos sites.

538. — 4 avril 1959. — M. Palméro demande à M. le ministre de l'éducation nationale si, dans les nouvelles dispositions prises pour les vacances scolaires, il a été tenu compte des légitimes intérêts touristiques qui exigent, notamment, l'étalement de la saison d'été durant tout le mois de septembre.

539. — 4 avril 1959. — M. Palméro expose à M. le ministre de l'intérieur la situation des Français résidant en Principauté de Monaco qui ne peuvent bénéficier des facilités accordées pour le franchissement de la frontière franco-italienne, sur simple présentation de la carte d'identité. Il lui demande s'il n'envisage pas d'admettre le passage en Italie de ces citoyens français, sur présentation, soit de la carte d'identité monégasque, soit de la carte d'immatriculation délivrée par le consulat de France en Principauté.

540. — 4 avril 1959. — M. Palméro demande à M. le ministre de la justice dans quelle mesure les maires et adjoints, en leur qualité d'officier de police judiciaire, se trouvent liés par le nouveau code de procédure pénale et notamment l'article 11, relatif au secret de l'instruction.

541. — 4 avril 1959. — M. Médecin demande à M. le ministre des armées: 1° quels ont été, dans les services de l'intendance, les examens organisés conformément au décret du 29 avril 1933, pour permettre aux aides-commiss, aux agents du cadre complémentaire et aux auxiliaires de bureau, d'accéder au grade de commiss, de l'année 1946 à 1949 inclus; a) sur le plan d'établissement, b) sur le plan national; 2° la date et les références des circulaires d'applications ministérielles ayant régi ces divers examens; 3° les conditions (âge, ancienneté de services, grade) imposées pour prendre part à ces examens: a) aux aides-commiss, b) aux agents du cadre complémentaire de bureau, c) aux auxiliaires.

542. — 7 avril 1959. — M. Dixmier expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 1374 du code des impôts modifié par l'ordonnance n° 58-1 374 du 30 décembre 1958 prévoit la réduction des droits d'enregistrement aux taux de 4,20 p. 100 des immeubles inachevés ou destinés à être remis en état d'habitabilité. Il lui demande si ce cas s'applique à un bâtiment à usage de grange que l'acquéreur se propose de transformer en habitation et à en justifier dans le délai de quatre ans prévu par la loi. Il semble a priori que vouloir faire d'un bâtiment agricole (grange), une maison d'habitation, est bien remettre un immeuble en état d'habitabilité.

543. — 7 avril 1959. — M. Louis Michaud demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si une vente de maison consentie en 1952 moyennant une rente viagère révisable en fonction des variations de l'indice des prix de détail des 250 articles doit être considérée comme constituant des dispositions conventionnelles concernant directement ou indirectement des obligations réciproques à exécution successive au sens de l'article 14 de l'ordonnance n° 59-246 du 4 février 1959, remplaçant le § 3 de l'article 79 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958.

544. — 7 avril 1959. — M. Coudray demande à M. le ministre des anciens combattants, s'il n'estime pas anormal et choquant que seuls les honoraires de la cérémonie religieuse ne soient pas remboursés dans les frais occasionnés aux familles par le rapatriement et les obseques des corps des soldats tués en Algérie, et quelles mesures il compte prendre pour faire cesser un tel état de choses.

545. — 7 avril 1959. — M. Maurice Schumann signale à M. le ministre de l'éducation nationale, à la suite de la réponse du 2 mars 1959, à la question n° 39: 1° que, d'après l'article 1^{er} du décret du 30 septembre 1950, constituant statut des maîtres auxiliaires « des maîtres auxiliaires peuvent être chargés, à titre essentiellement précaire, par les recteurs, soit d'assurer, à service complet l'inférieur d'un emploi momentanément vacant ou la suppléance d'un fonctionnaire en congé, soit de donner régulièrement et pendant toute la durée de l'année scolaire un enseignement qui ne constitue pas un service complet, notamment en matière d'enseignements artistiques ou spéciaux »; 2° que cet article 1^{er}, dit: « infirm d'un emploi vacant, suppléance d'un fonctionnaire, sans dire « emploi d'enseignement » ou « suppléance de professeur »; que l'article 2 dudit décret définissant la rétribution des maîtres auxiliaires d'enseignement général pourvus de la licence d'enseignement, fait référence à celle des adjoints d'enseignement du second degré; 3° que ce n'est que la circulaire d'application du 27 février 1956 (second degré), qui réserve le titre de « maîtres auxiliaires » aux délégués rectoraux assurant, à un titre ou à un autre un service complet d'enseignement; il reprend donc les termes de sa question n° 39, en ajoutant qu'un adjoint d'enseignement à normalement, dans son service des heures d'enseignement, et il demande: 1° s'il ne serait pas logique, puisque le délégué rectoral chargé d'un service partiel d'enseignement a droit au titre de maître auxiliaire, d'attribuer le même titre au délégué rectoral nommé dans un poste d'adjoint d'enseignement où il assure l'enseignement et surveillance jusqu'à concurrence d'un service complet; 2° s'il ne serait pas logique, en conséquence, d'accorder le titre de maître auxiliaire à tout délégué rectoral nommé; dans un poste d'enseignement vacant, dans un poste d'adjoint d'enseignement vacant, dans un groupement d'heures supplémentaires d'enseignement; 3° au cas où le ministère jugerait impossible cette extension, quelles mesures il compte prendre pour remédier aux anomalies signalées dans la question n° 39.

546. — 7 avril 1959. — M. Maurice Schumann demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quelle initiative le Gouvernement compte prendre pour attirer l'attention de nos partenaires de la commission économique européenne sur la nécessité de mettre rapidement en application une politique commerciale commune, en vue de régler, notamment dans le domaine cotonnier, les rapports de la communauté avec les pays tiers à concurrence anormale. (Pays à bas niveaux de salaires, à commerce d'Etat ou pratiquant des taux de change multiples)

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

344. — M. Paul Béchard demande à M. le Premier ministre pour quelles raisons n'est pas encore publié le décret d'application de la loi du 9 avril 1955 relative à la titularisation des assistants sociaux des administrations de l'Etat, et les mesures qu'il compte prendre pour régler la situation statutaire de ces agents. (Question du 3 mars 1959.)

Réponse. — La préparation du règlement d'application de la loi du 9 avril 1955, relative à la titularisation des assistants sociaux de l'Etat, a donné lieu à de longues et difficiles négociations entre les divers départements ministériels intéressés. Ces négociations sont maintenant terminées, et le texte élaboré va prochainement être soumis aux délibérations du conseil d'Etat. Le Gouvernement prendra ensuite les dispositions nécessaires pour que la signature et la publication du projet ne souffrent aucun retard.

346. — M. Paul Béchard demande à M. le Premier ministre dans quels délais seront appliqués aux fonctionnaires les dispositions générales concernant les accidents du travail, notamment le règlement direct par l'administration des frais occasionnés par un accident de service ou une maladie provenant de l'un des causes exceptionnelles prévues à l'article 19 de la loi du 11 avril 1921 et le cumul de la rente d'invalidité avec le traitement d'activité ou la pension. (Question du 3 mars 1959.)

Réponse. — Les fonctionnaires de l'Etat n'étant pas soumis au régime de droit commun en matière « d'accident du travail », la question des délais d'application de certaines dispositions de ce régime ne saurait se poser à l'égard des intéressés. En revanche, les fonctionnaires bénéficient d'un régime spécial de réparation des « accidents de service », régime qui a été institué par le statut général des fonctionnaires. A cet égard, il convient de préciser notamment que dans l'hypothèse où un agent est mis à la retraite pour invalidité résultant de l'exercice des fonctions, cet agent bénéficie d'une rente viagère d'invalidité cumulée avec la pension proportionnelle où, le cas échéant, avec la pension d'ancienneté.

AFFAIRES ETRANGERES

163. — M. Brocas demande à M. le ministre des affaires étrangères si et comment seront indemnisés les Français dont les immeubles, situés dans les anciennes concessions rétrocédées à la Chine, et notamment dans celle de Kouang-Tchéou-Van, ont été confisqués par les autorités chinoises. (Question du 17 février 1959.)

Réponse. — Il n'existe pas de lien entre la rétrocession des anciennes concessions françaises de Chine, intervenue au plus tard au lendemain de la guerre, et les confiscations de biens mobiliers et immobiliers auxquelles il a été procédé dans toute la Chine à la suite de l'instauration, quelques années après, du régime actuel. L'Etat français ne peut être tenu pour responsable à l'égard de ses ressortissants des préjudices qu'ils subissent dans un pays étranger du fait des mesures prises par le gouvernement de ce pays. Comme il l'a fait à l'occasion de faits analogues intervenus dans le passé en Europe orientale ou dans d'autres pays du monde, le Gouvernement français s'efforcera, lorsque les circonstances le permettront, d'obtenir une indemnisation équitable des propriétaires dépossédés.

269. — M. Henri Calliomer demande à M. le ministre des affaires étrangères, à la suite d'une information annonçant que les U. S. A. avaient livré, à ce jour, 440 tonnes d'armement à la Tunisie, si l'attention du Gouvernement américain a été attirée sur l'aide directe que ces livraisons d'armes apportent à la rébellion algérienne. (Question du 26 février 1959.)

Réponse. — Les Etats-Unis ont livré à la Tunisie, en janvier et février 1959, 440 tonnes d'armes qui sont destinées à l'équipement de quatre nouveaux bataillons de l'armée tunisienne. Ces fournitures d'armes ont été assorties des conditions normalement exigées par les Etats-Unis des pays bénéficiaires: usage exclusivement défensif et interdiction de cession à des tiers.

AGRICULTURE

109. — M. Orvoën demande à M. le ministre de l'agriculture: 1° si l'utilisation des menillons « scories magnésiennes » ou « scories potassiques magnésiennes » sur l'étiquette réglementaire ne constitue pas une infraction au décret du 29 avril 1937, relatif à la répression des fraudes dans le commerce des engrais et des amendements, les produits visés par ledit décret devant être obligatoirement vendus soit comme engrais, soit comme amendement; 2° si de telles dénominations ont reçu l'agrément du service de la répression des fraudes; 3° s'il est bien exact, comme l'indique le Bulletin d'inform-

mation du ministère de l'agriculture 1954, n° 18, qu'il est interdit de faire payer à l'acheteur, dans un produit vendu comme engrais, des éléments autres que l'azote, l'acide phosphorique et la potasse; 4° s'il est conforme, en tout cas, aux dispositions légales que les prix des « scories magnésiennes » ou des « scories potassiques magnésiennes » fassent ressortir l'unité de magnésie à un taux prohibitif. (Question du 17 février 1959.)

Réponse. — 1° En application du décret du 29 avril 1937 sur le commerce des engrais et des amendements, un produit ne peut pas être présenté comme doté simultanément de propriétés fertilisantes et amendantes. Les dénominations « scories magnésiennes » ou « scories potassiques magnésiennes » constituent en conséquence une contravention aux dispositions du décret précité; 2° la réponse au paragraphe précédent montre que de telles dénominations n'ont jamais été agréées par le service de la répression des fraudes. La circulaire n° 138 du 25 novembre 1937 rappelle d'ailleurs qu'il y a infraction à faire emploi de l'appellation « engrais-amendement » ou à inscrire sur l'étiquette des mentions relatives en même temps à des principes fertilisants et à des éléments amendants. Toutefois, il n'y a pas d'objection à ce que soit indiqué sur des notices ou prospectus accompagnant la vente, la présence d'oligo-éléments dans la composition de l'engrais; 3° les prix des engrais sont fondés sur la nature et la teneur des principes fertilisants, mais rien ne s'oppose à ce que des prix différents soient consentis à des produits portant l'annonce des mêmes principes et des mêmes teneurs, afin de tenir compte de la mise en œuvre de techniques et de procédés de fabrication différents ainsi que de frais réels divers; 4° une vérification effectuée par les services des enquêtes économiques est actuellement en cours en ce qui concerne les prix pratiqués dans le commerce des scories.

326. — M. Palméro demande à M. le ministre de l'agriculture de lui faire connaître s'il n'envisage pas de réviser son arrêté du 2 novembre 1957 concernant la prohibition d'importation de carnivores, étant donné que les mesures qui interdisent, notamment, l'entrée des chiens en France compromettent le tourisme. (Question du 2 mars 1959.)

Réponse. — En application de l'article 2 de l'arrêté du 2 novembre 1957, par l'avis aux importateurs publié au Journal officiel du 14 mai 1958, le ministre de l'agriculture a accordé une dérogation générale à la prohibition d'importation: 1° pour les chiens et chats, sous réserve de la présentation au bureau de douane d'entrée en France de l'une des deux attestations ci-après, établies par un vétérinaire officiel du pays d'origine: soit un certificat d'origine et de santé, délivré depuis trois jours au plus, avant la mise en route des animaux, précisant qu'ils proviennent d'un pays indemne de rage depuis trois ans, et qu'ils ont séjourné dans ce pays depuis au moins six mois (ou depuis leur naissance); soit un certificat de vaccination antirabique attestant que celle-ci a été pratiquée depuis plus d'un mois et moins de six mois avant l'entrée en France, à l'aide d'un vaccin officiellement contrôlé; 2° pour les autres carnivores, sous réserve de la présentation au bureau de douane d'entrée en France, d'un certificat, délivré par un vétérinaire officiel du pays d'origine attestant que les animaux: a) sont en bon état de santé; b) proviennent d'une localité qui, depuis six mois au moins est indemne de rage et distante de plus de 20 kilomètres de tout foyer de cette affection. Ces conditions d'application facile ne constituent pas une entrave au tourisme et doivent être considérées comme les garanties minima nécessaires à la protection de la santé publique.

ARMÉES

132. — M. Vinciguerra expose à M. le ministre des armées que le journal Le Monde du 31 janvier 1959 a publié dans sa tribune libre un article intitulé: « Quelques pas vers la paix », dans lequel l'auteur affirme notamment: « ils (les dirigeants F. L. N.) savent maintenant qu'ils ne peuvent venir à bout militairement de l'armée française d'Algérie, pas plus que celle-ci ne pourra venir à bout de leur armée de libération ». Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour réprimer l'atteinte au moral de l'armée qui se bat en Algérie, que constitue cette affirmation. (Question du 4 février 1959.)

Réponse. — L'article 76, 2° alinéa (d), du code pénal réprime la « participation en connaissance de cause à une entreprise de démoralisation de l'armée, ayant pour objet de nuire à la défense nationale ». Il ne résulte pas des circonstances de la publication de l'article incriminé qu'il s'agisse d'un fait de nature à motiver les poursuites de l'article 76 du code pénal.

143. — M. Godonnèche expose à M. le ministre des armées que, la durée légale du service militaire étant fixée à dix-huit mois, et les militaires du contingent étant maintenus vingt-six mois et demi en raison des événements d'Algérie, une exception a été faite en faveur des militaires mariés, pères de deux enfants, qui ne sont pas maintenus au delà de dix-huit mois, mais qu'aucune disposition particulière ne semble avoir été prévue en faveur des militaires mariés pères d'un enfant, qui restent assimilés aux célibataires. Il lui demande: 1° s'il n'estimerait pas équitable de leur exempter des charges spéciales de ces militaires; 2° quelles dispositions pourraient être envisagées, par voie réglementaire ou autres, pour

réduire dans une proportion appropriée la durée de leur maintien sous les drapeaux au delà de la durée légale. (Question du 5 février 1959.)

Réponse. — Il n'est pas possible de réduire la durée de service des appelés mariés, pères d'un enfant. Etant donné le volume des effectifs à maintenir actuellement sous les drapeaux, l'adoption d'une telle mesure de faveur serait inadmissible car elle entraînerait, en contrepartie, une augmentation de la durée des obligations militaires pour d'autres catégories d'appelés, notamment pour les mariés sans enfant et les célibataires. Il convient de noter qu'à la libération de chaque contingent, les pères de famille sont renvoyés par priorité dans leurs foyers.

222. — M. Falala demande à M. le ministre des armées s'il est exact que les engagés volontaires par devancement d'appel sont exemptés de servir en Algérie et, dans l'affirmative, en vertu de quelles instructions. (Question du 17 février 1959.)

Réponse. — En ce qui concerne les armées de terre et de l'air, plus particulièrement intéressées par l'affectation de personnels en Afrique du Nord, le bénéfice de l'exemption de servir en Algérie n'est accordé qu'aux appelés (éventuellement aux maintenus ou rappelés) non officiers remplissant l'une des conditions suivantes : père de deux enfants vivants; ayant un proche parent « Mort pour la France »; ayant un frère ou demi-frère, appelé sous les drapeaux déjà présent en Algérie; se trouvant dans une situation sociale d'une exceptionnelle gravité. Les engagés par devancement d'appel ne peuvent donc pas être dispensés de servir en Algérie.

CONSTRUCTION

154. — M. Boscher attire l'attention de M. le ministre de la construction sur le cas des retraités de la fonction publique qui, à la fin d'une carrière souvent passée dans les services extérieurs, ont les plus grandes difficultés à se procurer un logement. Il lui demande si, dans les programmes L. L. M. comportant des logements financés à 100 p. 100 par l'Etat et réservés, dans l'état actuel des textes, aux fonctionnaires d'Etat en exercice, il ne serait pas possible de prévoir la réservation d'une certaine part de ces logements aux retraités de la fonction publique. (Question du 7 février 1959.)

Réponse. — Il n'est pas envisagé actuellement d'attribuer aux retraités de la fonction publique des logements financés à 100 p. 100 au titre de l'article 200 du code de l'urbanisme et de l'habitation. Une telle mesure irait à l'encontre des intentions du législateur qui a tenu à réserver ces logements aux fonctionnaires en exercice et qui a refusé le droit au maintien dans les lieux aux bénéficiaires des appartements en cause, six mois après la fin de leur activité. Toutefois, il n'est pas exclu que des dispositions spéciales soient prises en faveur du logement des retraités. De plus ceux-ci peuvent prétendre aux avantages prévus par la loi n° 50-833 du 2 août 1950 et les textes subséquents en faveur des personnes qui libèrent des logements dans la région parisienne et dans les centres où sévit la crise du logement pour se réinstaller en province ou à la campagne. Des études sont d'ailleurs en cours pour étendre les catégories de bénéficiaires et augmenter les avantages qui peuvent être octroyés actuellement en application de ces derniers textes.

230. — M. Quinson rappelle à M. le ministre de la construction que, par décret n° 53-701 du 9 août 1953, a été institué une participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction, sous la forme d'un investissement de 1 p. 100 des salaires payés par l'entreprise et que les modalités d'application de ce décret ont été précisées par un décret et par un arrêté, tous deux datés du 2 décembre 1953. Ces textes précisent les différentes formes que peut revêtir l'investissement; mais si une entreprise possède déjà des logements ouvriers, les dépenses annuelles d'entretien et d'amélioration de ces logements ne sont pas considérées comme investissements, même si elles ne sont pas récupérables, sous une forme quelconque, par l'entreprise. Cette situation est anormale car, pour remédier à la crise du logement, il ne suffit pas de construire, il faut encore entretenir les logements existants. Il demande s'il ne serait pas opportun d'apporter des modifications aux textes précités afin que soient déductibles de l'impôt de 1 p. 100 les sommes non récupérables consacrées par une entreprise à l'amélioration et à l'entretien des immeubles qu'elle consacre au logement des ouvriers. (Question du 3 mars 1959.)

Réponse. — Les fonds dégagés au titre de la contribution patronale du 1 p. 100, instituée par le décret n° 53-701, doivent, selon les termes mêmes de ce texte, être affectés à la réalisation de constructions nouvelles. Il n'a été fait exception à cette règle que : 1° dans le cas d'habitations ouvrières situées dans des localités de moins de 2.000 habitants agglomérés au chef-lieu et pour les travaux d'amélioration effectués dans les conditions fixées pour l'attribution des primes à l'amélioration de l'habitat (art. 2 du décret n° 55-1227 du 19 septembre 1955 et circulaire du 29 novembre 1955 parue au Journal officiel du 2 décembre 1955); 2° en vue d'associer les organismes collecteurs de la contribution du 1 p. 100 à l'action générale poursuivie par les groupements de lutte contre le taudis, en les autorisant à leur verser 5 p. 100 des sommes recueillies au titre du

1 p. 100 aux fins de la réalisation d'opérations de rénovation urbaine, mais à la condition que les immeubles aménagés n'appartiennent pas aux entreprises cotisantes. Ce serait détourner la participation des employeurs à l'effort de construction de son objet que de permettre aux entreprises — d'une manière aussi générale que le propose l'honorable parlementaire — d'utiliser leur contribution obligatoire à l'entretien de leur patrimoine immobilier. D'ailleurs, dans le cas où les logements sont mis par l'entreprise à la disposition du personnel à titre onéreux, leur entretien se trouve couvert par les loyers, mêmes modiques, acquittés par les usagers; s'ils le sont à titre gratuit, la charge afférente à leur entretien est un élément du prix de revient de l'avantage en nature ainsi procuré au personnel.

EDUCATION NATIONALE

54. — M. Boscher demande à M. le ministre de l'éducation nationale en vertu de quel texte réglementaire le centre national d'enseignement par correspondance est inapté à refuser l'inscription d'une élève d'une école secondaire privée qui désire bénéficier de l'enseignement d'une langue vivante non professée dans l'établissement où elle est inscrite, et si ce refus, pour autant qu'il soit réglementaire, lui paraît compatible avec la notion que les services publics financés par l'Etat doivent être à la disposition de tous les Français qui veulent y faire appel. (Question du 27 janvier 1959.)

Réponse. — Le décret n° 1585 du 30 mai 1951 qui a institué le centre national d'enseignement par correspondance a défini celui-ci comme un établissement public d'enseignement, dont le régime est celui des lycées. Comme dans tous les lycées, les élèves inscrits ont l'obligation de suivre la totalité des cours correspondant à leur classe. Il est vrai que, à titre exceptionnel et sur la demande des chefs d'établissement, le centre national d'enseignement par correspondance accepte l'inscription d'élèves désireux de commencer ou de poursuivre l'étude d'une langue vivante ou ancienne, à la condition expresse que l'enseignement n'en soit assuré dans aucun établissement public de la ville où ils résident. Mais il s'agit d'élèves régulièrement inscrits dans une classe d'un établissement public dont ils suivent l'ensemble des enseignements. Dans le cas précis signalé par l'honorable parlementaire, ces conditions ne sont pas remplies. Il ne paraît donc pas possible d'accorder l'inscription sollicitée.

141. — M. Juskiewenki expose à M. le ministre de l'éducation nationale le cas suivant: une jeune fille est entrée à l'école normale d'institutrices à Châteauroux en 1952 et en est sortie en 1956 après sa quatrième année de formation professionnelle. Par arrêté ministériel du 17 septembre 1956, elle a obtenu une bourse annuelle pour préparer Fontenay comme élève maîtresse au lycée de Toulouse. Par arrêté ministériel du 18 juillet 1957, la bourse a été renouvelée pour une deuxième année de préparation. N'ayant pas été admise au concours de Fontenay, elle a obtenu l'équivalence de propédeutique le 18 juillet 1958 et une nomination au cours complémentaire de Tournon-Saint-Marlin (Indre) le 24 septembre 1958. Elle a été reçue au certificat d'aptitude professionnelle le 25 novembre 1958. Il lui demande si ces deux années d'études à Toulouse comptent au titre de l'ancienneté. Aucun texte ne régit encore cette question. (Question du 17 février 1959.)

Réponse. — L'ancienneté que peut faire valoir cette jeune fille pour son avancement dans le cadre des institutrices compte à partir du 1^{er} janvier suivant la date à laquelle elle a obtenu le certificat d'aptitude pédagogique soit au 1^{er} janvier 1959. Son ancienneté au tableau de classement des institutrices est calculée selon un barème établi sur le plan départemental. Il n'y a aucune opposition à ce que les deux années qu'elle a passées au lycée de Toulouse pour préparer le concours d'entrée à l'école normale supérieure de Fontenay comptent dans cette ancienneté, sur avis de la commission administrative paritaire départementale.

190. — M. Robert Ballanger demande à M. le ministre de l'éducation nationale: 1° combien de surveillants généraux d'écoles nationales professionnelles sans discrimination d'ordre (nominations antérieures au 1^{er} janvier 1958), dont les attributions sont définies par les dispositions du décret du 13 février 1903 (art. 17 et 20), complété par l'arrêté du 10 février 1903 (art. 25 à 29) et par le règlement d'administration publique du 22 juillet 1921, étaient en fonction au 1^{er} octobre 1958; 2° combien de surveillants généraux de collège technique, titulaires ou stagiaires (nominations postérieures, en principe, au 1^{er} janvier 1958), dont les attributions, faute de statut particulier, et sans discrimination d'ordre, sont provisoirement définies par la circulaire n° 2950/2 du 9 octobre 1956, quel que soit l'établissement où ils exercent, étaient en fonction au 1^{er} octobre 1958; 3° combien, à la même date, y avait-il de chargés d'enseignement titulaires et d'adjoints d'enseignement titulaires ou éventuellement délégués ministériels en fonction dans l'ensemble des établissements d'enseignement technique (écoles nationales professionnelles, écoles nationales d'enseignement technique, collèges techniques). (Question du 17 février 1959.)

Réponse. — 1° 25 surveillants généraux d'écoles nationales professionnelles nommés antérieurement au 1^{er} janvier 1958 étaient en fonction au 1^{er} octobre 1958; 2° 143 surveillants généraux de collège technique, titulaires ou stagiaires nommés postérieurement

au 1^{er} janvier 1958 étaient en fonction au 1^{er} octobre 1958; 3° 210 adjoints d'enseignement titulaires ou stagiaires et 256 chargés d'enseignement, titulaires ou stagiaires, étaient en fonction au 1^{er} octobre 1958 dans l'ensemble des établissements d'enseignement technique (écoles nationales d'enseignement technique, écoles nationales professionnelles, collèges techniques).

252. — **Mme Devaud** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les lycées, comme l'ensemble des établissements publics d'enseignement, assurent le paiement du personnel. Malgré les prévisions fournies avec toute la précision désirable par les administrations collégiales, les crédits tardivement ordonnancés, surtout en fin d'exercice, par les services financiers du ministère de l'éducation nationale, ne permettent pas toujours de payer dans les délais voulus les traitements du personnel. D'autre part, la grande irrégularité dans l'ordonnancement sur les divers chapitres budgétaires, notamment sur celui des heures supplémentaires cependant imposés au personnel, ne permettent le paiement de ces heures qu'avec des retards qui semblent devenir la règle et, en fin d'année 1958 et au début 1959, atteignent deux ou trois mois. Cette situation est très sensible dans les lycées sans internat, qui ont comme unique ressource les recettes sur le Trésor. Elle lui demande quelle justification il peut donner d'une telle situation et quelle nouvelle procédure il envisage d'adopter pour remédier à de telles irrégularités. (Question du 20 février 1959.)

Réponse. — Les crédits nécessaires au paiement des traitements sont ordonnancés par les services du ministère pour que ce paiement puisse être effectué dans les délais voulus. Il n'en est pas toujours ainsi en ce qui concerne les heures supplémentaires. Si les services du ministère de l'éducation nationale peuvent évaluer avec précision l'augmentation des effectifs scolaires pour chaque rentrée et obtenir au budget les postes de professeurs correspondants, ils ne peuvent encore déterminer sur quels établissements en particulier se portera l'augmentation. Il a donc été laissé toute latitude aux recteurs d'assurer la rentrée scolaire soit en groupant en services homogènes de 48 heures les heures d'enseignement qui se sont révélées nécessaires, services qu'ils confient à des maîtres auxiliaires (rétribués sur le chapitre des traitements), soit en répartissant ces heures entre les différents professeurs de l'établissement sous forme d'heures supplémentaires (rétribués sur le chapitre des heures supplémentaires diffèrent du chapitre des traitements). Ce n'est que lorsque cette répartition est faite et que les modalités en ont été communiquées au ministère de l'éducation nationale qu'un transfert de crédits entre les deux chapitres — traitements et heures supplémentaires — peut être demandé au ministère des finances et les crédits délégués dans les différents départements. Depuis plusieurs années c'est le chapitre des heures supplémentaires qui s'est trouvé insuffisamment doté en crédits. Pour remédier à cet état de fait, une sérieuse augmentation, au budget de l'exercice 1959, du chapitre des heures supplémentaires, a été prévue, et il est probable que les difficultés rencontrées jusqu'à présent ne se présenteront pas au début de l'année scolaire 1959-1960.

333. — **M. Davoust** signale à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les familles ayant des enfants d'âge scolaire sont impatientes de connaître les décisions qui seront prises en ce qui concerne les dates de vacances d'été. Faute de renseignements précis à ce sujet, elles sont dans l'impossibilité d'effectuer en temps voulu les démarches nécessaires pour s'assurer un séjour de vacances, les réservations et locations devant être faites au plus tard aux mois de février et mars. Il lui demande dans quel délai il a l'intention de faire connaître les décisions du Gouvernement à cet égard. (Question du 3 mars 1959.)

Réponse. — L'intérêt d'une décision aussi rapide que possible au sujet des dates de vacances d'été en 1959 n'avait pas échappé au Gouvernement. La nécessité de recevoir l'avis du conseil supérieur de l'éducation nationale — et, par conséquent, le conseil formé en 1955 ayant achevé son mandat, de reconstituer d'abord cette haute assemblée universitaire — ont entraîné des délais indépendants de la volonté du ministre de l'éducation nationale, qui a annoncé la décision prise dès qu'il a été saisi de l'avis des instances consultatives.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

33. — **M. Jean-Paul David** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, dans les sociétés à responsabilité limitée, les rémunérations des gérants minoritaires sont considérées comme des salaires et imposées comme tels. Il lui demande: 1° Si l'administration peut considérer comme gérants majoritaires les trois seuls associés d'une société à responsabilité limitée possédant chacun le même nombre de parts et percevant des rémunérations égales, bien qu'un seul d'entre eux soit gérant statutaire et possède la signature sociale, sous le prétexte que, durant les absences de celui-ci, notamment les vacances, les deux autres associés ont une procuration pour les opérations bancaires; 2° Si la circonstance que l'un des associés non-gérant, préalablement à l'entrée du troisième associé en qualité de salarié dans l'entreprise, a exercé, conjointement avec l'actuel gérant, les fonctions de direction est de nature à autoriser l'administration à présumer la gérance de fait, et à considérer les rémunérations des trois associés comme passibles de la taxe proportionnelle. (Question du 27 janvier 1959.)

Réponse. — Le point de savoir si les associés non investis statutairement des pouvoirs de gérance dans une société à responsabilité limitée peuvent être considérés comme exerçant en fait ces pouvoirs dépend, par définition même, des circonstances propres à chaque cas particulier. Il ne pourrait, dès lors, être répondu avec certitude à l'honorable député que si, par la désignation de la société, l'administration était mise à même de faire procéder à une enquête sur la situation de fait. Sous réserve des résultats de cette enquête, les questions posées comportent, sur le plan des principes, les réponses suivantes: 1° Réponse affirmative si la procuration donnée par le gérant statutaire à ses deux coassociés non gérants a pour effet de les faire participer effectivement à la gestion en leur conférant le pouvoir de conclure des affaires engageant la société. Il en serait de même si, en dehors de ces pouvoirs, les intéressés participaient effectivement à la direction de l'entreprise, la circonstance qu'ils détiennent chacun la même proportion du capital social que le gérant statutaire et perçoivent la même rémunération que celui-ci constituant, d'ailleurs, un élément d'information qui ne saurait manquer d'être pris en considération par l'administration; 2° réponse négative si l'associé dont il s'agit n'intervient plus dans la gestion de la société, sous réserve des observations faites au paragraphe 1° ci-dessus, que pour le seul exercice des droits de contrôle reconnus normalement à tout associé. En tout état de cause, les rémunérations allouées au troisième associé ne seraient passibles de la taxe proportionnelle dans les conditions liées à l'article 62 du code général des impôts que si l'intéressé était lui-même considéré comme gérant de fait.

107. — **M. Pierre Ferri** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'une société anonyme ayant des titres en portefeuille, depuis plus de trois ans, peut vendre ces titres pour en remployer le produit dans l'achat d'un immeuble nécessaire à son exploitation sans être imposée sur le bénéfice réalisé sur la vente des titres; et lui demande si l'exemption reste valable au cas où la société réalise au comptant l'achat de l'immeuble, alors qu'il ne lui est possible de vendre les titres qu'au fur et à mesure des possibilités du marché boursier, pendant une période s'étendant sur plusieurs semaines. (Question du 30 janvier 1959.)

Réponse. — Pour être admises au bénéfice de l'exonération prévue à l'article 40 du code général des impôts — auquel semble s'appliquer implicitement l'honorable député — les plus-values provenant de la cession, en cours d'exploitation, d'éléments de l'actif immobilisé doivent avoir été réalisées préalablement au remploi des disponibilités dégagées par cette cession et il n'est dérogé, sous certaines conditions, à cette règle que si l'acquisition d'un nouvel élément d'actif avant la vente de l'élément qu'il est destiné à remplacer apparaît exceptionnellement indispensable eu égard aux circonstances de fait. Dans ces conditions, et étant donné que cette dérogation ne paraît pas devoir trouver son application au cas particulier visé dans la question, les plus-values afférentes aux titres vendus après l'acquisition de l'immeuble ne pourront pas être réputées réinvesties dans ledit immeuble sous le bénéfice de l'article 40 précité. Il est précisé, d'autre part, que, sous le régime antérieur à l'ordonnance n° 58-1372 du 29 décembre 1958 relative à diverses dispositions d'ordre fiscal et douanier, les valeurs mobilières n'étaient considérées comme des immobilisations, pour l'application de l'article 40 du code général des impôts, que si elles étaient entrées dans le patrimoine de l'entreprise cinq ans au moins avant la cession et que, si ce délai eût été ramené à deux ans par l'article 34 de l'ordonnance susvisée, ce nouveau délai ne peut trouver son application qu'à l'égard des cessions intervenues postérieurement à la date d'entrée en vigueur de ladite ordonnance.

112. — **M. Hugué** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** si un retraité de soixante-treize ans, qui est en même temps propriétaire d'immeubles, et qui doit souscrire deux déclarations différentes, dont la première est bénéficiaire et la seconde largement déficitaire, ne pourrait pas déduire les charges de celle-ci, représentant des réparations indispensables faites à ses immeubles, de l'autre, d'autant plus qu'ancien combattant, il vient de perdre cette retraite pour laquelle une retenue de 6 p. 100, en francs or, avait été pratiquée pendant la guerre 1914-1918 sur sa solde de capitaine de réserve. (Question du 30 janvier 1959.)

Réponse. — Si, comme on peut le supposer, la question concerne la détermination du revenu net global servant de base à la surtaxe progressive, elle comporte, en principe, une réponse négative. En vertu des dispositions de l'article 32 (1^{er} alinéa) du code général des impôts, le déficit subi au cours d'une année dans la gestion d'un patrimoine immobilier est, en effet, considéré comme une charge venant en déduction des revenus fonciers des années suivantes; jusqu'à la cinquième inclusivement, et son montant ne saurait, par suite, être admis en déduction du revenu global pour l'établissement de la surtaxe progressive due au titre de ladite année.

152. — **M. Jacques Féron** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que plusieurs décisions ministérielles successives ont confirmé explicitement qu'au regard des taxes sur le chiffre d'affaires la presse filmée était assimilée, en tous points, à la presse écrite. Dans ces conditions, il lui demande de préciser qu'il y a lieu également d'assimiler aux agences de presse et d'exonérer à ce titre de toute taxation les entreprises qui ont pour objet la fourniture de documents cinématographiques à des orga-

nismes publics ou privés, qui utilisent films ou photographies dans les travaux de composition de journaux écrits, filmés ou télévisés à caractère actuel ou rétrospectif. (Question du 17 février 1959.)

Réponse. — Les agences de presse ne bénéficient pas d'une exonération générale des taxes sur le chiffre d'affaires. Celle-ci est limitée à la fourniture aux entreprises de presse remplissant les conditions requises par l'article 271-9° du code général des impôts, d'articles, informations, reportages, photographies et autres éléments de rédaction destinés à leurs journaux. Les entreprises qui concourent à la production de la presse filmée ne peuvent bénéficier d'une exonération plus étendue. Celle-ci s'applique pratiquement aux ventes ou locations de pellicules perforées, imprimées ou non, développées ou non, négatives ou positives, destinées à la production ou constituant des films d'actualités, ainsi qu'aux travaux préliminaires de façonnage de ces films et à leurs frais de livraison. Le caractère rétrospectif de ces documents ne s'oppose pas à leur exonération.

163. — M. Eugène-Claudius Petit demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si une contribuable, salariée, célibataire, a le droit de déduire, au paragraphe V de la déclaration modèle B, souscrite en 1958 et concernant les revenus de 1957, une pension alimentaire qu'elle fournit en nature en recueillant, sous son toit, sa mère (dont elle est la fille unique) cette déduction lui ayant été refusée pour le motif que sa mère percevait une pension de veuve de guerre 1914-1918. (Question du 9 février 1959.)

Réponse. — Les pensions alimentaires servies en exécution des dispositions des articles 205 et suivants du code civil ont le caractère de rentes payées à titre obligatoire et gratuit et sont, à ce titre, conformément aux dispositions de l'article 156-2° du code général des impôts, considérées comme une charge déductible en totalité du revenu du débiteur, en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques aussi bien dans le cas où elles sont payées en espèces que dans celui où le contribuable s'en acquitte en nature en recueillant le bénéficiaire sous son toit et en subvenant entièrement à son entretien. En principe, les versements ne sont admis en déduction que si le contribuable apporte les justifications ou, tout au moins, les explications propres à établir, d'une part, que ces versements ou dépenses ont bien été faits et, d'autre part, qu'ils satisfont effectivement à la condition prévue à l'article 203 du code civil, c'est-à-dire que leur montant est fixé « dans la proportion du besoin de celui qui les réclame et de la fortune de celui qui les doit ». Pour apporter ces justifications, l'intéressé peut recourir à tous les modes de preuve de droit commun. En vue d'éviter les discussions entre les contribuables et l'administration au sujet du montant des dépenses déductibles, il est admis, à titre de règle pratique, que, dans le cas où l'ascendant n'a aucune ressource personnelle autre que l'allocation aux vieux travailleurs, le contribuable qui pourvoit à tous ses besoins (nourriture, logement et frais accessoires) peut déduire de son revenu global, sans avoir à fournir aucune justification, une somme correspondant à l'évaluation forfaitaire des avantages en nature qui est fixée pour l'application de la législation sur la sécurité sociale. Mais, lorsque l'ascendant dispose de ressources personnelles et que, par suite, la solution ci-dessus n'est pas applicable, le contribuable doit déduire de son revenu le montant des dépenses qu'il a réellement effectuées pour l'entretien de cet ascendant et il reste tenu d'apporter toutes les justifications propres à établir que ces dépenses ont été réellement effectuées et qu'elles satisfont effectivement à la condition prévue à l'article 203 du code civil. Le point de savoir quelle est la déduction dont peut bénéficier le contribuable dont le cas est envisagé dans la question dépendant ainsi de circonstances de fait que le service local des contributions directes est seul à même d'apprécier, il ne pourrait, dès lors, être utilement répondu à l'honorable député que si, par l'indication du nom et de l'adresse de la contribuable en cause, l'administration était mise à même de faire procéder à une enquête concernant la réalité des dépenses que l'intéressée a effectuées pour l'entretien de sa mère et l'étendue de l'obligation alimentaire à laquelle elle est tenue.

164. — M. Jacques Féron expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une entreprise métallurgique de la région parisienne a édifié, dans les Pyrénées, et mis en service avant le 10 janvier 1959, une centrale hydroélectrique dont elle possède, à l'origine, l'usage, la production d'électricité pour les besoins de sa propre exploitation industrielle. Electricité de France devant, en principe, assurer dans ce cas, le transport de ce courant électrique depuis la centrale de production jusqu'au lieu d'utilisation. Toutefois, par application du décret n° 55-662 du 20 mai 1955, Electricité de France, au lieu d'assurer en la circonstance le transport de l'énergie électrique, a imposé pratiquement à l'entreprise une convention prévoyant l'achat, par ses soins, du courant produit par le centre hydroélectrique et la rétrocession de quantités équivalentes d'énergie électrique à l'entreprise métallurgique. Il lui demande s'il ne semblerait pas logique de conclure que l'entreprise métallurgique (dont il s'agit était fondée, même antérieurement au 10 janvier 1959, à récupérer la T. V. A. sur les dépenses d'édification de sa centrale hydroélectrique, comme si elle avait conclu avec Electricité de France un simple contrat de transport. (Question du 17 février 1959.)

Réponse. — Réponse négative. Les opérations visées par l'honorable parlementaire s'analysent en des ventes de courant qui ne sauraient ouvrir droit à la déduction sollicitée sans faire échec au principe contenu dans l'article 3 de l'ordonnance n° 59-121 du 7 janvier 1959.

171. — M. Delaune expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le décret du 4 janvier 1955 exige la publication, au fichier immobilier, des attestations notariées établies en vue de constater la transmission ou la constitution par décès de droits réels immobiliers. Il demande : 1° s'il y a lieu d'établir et de publier une attestation notariée pour constater la réunion de l'usufruit à la nue propriété ou l'extinction par décès de droits réels immobiliers tel que droit d'usufruit légal ou conventionnel, droit de retour légal ou conventionnel, action résolutoire ou révocatoire, etc. Cette publicité ne risque-t-elle pas d'alourdir inutilement le fichier immobilier et d'embraver les archives des conservations hypothécaires, sans aucune utilité pratique puisque le propriétaire de l'immeuble grevé possède déjà une fiche personnelle; 2° si la solution est la même dans le cas où la création de droit réel immobilier est antérieure au 1^{er} janvier 1955 et n'a pas été publiée ou a été publiée antérieurement à cette date; 3° si la solution est la même dans le cas où le droit réel est incessible et soumis à la réalisation d'une condition; 4° si un droit d'usage et d'habitation portant sur des immeubles est un droit réel ou personnel et si le conservateur des hypothèques est lié par la qualification donnée par les parties. (Question du 17 février 1959.)

Réponse. — 1°, 2° et 3°. Il n'y a lieu d'établir et de faire publier une attestation notariée ni dans le cas où la réunion d'un usufruit à la nue propriété d'un immeuble s'opère par le décès de l'usufruitier, ni dans le cas d'extinction, par le décès de son titulaire, soit d'un droit de retour conventionnel ou légal, soit d'une action résolutoire ou révocatoire; 4° le droit d'usage et d'habitation, sorte d'usufruit restreint, est, comme ce dernier, un démembrement de la propriété et présente incontestablement le caractère d'un droit réel (Dalloz, répertoire pratique, V° Usage-habitation, nos 3 et 34). Il semble qu'un conservateur des hypothèques ne soit pas lié par la qualification donnée à un acte par les parties et puisse, si cette qualification est en contradiction manifeste avec les autres clauses de l'acte, rétablir le véritable caractère de la convention en vue d'apprécier s'il doit ou non opérer la publicité.

172. — M. Delaune expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une circulaire du service des enquêtes et études de la direction régionale des impôts (§ LXX, 2) relative à l'application de la réforme hypothécaire décide qu'il n'y a pas lieu de publier une attestation notariée pour constater la transmission par décès de droits réels immobiliers résultant d'une clause d'accroissement contenue dans un acte régulièrement publié. Il demande si cette dispense de publicité s'applique dans le cas où deux personnes s'étant réservé un droit d'usufruit jusqu'au décès du survivant sur des immeubles aliénés, l'un des usufruitiers vient à décéder. (Question du 17 février 1959.)

Réponse. — En vertu d'une jurisprudence constante, le contrat par lequel deux personnes aliènent un immeuble qu'elles appartiennent ou se réservent l'usufruit jusqu'au décès du survivant contient, indépendamment de la vente (ou de la donation) en nue-propriété, une hérédité mutuelle et éventuelle par les coveudeurs (ou codoténuaires) au profit du survivant d'entre eux. Dès lors, sous réserve de l'interprétation souveraine des tribunaux, il semble que la réversion d'usufruit opérée en vertu d'un tel contrat constitue une transmission par décès à publier par voie d'attestation notariée, en application des articles 23-3° et 29 du décret du 4 janvier 1955.

183. — M. Paul Coste-Floret expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'il apparaît difficile de concilier les dispositions de l'article 4, premier alinéa, du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 avec celles de l'article 1195, paragraphe 2, du code général des impôts, dans la rédaction prévue à l'article 45 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, portant loi de finances pour 1959. Il lui demande si l'on doit en conclure que l'article 45 susvisé de l'ordonnance abroge implicitement les dispositions de l'article 4 du décret du 4 janvier 1955 et que, désormais, les actes translatifs de propriété peuvent être rédigés sous seing privé avec dispense du timbre et de l'enregistrement dès lors que la valeur de ces transactions ne dépasse pas 50.000 F. (Question du 12 février 1959.)

Réponse. — L'article 45 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959 n'apporte aucune modification aux textes réglementant, depuis le 1^{er} janvier 1956, la forme des actes sujets à publicité dans un bureau des hypothèques. Il y a lieu d'observer, à cet égard, que l'article 68-1 du décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955, pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, autorise la publication « des actes sous seing privés, même lorsqu'ils n'ont pas acquis date certaine avant le 1^{er} janvier 1956, à la condition que ces actes aient été préalablement déposés au minutes d'un notaire par toutes les parties, avec reconnaissance et écritures et de signatures. En vertu du nouvel article 1195-2 du code général des impôts,

dont la portée est exclusivement fiscale, les actes constatant un tel dépôt peuvent désormais bénéficier d'une dispense de timbre et de droits d'enregistrement, dès lors que les actes sous seings privés déposés portent vente, échange ou partage d'immeubles ou de droits immobiliers et que les sommes et valeurs de toute nature énoncées dans les actes déposés ne dépassent pas 50.000 F.

189. — M. Cernolacce expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 23 de l'ordonnance n° 58-1374 portant loi de finances pour 1959, a exclu les bâtiments de plaisance du bénéfice de l'exemption des droits et taxes sur l'essence; qu'ainsi, aucune différence n'est faite entre le possesseur d'un yacht et celui d'une simple embarcation à moteur; au surplus, 90 p. 100 des plaisanciers sont des gens de condition modeste: ouvriers, employés, retraités. Il lui demande s'il n'envisage pas de rétablir, pour eux, le bénéfice de l'exemption des droits et taxes sur l'essence. (Question du 13 février 1959.)

Réponse. — La franchise des droits et taxes prévue à l'égard des carburants destinés à l'avitaillement des bâtiments de plaisance a toujours soulevé de vives critiques en raison aussi bien des risques de fraude qu'elle engendrait que de l'inégalité choquante qu'elle créait. En effet, sans méconnaître pour autant la situation parfois digne d'intérêt des catégories d'utilisateurs de condition modeste il serait anormal de maintenir en leur faveur une détaxation qui constituerait un véritable privilège par rapport à d'autres utilisateurs tels les médecins, les voyageurs de commerce ou même les touristes français dont l'activité est aussi intéressante. Il n'y a guère d'ailleurs de critère objectif qui permettrait de distinguer les plaisanciers appartenant à des catégories sociales modestes. La suppression de cette franchise revêt le caractère d'une mesure d'équité fiscale et il n'est pas envisagé de revenir sur les dispositions de l'article 23 de l'ordonnance n° 58-1374 qui ont modifié l'article 190 du code des douanes.

206. — M. Carter expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les architectes chargés de l'étude et de la direction des travaux d'I. L. M. ne peuvent obtenir des sociétés maitres d'ouvrages le versement de leurs honoraires d'études dans les délais prévus selon les décrets du ministre de la reconstruction et du logement parus au Journal officiel des 24 juillet 1953 et 6 janvier 1956. En effet, les organismes prêteurs ne consentent une avance de 15 p. 100 de la valeur de l'opération lancée qu'à partir du jour où le financement de l'opération elle-même est assuré, c'est-à-dire à un moment où les architectes seraient en droit de percevoir 50 p. 100 de leurs honoraires. Il lui demande s'il n'envisage pas soit d'assurer lui-même le financement des fonds d'études, soit d'imposer aux organismes prêteurs l'obligation de consentir les avances nécessaires à ces premières dépenses dans le temps nécessaire au respect des contrats imposés par le ministère de la construction, selon les termes des décrets cités ci-dessus, contresignés par le secrétaire d'Etat aux affaires financières. (Question du 17 février 1959.)

Réponse. — Les difficultés signalées par l'honorable parlementaire et qui concernent, en fait, surtout les sociétés d'I. L. M., n'ont pas échappé à l'attention du Gouvernement qui, en vue de leur solution, a pris les dispositions qui figurent à l'article 1er de l'ordonnance n° 58-1151 du 31 décembre 1958 relative aux habitations à loyer modéré. Ce texte permet de consentir aux organismes d'I. L. M. des prêts à taux réduit pour assurer le paiement des honoraires d'études dus aux architectes et techniciens et des dépenses afférentes aux sondages des terrains d'assiette. Les conditions d'octroi de ces prêts sont fixées par l'article 4 du décret n° 58-1469 du 31 décembre 1958.

244. — M. Jacques Féron expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un chantier de constructions navales a été chargé d'effectuer, sur un navire de mer appartenant à un armateur français, une installation provisoire, pour une durée limitée, ayant pour objet de permettre à ce navire d'assurer le transport par mer de voitures automobiles. Il lui demande si les opérations de l'espèce peuvent être considérées comme exonérées des taxes sur le chiffre d'affaires, par assimilation aux travaux de réparation de navire de mer de nationalité française. (Question du 3 mars 1959.)

Réponse. — Les installations provisoires utilisées sur des bâtiments de mer bénéficient de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée et de la taxe sur les prestations de services et ne sont soumises qu'à la taxe locale.

215. — M. Boulin demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1° s'il y a des cas où, en matière de vente d'immeuble ou de fonds de commerce, la commission due par le vendeur ou l'acheteur à un intermédiaire que l'un ou l'autre a chargé de ses intérêts doit être ajoutée au prix de vente pour le calcul des droits de mutation; et dans l'affirmative: 2° quels sont ces cas; 3° comment les services de l'enregistrement évaluent cette commission dans le silence des parties, ou si les usages d'une région

veulent qu'elle soit le résultat d'un mandat verbal et tacite; 4° qui supporte les droits sur la commission quand l'acheteur et le vendeur ont choisi le même intermédiaire; 5° qui supporte les droits sur la commission quand celui qui doit payer les droits de mutation n'est pas celui qui a chargé l'intermédiaire de la négociation. (Question du 19 février 1959.)

Réponse. — 1°, 2° et 3°: la commission due à l'intermédiaire ne présente le caractère d'un supplément de prix soumis aux droits de mutation que lorsqu'elle est payée par l'acquéreur à la décharge du vendeur. Il appartient alors aux parties d'en indiquer le montant exact dans l'acte de vente. 4° et 5°: les parties sont solidaires pour le paiement de l'impôt, sauf convention contraire, les droits des actes portant mutation d'immeubles ou de fonds de commerce sont supportés, en définitive, par les nouveaux possesseurs (article 1712 du code général des Impôts).

363. — M. Frédéric-Dupont expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un contribuable a acquis, en vue de son habitation principale, un appartement occupé par un bénéficiaire de réquisition, lui-même propriétaire d'un appartement loué, et que ce bénéficiaire de réquisition a intenté, pour libérer l'appartement dont il s'agit, et aussitôt l'acquisition de ce dernier, une procédure en reprise contre son propre locataire. Il demande: 1° si la déchéance du bénéfice de l'article 9 de la loi du 20 mai 1955 (allègements fiscaux en faveur d'acquéreurs d'appartements en vue de leur occupation dans les deux ans), qui s'applique surtout à un logement acquis libre et par extension à un logement occupé par un tiers à condition qu'il soit procédé à un échange entre acquéreur et occupant, doit être appliquée à l'acquéreur qui, n'ayant pas réussi dans son échange n'a pu prendre possession dans les deux ans, un délai de quinze mois s'écoulant entre la date d'assignation devant la cour d'appel et la date fixée par cette dernière pour le départ du locataire; 2° si ces faits ne peuvent être qualifiés de « circonstances indépendantes » de la volonté du bénéficiaire de la loi du 20 mai 1955 et le relever de la déchéance invoquée contre lui, le délai de deux ans fixé par la loi devenant ainsi illusoire. (Question du 4 mars 1959.)

Réponse. — 1° et 2°: dès lors qu'à la date du transfert de propriété l'appartement vendu était occupé par un tiers et qu'aucun échange entre l'acquéreur et l'occupant n'est intervenu dans les conditions prévues à l'article 9 du décret n° 55-566 du 20 mai 1955, les allègements fiscaux dont l'acquisition a bénéficié ne peuvent être maintenus.

INFORMATION

372. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre de l'information que la radiodiffusion des cours du bétail au marché de la Villette était extrêmement utile aux éleveurs; que l'heure ancienne d'émission de 16 h. 25 convenait généralement aux intéressés; et demande s'il ne pourrait être envisagé de radiodiffuser à nouveau ces cours. (Question du 10 mars 1959.)

Réponse. — Alors que les cours des produits agricoles diffusés jusqu'ici par la radiodiffusion-télévision française étaient essentiellement ceux du marché des bestiaux de la Villette et ceux des denrées vendues sur les marchés de détail parisiens, il est actuellement procédé, en liaison avec les départements ministériels intéressés, à l'étude d'un projet tendant tout à la fois à une extension des renseignements fournis aux agriculteurs et à une décentralisation de la diffusion desdits renseignements. La radiodiffusion-télévision française se propose, en effet, d'assurer, aussi rapidement qu'il lui sera possible, la transmission par ses stations régionales, y compris Paris, des mercuriales des produits agricoles intéressants plus spécialement les auditeurs desservis par chacune de ces stations.

INTERIEUR

134. — M. Lefèvre d'Ormesson demande à M. le ministre de l'intérieur s'il était vraiment indispensable d'imposer aux communes, déjà écrasées sous les besoins administratifs, la confection de nouvelles cartes électorales pour les élections municipales, alors que celles qui ont été établies pour le référendum et les élections législatives comportaient encore cinq cases libres et pouvaient parfaitement être utilisées. (Question du 17 février 1959.)

Réponse. — En 1958, les listes électorales ont été modifiées trois fois: révision normale entre le 1er décembre 1957 et le 31 mars 1958, révision supplémentaire avant le référendum du 28 septembre 1958, puis mise à jour avant les élections législatives des 23 et 30 novembre 1958. Dans de très nombreuses communes, ces modifications ont été profondes, c'est-à-dire qu'elles ont touché un grand nombre d'électeur. Il en a été ainsi notamment, par suite des mouvements de la population civile et des militaires entre l'Afrique du Nord et la métropole et réciproquement: vote des militaires en Algérie pour le référendum, puis en métropole pour les élections législatives; inscription des français rapatriés du Maroc et du Tunisie. Après chaque modification, un tableau rectificatif a été publié, contenant la liste des électeurs nouvellement inscrits et celle des radiations opérées. Les listes d'émargement ont été dotées d'un additif, cependant que le nom des électeurs radiés était rayé. De ce fait, les électeurs n'étaient plus rangés dans l'ordre alphabétique et, pour retrouver le nom d'un électeur dont on ne connaissait pas

le numéro d'inscription, il fallait compiler trois documents: la liste primitive et deux édilitifs. Si les listes électorales n'avaient pas été refondues lors de la dernière révision, elles auraient comporté quatre documents distincts. Par ailleurs, après les scrutins de 1958, les colonnes réservées à l'émargement, sur les listes d'émargement, étaient toutes remplies; il était donc indispensable de refaire ces listes. C'est ainsi que s'est imposé la reféction complète des listes électorales et des listes d'émargement. Or, toute reféction des listes suppose évidemment l'établissement de nouvelles cartes, puisque les numéros d'inscription ne sont plus les mêmes et, qu'au surplus, le lieu de vote lui-même a parfois changé. Toutes ces dispositions ont donc conduit au renouvellement des cartes, ce qui a certes causé un travail supplémentaire aux mairies, mais en réalité, a considérablement simplifié leur besogne au moment du scrutin et certainement évité de nombreuses erreurs.

POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

300. — M. Lelièvre d'Ormesson signale à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones la grave situation créée par l'impossibilité de satisfaire les nombreuses demandes d'installations de téléphone dans les centres de groupement suivants de Seine-et-Oise: le Raincy, 269 demandes; Villeneuve-Saint-Georges, 560 demandes; Brunoy, 5 demandes, et lui expose que cette situation va encore s'aggraver du fait de l'achèvement immédiat ou prochain de groupes importants d'habitations H. L. M. et S. C. I. C. dans cette région, et notamment à Sucy-en-Brie et Villeneuve-Saint-Georges. Il lui demande où en sont les travaux d'extension des lignes téléphoniques et quelles dispositions doivent être prises pour remédier à cette situation. (Question du 3 mars 1959.)

Réponse. — Malgré les moyens réduits dont elle dispose en personnel et en crédits, l'administration des postes, télégraphes et téléphones a, compte tenu de l'achèvement prévu de groupes d'habitations H. L. M. et S. C. I. C., établi un important programme de travaux dont ci-après le détail: 1. Centre de groupement du Raincy. — Le central du Raincy-Montfermeil, qui desservait manuellement les localités suivantes: le Raincy, Montfermeil, Clichy-sous-Bois, Gagny (Seine-et-Oise); Pavillons-sous-Bois, Villemomble (Seine), est actuellement saturé. Il sera remplacé par deux centraux automatiques: « Savigné » (pour Pavillons-sous-Bois et Villemomble), et « 927 » (pour les autres localités), dont la mise en service est prévue pour le deuxième semestre de l'année en cours. Les opérations de rattachement des nouveaux abonnés commenceront aussitôt après mais devront toutefois s'échelonner sur une assez longue période étant également subordonnées à l'exécution des travaux d'extension du réseau de câbles souterrains desservant les localités considérées. Ces travaux seront achevés à la fin de 1959 en ce qui concerne les localités du Raincy, le Pavillons-sous-Bois et de Montfermeil. Pour les autres localités, ils seront terminés en 1960, compte tenu des travaux supplémentaires à prévoir par suite de l'équipement de nouveaux immeubles. 2. Centre de groupement de Villeneuve-Saint-Georges. — Les difficultés de rattachement de postes d'abonnés proviennent de la saturation des câbles téléphoniques. D'importants travaux d'extension du réseau souterrain vont être effectués. Ceux concernant les localités de Villeneuve-Saint-Georges, Valenton, Crosnes et Vigneux seront terminés à temps pour que le rattachement des abonnés dans ces localités puisse commencer dès l'inauguration du centre automatique de Villeneuve-Saint-Georges prévue pour le mois de juillet 1960. A la même époque, l'extension du réseau souterrain à Yerres ne sera que parallèlement terminée. A Montgeron et à Villeneuve-le-Roi, elle sera achevée en 1961. 3. Centre de groupement de Brunoy. — Le réseau souterrain de ce centre est actuellement saturé, ainsi que le centre lui-même. Les travaux d'extension du réseau de câbles souterrains sont en cours et sont presque terminés. Les opérations de rattachement des abonnés de la localité ainsi que de ceux des localités de Mandres et Quincy-sous-Sénart pourront donc commencer en juillet 1960, lors de la mise en service du sous-centre automatique qui doit être installé à Brunoy. 4. Centre de groupement de Sucy-en-Brie. — Le central desservant la localité est actuellement saturé. Bien qu'une extension partielle du réseau souterrain soit prévue en 1960, les raccordements d'abonnés ne pourront vraisemblablement pas commencer avant juillet 1961, date de la mise en service du sous-centre automatique en construction de Bolissy-Saint-Léger qui desservira la localité.

TRAVAIL

316. — M. André Beaujeu attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation tragique dans laquelle risquent de se trouver les vieux travailleurs et les économiquement faibles du fait des hausses du coût de la vie et de certaines dispositions de l'ordonnance du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959 concernant la sécurité sociale. Alors que les personnes appartenant à ces catégories ne disposent que de ressources modestes malgré l'augmentation de 5.200 F de l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité, elles vont être appelées à subir la franchise de 3.000 F appliquée semestrielle sur le remboursement des frais pharmaceutiques. De ce fait, et malgré leur grand âge, elles ne pourront pratiquement plus acheter de médicaments. En outre, la décision de mettre les bénéficiaires du fonds de solidarité à la charge du régime général de la sécurité sociale, fait disparaître la notion de solidarité nationale à laquelle ils étaient attachés. Il lui

demande s'il envisage, dans la plus large mesure possible, l'augmentation des allocations spéciales et pour les vieux travailleurs salariés la non-application de la franchise de 3.000 F en matière de remboursement des frais pharmaceutiques. (Question du 14 février 1959.)

Réponse. — L'ordonnance du 4 février 1959 a permis d'apporter par décret des dérogations au régime de la franchise de 3.000 F par semestre civil et par assuré sur les produits pharmaceutiques et analyses, qui a été inscrite par l'ordonnance du 30 décembre 1958. En application de ces dispositions, un décret du 5 février 1959 a prévu l'exemption de la franchise en faveur notamment des titulaires d'une pension ou d'une rente d'assurance vieillesse qui bénéficient, en raison du faible montant de leurs ressources, de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Il n'est pas, d'autre part, envisagé pour l'instant une augmentation du taux des avantages de vieillesse, non contributifs, le taux de l'allocation supplémentaire dont bénéficient les personnes âgées les plus dévalorisées pécuniairement ayant été augmenté à compter du 1^{er} janvier 1959 de 5.200 F.

254. — M. Darchicourt expose à M. le ministre du travail qu'une personne bénéficiaire d'une pension civile de retraite de fonctionnaire depuis le 10 septembre 1951 avait été, avant sa titularisation en 1930, soumise au régime de retraite R. O. P.; qu'outre ses cotisations réglementaires obligatoires, qui lui ont été remboursées par l'autorité compétente lors de sa titularisation, cette personne avait également cotisé au R. O. P. à titre facultatif (aléatoire) dans le but de s'assurer à 65 ans, si elle était vivante, une rente viagère complémentaire ayant caractère de rente différée; qu'une note émanant du ministère du travail et de la sécurité sociale le 13 janvier 1934, dont copie contorme a été remise à l'intéressé, indique que les versements supplémentaires faits à titre facultatif par les assurés ne doivent faire l'objet d'aucune réduction et que la rente produite se cumule en conséquence avec la pension civile intégrée d'ancienneté par les assurés devenus fonctionnaires. Il lui demande quels sont les droits de la personne bénéficiaire de la rente viagère R. O. P. ayant fait sa demande de liquidation après avoir atteint l'âge de 65 ans le 29 juillet 1957 et si la rente viagère doit être liquidée d'après le barème des rentes viagères différées prévu pour l'âge de 65 ans à partir du 1^{er} août 1957 ou, au contraire, si cette rente viagère doit être calculée d'après le barème prévu pour l'âge de 65 ans à partir du 1^{er} août 1952, ce qui, dans ce cas, léserait la bénéficiaire ou, au contraire, si dans les deux cas la rente viagère doit bénéficier des revalorisations de rente viagère prévues par les lois du 9 avril 1953, avec effet du 1^{er} du même mois et du 11 juillet 1957, avec effet du 1^{er} janvier 1957; cette dernière étant seule susceptible de s'appliquer à compter du 1^{er} août 1957 si la liquidation de la rente viagère différée est admise à l'âge de 65 ans ce qui paraît le plus normal et contorme, d'ailleurs à l'âge prévu par la législation retraites ouvrières et paysannes alors en vigueur et pour lequel la bénéficiaire avait opté. (Question du 20 février 1959.)

Réponse. — Pour permettre de faire procéder à une enquête sur la situation au regard de la législation sur les retraites ouvrières et paysannes de la personne intéressée et de répondre en toute connaissance de cause à la question posée, il conviendrait que l'honorable parlementaire fasse connaître le nom et les prénoms de la requérante, sa date de naissance, son adresse, l'organisme qui lui sert sa pension civile de fonctionnaire, son numéro d'inscription aux retraites ouvrières et paysannes et le département dans lequel elle a cotisé à ce titre en dernier lieu.

320. — M. Gernaz demande à M. le ministre du travail si les dispositions de l'ordonnance n° 59-127 du 7 janvier 1959 relative à diverses dispositions intéressant la sécurité sociale, notamment les règles posées pour l'affiliation des gérants de sociétés à responsabilité limitée, sont également applicables aux gérants de sociétés à responsabilité limitée relevant du régime de sécurité sociale agricole. (Question du 28 février 1959.)

Réponse. — Réponse négative. Les dispositions de l'article L. 242, 8°, du code de la sécurité sociale modifié par l'ordonnance n° 59-127 du 7 janvier 1959 ne visent, en effet, que les sociétés à responsabilité limitée non comprises dans le champ d'application des articles 102 a et 1144 du code rural.

364. — M. Dumortier, se référant à la réponse parue dans le fascicule spécial du Journal officiel du 5 août 1958 à la question n° 11063, demande à M. le ministre du travail si l'enquête à laquelle il est fait allusion dans cette réponse est maintenant achevée et, si, en conséquence, il peut lui en communiquer les résultats. (Question du 9 mars 1959.)

Réponse. — Il ressort de l'enquête effectuée à la suite de la précédente question écrite n° 11063 du 10 juin 1958 à laquelle se réfère l'honorable parlementaire, que: 1.913 comités d'entreprises et comités centraux ont été dénombrés dans les entreprises industrielles de la Seine et 284 dans celles de Seine-et-Oise; 657 comités d'entreprises et comités centraux ont été dénombrés dans les entreprises commerciales de la Seine et 15 dans celles de Seine-et-Oise. Si l'appareil que ces chiffres ne couvrent pas la totalité des établissements assujettis, l'enquête a montré que cette situation est géné-

ralement imputable soit à la non-présentation de listes de candidats, soit au non-renouvellement des élections en temps utile. Cet état de fait avait été déjà signalé dans la réponse à une question écrite n° 3.965 posée par Mme Degrand (J. O., A. N., du 14 décembre 1956). D'autre part, comme l'indiquent deux autres réponses à Mme Degrand sur le même sujet (question écrite n° 4.759, J. O., A. N., du 13 février 1957, et question n° 8.333, J. O., A. N., du 6 novembre 1957), l'inspection du travail est intervenue à diverses reprises dans les établissements en cause, notamment pour faire afficher des avis relatifs à l'organisation d'élections et à la présentation de listes de candidats par les syndicats. Deux infractions ont été relevées au cours de l'année 1957 pour entrave à la constitution de comités d'entreprises.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

25. — M. Godonnèche expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la suppression de parties importantes des divers fonds d'investissement routier en 1957 et en 1958 a déjà créé une situation anormale et injuste qui va encore être considérablement aggravée par l'absence de prévisions budgétaires à ces chapitres pour 1959 (le Parlement n'ayant d'ailleurs pas été consulté sur le budget de cet exercice). Il lui demande : 1° s'il lui paraît normal que les fonds d'investissement routier continuent à être détournés de leur destination et que les droits très lourds payés par les usagers de la route sur les produits pétroliers ne servent nullement à entretenir le réseau routier; 2° s'il ne pense pas que de tels détournements risquent de multiplier les accidents de la route en causant, d'autre part, à la circulation générale et en particulier au tourisme français, richesse nationale, un préjudice d'une extrême gravité; 3° quelles dispositions pourraient être envisagées pour parer à cette situation.

Réponse. — 1° L'administration des travaux publics s'est toujours attachée à préserver dans toute la mesure du possible les ressources affectées normalement au fonds spécial d'investissement routier, en application de la loi organique du 31 décembre 1951. La nécessité qui s'est imposée aux gouvernements successifs, l'an dernier et cette année, de réduire l'impasse budgétaire a entraîné plusieurs mesures d'urgence contre lesquelles n'a pu prévaloir le principe de l'affectation de ressources spécialisées. 2° Toutefois les dotations attribuées au fonds routier ont été réparties de manière à apporter le maximum d'efficacité. Les autorisations du programme et crédits de paiement ont donc été affectés en priorité aux opérations présentant un caractère d'urgence et de reniabilité particulièrement probants. Un effort tout spécial a été fait en ce qui concerne notamment l'aménagement des grands itinéraires et des routes touristiques ainsi que la suppression de passages à niveau. 3° Pour tenter d'apporter une solution au problème du fonds routier, diverses mesures sont actuellement à l'étude, qui tout en tenant compte de la conjoncture économique, permettraient d'assurer l'affectation de ressources régulières aux itinéraires routiers.

185. — M. Halbout demande à M. le ministre des travaux publics et des transports dans quelles conditions et sous quelle garantie de ne pas être inquiété par les services chargés de la coordination, un menuisier ébéniste, réparateur de meubles, peut transporter ceux-ci — avant ou après montage ou réparation — ces travaux étant effectués soit dans son atelier, soit chez le propriétaire du meuble, soit chez un tiers, sans pour cela être tenu à présenter lui-même une carte de transporteur. (Question du 12 février 1959.)

Réponse. — Le menuisier ébéniste qui transporte les meubles qu'il est chargé de réparer, soit dans un atelier, soit chez le propriétaire du meuble, soit chez un tiers, effectue des transports privés. En effet, c'est pour les besoins de son commerce ou de son industrie qu'il assure lesdits transports, soit avec un véhicule lui appartenant, soit avec un véhicule pris en location; il garde la maîtrise des transports dont il s'agit, et ceux-ci ne constituent qu'une activité accessoire par rapport à son activité professionnelle principale: la réparation des meubles. Les transports privés sont libres, c'est-à-dire qu'ils ne requièrent aucune autorisation de transport. Cependant, en contrepartie de cette liberté et afin de faciliter le contrôle, ils sont soumis à deux sortes d'obligations. Les premières concernent les marques distinctives qui doivent être apposées sur le véhicule utilisé, conformément à l'arrêté du 7 avril 1939, art. 16 et 19. Les camions appartenant au menuisier doivent porter à l'avant et à l'arrière un panneau rectangulaire d'au moins 30 centimètres de hauteur de couleur bleue sur lequel doit figurer en lettres blanches d'au moins 10 centimètres de hauteur, l'indication du département où est situé le centre d'exploitation. Les camions en location doivent porter en place et dans les mêmes conditions, un panneau du même sorte bordé d'un liseré noir de 1,5 cm de couleur crème (art. 17 du même arrêté). Enfin, camions et remorques doivent encore porter à l'arrière, en caractères de 5 cm au moins, la désignation du nom et de l'adresse de l'entreprise (art. 20). D'autre part, les véhicules d'une charge utile égale ou supérieure à 2 tonnes doivent être munis d'un carnet de bord, s'ils appartiennent à l'utilisateur et être munis d'un carnet de location s'ils sont pris en location par celui-ci (arrêté du 13 décembre 1952). Si le menuisier ébéniste visé dans la question écrite respecte les règles susvisées, il ne doit pas être inquiété par les services chargés du contrôle de la coordination des transports.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rapport.

(Application de l'article 60 [alinéas 4 et 6 du règlement provisoire].)

37. — 27 janvier 1959. — M. Dorcy signale à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société se propose de procéder, sous le bénéfice de l'article 41-1 du décret n° 53-804 du 30 juin 1952, à une scission de l'entreprise en deux sociétés anonymes nouvelles dont l'une aura pour objet la gestion du patrimoine immobilier et financier de l'ancienne société, et l'autre exploitation industrielle; et demande: 1° si les taxations prévues par l'article 160 du code général des impôts pourraient être reconnues applicables dans le cas où des cessions des actions des sociétés nouvelles seraient réalisées avant l'expiration du délai de cinq ans à partir de la constitution de ces sociétés par des personnes ayant exercé des fonctions de direction, soit seulement dans l'ancienne société, soit dans les nouvelles sociétés, soit à la fois dans l'ancienne et les nouvelles; 2° dans l'affirmative sur quelles bases les plus-values reconues taxables devraient être calculées dans les diverses situations susceptibles de se présenter.

38. — 27 janvier 1959. — M. Maurice Schumann expose à M. le Premier ministre que le décret n° 51-703 du 6 juin 1951 portant règlement d'administration publique applicable aux personnels de bureau des services extérieurs stipule, en son article 16 pour les sténodactylographes, en son article 24 pour les commis, qu'en ce qui concerne les candidats reçus au concours sans avoir auparavant servi l'Etat, « la titularisation prend effet du jour de la nomination ou qualité de stagiaire »; que le décret n° 54-990 du 7 octobre 1954 et le décret n° 53-651 du 30 juillet 1953 n'ont pas repris cette précision; qu'en ce qui concerne ces personnels, rangés au premier échelon de leur catégorie dès leur nomination de stagiaire puisqu'il n'existe pas d'échelon de stage, il semble logique de compter le temps de stage pour un an d'ancienneté de catégorie. Il lui demande comment doit être classé, lors de sa titularisation, une sténodactylographe ou un commis qui, avant d'être reçu au concours, n'avait aucun service d'Etat.

41. — 27 janvier 1959. — M. Maurice Schumann expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'un enfant âgé de dix ans qui a été victime d'un accident d'automobile causé par un tiers à la sortie de l'établissement scolaire. Par jugement du tribunal civil, le tiers responsable a été condamné au versement d'une rente viagère qui, sur la demande du tuteur, a été convertie en capital-invaliddité reconnue 100 p. 100. Il lui demande: 1° si les intérêts de ce capital sont passibles de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive entre les mains du bénéficiaire, mineur, ou de son père, chef de famille; 2° si les intérêts peuvent bénéficier de l'exonération prévue par l'article 81 (8°) du code général des impôts en ce qui concerne les rentes viagères servies aux victimes d'accidents du travail, ou par l'article 81 (°) du même code en ce qui concerne les rentes viagères servies en représentation d'un préjudice corporel ayant entraîné pour la victime une incapacité permanente totale l'obligeant à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie; 3° dans la mesure où ces intérêts seraient passibles de la surtaxe progressive entre les mains du bénéficiaire, y a-t-il lieu de faire application du quotient familial égal à 1,5 prévu par l'article 195 § d. du code général des impôts en faveur des titulaires d'une pension d'invaliddité pour accident du travail de 40 p. 100 et au-dessus.

47. — 27 janvier 1959. — M. Jacques Fourcade demande à M. le ministre de la Justice si l'utilisation, en matière pénale, du procédé dit des « écoutes téléphoniques », en vue de l'établissement d'une présomption ou, mieux encore, de l'administration d'une quelconque preuve de culpabilité, est compatible avec les principes fondamentaux du droit en la matière.

60. — 27 janvier 1959. — M. Calliomer demande à M. le ministre des affaires étrangères, en présence de la reconnaissance par le Liban du sol-disant « Gouvernement provisoire de la République algérienne »: 1° s'il estime comme une satisfaction suffisante pour notre pays le préavis donné par le Liban de la décision qu'il a fait prendre; 2° dans le cas contraire, quelle protestation a été émise et sous quelle forme et, au cas où cette protestation aurait eu lieu, les raisons pour lesquelles il n'en a pas été fait état officiellement et publiquement; 3° s'il juge ce silence conforme à la politique de défense des droits de la France qui est celle du Gouvernement et de la majorité nationale qui le soutient.

Pour 1956 l'estimation globale à la fin de l'année se situerait autour de 6.500 milliards se décomposant comme suit (en milliards de francs): terrains de qualité supérieure (cultures maraichères et fruitières), 630 milliards; terres labourables, 2.900 milliards; prairies et herbages, 1.650 milliards; vignes, 550 milliards; bois, 600 milliards; landes et friches, 460 milliards. 2° Aucune enquête n'a été entreprise sur la valeur des bâtiments d'exploitation en raison de difficultés dues non seulement à l'incertitude de l'appréciation de ces valeurs et à la méconnaissance de la structure physique de l'ensemble des bâtiments d'exploitation existants, mais encore au fait que, dans la pratique, la valeur de la plupart d'entre eux est comprise dans la valeur globale des exploitations: terres + bâtiments d'habitation. 3° Une évaluation grossière de la valeur du mobilier d'exploitation exigerait une enquête préalable sur ce mobilier, qui, comme de nombreuses autres enquêtes intéressant l'agriculture, ne peut être envisagée en raison de l'insuffisance des crédits et de personnel alloués actuellement aux services administratifs chargés des travaux de statistiques agricoles.

314. — M. Hénaux demande à M. le ministre de l'agriculture consécutivement à l'abrogation de l'article 107 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956: 1° à quels administrations, service ou laboratoire appartiennent les membres de la sous-commission prévue à l'article L. 612 du code de la santé publique, désignés par le ministre de l'agriculture; 2° a) quel est le nombre des rapporteurs choisis; b) combien ressortissent du secteur privé; 3° a) combien de laboratoires ont été visités par la sous-commission depuis l'application de la loi; b) combien, dont les sérum et vaccins avaient fait leurs preuves depuis de longues années, se sont vu refuser le visa, les contraignant à cesser leur activité; 4° quel est le nombre des dossiers ainsi jugés sur lesquels le ministre de l'agriculture a fait procéder à un nouvel examen; 5° quel est le nombre de visas accordés après ce nouvel examen. (Question du 3 mars 1959.)

Réponse. — Les questions posées appellent les réponses suivantes, compte tenu de l'abrogation de l'article 107 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 à laquelle se réfère l'honorable parlementaire, et qui est intervenue le 17 février 1958 (art. unique de la loi n° 58-147 du 21 février 1958): 1° l'article L. 612 du code de la santé publique ne prévoit pas l'intervention d'une sous-commission. En revanche, l'article L. 614 du même code n'institue, auprès du ministre de l'agriculture, un comité consultatif. Cet organisme a pris le nom de comité vétérinaire des sérum et vaccins (art. 1^{er} du décret n° 53-156 du 11 février 1952). Il a été composé comme suit par des arrêtés ministériels en date des 1^{er} avril 1952, 20 novembre 1952 et 30 octobre 1953: le chef des services vétérinaires, président; un inspecteur général des services vétérinaires; le directeur du laboratoire central de recherches vétérinaires; le professeur de physiologie et thérapeutique de l'école nationale vétérinaire d'Alfort; le professeur de maladies contagieuses de l'école nationale vétérinaire d'Alfort; le professeur de pathologie bovine de l'école nationale vétérinaire d'Alfort; le professeur de chimie et de pharmacie de l'école nationale vétérinaire d'Alfort; l'inspecteur général, chef de la répression des fraudes ou son représentant; un représentant du ministère de la santé publique et de la population; un représentant de l'académie vétérinaire; un représentant du comité consultatif des épizooties; un représentant du conseil supérieur d'hygiène publique de France; un directeur départemental des services vétérinaires; le président du syndicat national des vétérinaires ou son représentant; un représentant de l'Institut Pasteur; le président de la section « sérum et vaccins » et le président de la section des « fabricants de produits professionnels vétérinaires » de la chambre syndicale nationale du la droguerie pharmaceutique, complétés comme suit: (arrêté du 20 novembre 1952) un représentant de la fédération des syndicats pharmaceutiques de France (pharmacien d'officine); (arrêté du 30 octobre 1953) un représentant de la confédération générale de l'élevage; 2° a) neuf personnalités choisies en raison de leurs compétences particulières, ont été désignées en qualité d'enquêteurs et non de rapporteurs depuis l'abrogation de l'article 107 de la loi du 4 août 1956: deux inspecteurs généraux des services vétérinaires; trois professeurs et un chef de travaux agrégés des écoles nationales vétérinaires; un directeur de recherches appartenant à la recherche vétérinaire; deux chefs de service de l'Institut Pasteur; b) les deux derniers enquêteurs, ci-dessus indiqués ressortissent du secteur privé, si l'on considère l'Institut Pasteur comme étant un établissement privé; 3° a) Il n'existe pas de sous-commission ainsi qu'il a été indiqué et le comité vétérinaire des sérum et vaccins n'a pas à visiter les laboratoires. Cette mission est confiée aux enquêteurs; b) réponse négative. Aucun sérum ou vaccin ayant « fait ses preuves » au sens scientifique qu'il convient d'attacher à ces mots n'a fait l'objet d'un refus d'autorisation; 4° réponse négative, compte tenu du 3° (§ b) ci-dessus; 5° réponse négative.

387. — M. André Beauguille expose à M. le ministre de l'agriculture qu'aux termes de la législation actuellement en vigueur le fonds forestier national ne peut intervenir que pour permettre la conservation et l'amélioration des forêts françaises. Or, un grand nombre de communes dépourvues de patrimoine forestier pourraient en acquérir un si, à côté des fonds dégagés sur leur budget propre, elles se trouvaient en mesure de bénéficier de prêts à moyen ou long terme. A l'heure actuelle, ni le fonds forestier national, ni le Crédit foncier de France, ni la caisse des dépôts

et consignations, ni la caisse de crédit agricole ne peuvent réglementairement accorder de tels prêts aux communes. Il lui demande s'il ne lui serait pas possible d'envisager soit par voie réglementaire, soit par voie législative, d'autoriser le fonds forestier national à consentir des prêts aux communes pour leur permettre de constituer ou d'accroître un patrimoine forestier communal. Il apparaît qu'une telle décision cadrerait d'ailleurs avec la politique menée par le fonds forestier national, les communes pouvant prendre ainsi en charge des forêts laissées à l'abandon par leurs propriétaires et permettre leur sauvegarde. (Question du 21 mars 1959.)

Réponse. — Le fonds forestier national est essentiellement un fonds d'investissements destiné à assurer le financement des opérations de boisement, d'équipement et de conservation de la forêt française. Dans cet esprit, des prêts peuvent être consentis à des communes pour l'acquisition de patrimoines forestiers dans la mesure où il est avéré que cette acquisition, qui a en particulier pour conséquence de conférer à ces patrimoines les garanties du régime forestier, peut être considérée comme la seule manière d'éviter soit une exploitation prématurée et abusive d'un ensemble intéressant, soit le morcellement d'un massif dont le développement porterait atteinte à la productivité. Des prêts de cette nature ont déjà été octroyés sur avis motivé du comité de contrôle du fonds forestier national, en vertu des dispositions contenues dans l'article 9 du décret du 11 janvier 1913 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les prêts, de la loi du 20 septembre 1916 instituant le fonds forestier national. Mais tout prêt qui n'aurait d'autre objectif que de favoriser, au profit des communes, l'accès à la propriété forestière, sortirait incontestablement du champ d'application de la loi du 20 septembre 1916. De telles opérations ne présentant en effet que de simples transferts de propriété, n'ont aucun caractère d'intérêt public et ne sauraient justifier, en regard de la politique forestière, une aide financière spéciale de la part de l'Etat.

ARMÉES

220. — M. Faïta demande à M. le ministre des armées de préciser les raisons qui ont amené la 6^e région militaire à retirer aux agriculteurs de la région de Nanroy, Moronvilliers, Prosmes (Marne) l'autorisation de cultiver plusieurs centaines d'hectares de terrains militaires à partir de l'année culturale 1959-1960, les intéressés devant éprouver un préjudice considérable. (Question du 3 mars 1959.)

Réponse. — En raison de l'importance croissante que prennent les grands camps de Champagne pour l'instruction et l'entraînement des troupes de toutes armes, non seulement de la 6^e région militaire, mais de toute la métropole, il a été jugé indispensable de récupérer, à partir de cette année, la libre disposition des parcelles cultivées auxquelles fait allusion l'honorable parlementaire. En effet, ces terrains font partie du champ de tir de Nanroy-Moronvilliers utilisé de façon discontinue par l'artillerie. Il est en outre de zone de manœuvres et de champ de tir de combat d'infanterie en complément des installations du camp de Mourmelon. Les réutilisations dont se plaignent les cultivateurs des communes voisines du champ de tir de Nanroy-Moronvilliers sont donc la conséquence de cette utilisation motivée par les besoins d'instruction de la troupe.

381. — M. Radius attire l'attention de M. le ministre des armées sur le fait que, depuis l'arrêt du conseil d'Etat du 13 décembre 1957 (recours Barrot et Pierre) rendant caduques les instructions ministérielles n° 10106-S/3/1/INT du 1^{er} février 1951 relatives à l'organisation et portant statut des économats de l'armée, lesdits économats n'ont pas de situation juridique propre; et lui demande quelles sont les dispositions qu'il compte prendre, dans l'intérêt général de l'ensemble des agents français des économats, pour que ce personnel soit doté d'un statut dans un laps de temps relativement court. (Question du 21 mars 1959.)

Réponse. — Pour régulariser la situation résultant de l'arrêt du conseil d'Etat du 13 décembre 1957 relatif à l'économat de l'armée, il est nécessaire de conférer à cet organisme la qualité d'établissement public de l'Etat, de caractère commercial. A cet effet, le ministre des armées a élaboré un projet de loi portant statut de l'économat des armées. Ce projet va être déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale.

CONSTRUCTION

233. — M. Ernest Denis expose à M. le ministre de la construction le cas des candidats à l'accession à la propriété, qui ont équilibré leur budget par des emprunts pour se procurer les sommes correspondant aux devis, et qui ne peuvent faire face aux réévaluations périodiques de ces derniers. Il lui demande: 1° quelles formules existent déjà pour aider les candidats à faire face à ces charges; 2° s'il envisage des mesures nouvelles exceptionnelles pour que les personnes dont la construction est terminée ou en cours d'achèvement trouvent auprès des sociétés immobilières de crédit des facilités de règlement. (Question du 3 mars 1959.)

**LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu
dans le mois qui suit leur publication.**

(Application de l'article 60 [alinéas 2 et 6] du règlement provisoire.)

32. — 27 janvier 1959. — **M. Jean-Paul David** demande à **M. le ministre de la justice** si, en application des dispositions de l'article 1437 du code civil, l'épouse pharmacienne, commune en biens, qui exploite, depuis l'origine, une officine de pharmacie acquise avec des fonds provenant de la communauté peut, au décès de son conjoint, en cas de poursuite de l'activité commerciale, faire récompense à la communauté de la valeur d'acquisition de l'officine, lorsque, de la dépréciation de la mennaie d'une part, et de son activité professionnelle d'autre part, il résulte une importante augmentation de la valeur vénale réelle de l'officine, étant observé que les marchandises, le matériel et le mobilier d'exploitation font partie de la communauté.

144. — 6 février 1959. — **M. Halbout** expose à **M. le ministre de l'agriculture** la grave anomalie qui résulte pour une personne très âgée qui touchait, par erreur, la retraite des vieux travailleurs agricoles depuis 1945, et a remboursé en 1958 l'intégralité des prestations reçues, de ne pouvoir être prise en charge au titre de l'allocation de vieillesse agricole qu'à compter de la date de sa nouvelle demande, par une application restrictive de l'article 36 du décret n° 52-1166 du 18 octobre 1952. Il lui demande s'il compte donner des instructions plus libérales, pour qu'il soit tenu compte, dans l'attribution de l'allocation de vieillesse agricole, de la première date du dépôt d'un dossier d'un avantage de vieillesse, même accordé par la législation antérieure.

155. — 7 février 1959. — **M. Hénaux** demande à **M. le ministre de l'agriculture**: 1° quels sont les organismes et les négociateurs ayant été chargés, lors de la discussion du traité de Rome concernant le Marché commun, des exportations et importations de la viande; 2° quelles sont les positions respectives des partenaires du Marché commun après la mise en vigueur de celui-ci le 1^{er} janvier et les engagements pour l'avenir.

218. — 17 février 1959. — **M. Georges Bonnet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas suivant: la société X, minotier, avait, au 30 juin 1919, un compte « Contributions indirectes » accusant en comptabilité un solde créditeur supérieur de 243.126 F à la somme dont le montant exact fut révélé par l'administration intéressée suivant note du 8 août 1949. Elle ouvrit alors, à la date du 1^{er} juillet 1919, un compte « Contributions indirectes n° 2 » avec un solde créditeur au départ correspondant à la somme réellement due, en omettant de virer au crédit du compte Pertes et profits les 243.126 F du compte n° 1, représentant désormais une dette qui n'était plus exigible. Ce n'est que par une décision du 2 octobre 1953 que les associés de la société X décidèrent de virer cette somme à la réserve extraordinaire en considération du fait qu'elle représentait un profit imposable à rattacher à l'exercice 1919, couvert par l'amnistie fiscale. Il lui demande: 1° l'administration est-elle fondée à considérer que les 243.126 F représentent une provision devenue sans objet en 1953 et à les rattacher, en conséquence, aux bénéfices de l'exercice 1951-1952; 2° ne devait-elle pas, au contraire, appliquer les dispositions contenues dans la circulaire du 26 juin 1952, n° 2278, page 15, de l'administration centrale, selon lesquelles cette provision — en admettant qu'elle puisse être qualifiée de telle — n'était pas imposable dès lors que la société en cause établit de façon certaine qu'elle est effectivement devenu sans objet en 1919, exercice amnistié.

221. — 17 février 1959. — **M. Falala** demande à **M. le ministre des armées** de préciser les raisons qui ont amené la 6^e région militaire à retirer, aux agriculteurs de la région de Nauray, Moronvilliers, Prosmes (Marne) l'autorisation de cultiver plusieurs centaines d'hectares de terrains militaires à partir de l'année culturale 1959-1960, les intéressés devant éprouver un préjudice considérable.

221. — 17 février 1959. — **M. Falala** demande à **M. le ministre des armées combattants et victimes de guerre** de préciser: 1° le nombre des dossiers restant à examiner à la date du 1^{er} janvier 1959 pour l'attribution de la carte du combattant de la Résistance; 2° les mesures qu'il compte prendre pour hâter la liquidation de ces dossiers; 3° le nombre des fonctionnaires, tant à Paris que dans les départements, encore occupés par les offices.

223. — 17 février 1959. — **M. Falala** demande à **M. le ministre de la construction** de préciser: 1° le nombre de dossiers de dommages de guerre: a) mobiliers; b) immobiliers, restant à liquider; 2° le montant des sommes dont l'Etat est encore redevable aux sinistrés (en espèces et en litres); 3° dans quel délai seront indemnisés les ayants droit; 4° le nombre des fonctionnaires, tant à Paris que dans les départements, encore occupés par les services de dommages de guerre.

225. — 17 février 1959. — **M. Davoust** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en application de l'article 69 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, les allocations de salaire unique et de la mère au foyer sont imposables à la surtaxe progressive dans les mêmes conditions que les pensions et rentes viagères. Il lui fait observer que, si cette mesure peut se justifier en ce qu'elle permet de réduire le nombre des abus auxquels donne lieu l'attribution desdites allocations lorsqu'il s'agit de ménages, elle apparaît par contre difficile à justifier à l'égard des allocataires isolés qui ne bénéficient incontestablement que d'un seul revenu professionnel, ainsi qu'à l'égard de ceux dont le conjoint est malade ou infirme. Il lui demande s'il ne semble pas équitable de modifier l'article 69 susvisé afin d'exonérer de la surtaxe progressive les allocations de salaire unique et de la mère au foyer versées soit à un allocataire isolé, qui assume seul l'entretien effectif du ou des enfants, soit à un allocataire dont le conjoint malade ou infirme n'a pas les revenus nécessaires pour assurer l'entretien du ou des enfants.

229. — 17 février 1959. — **M. Desouches** expose à **M. le ministre des armées** qu'au moment où le budget de la nation impose de si lourds sacrifices à tous les Français, et en particulier aux anciens combattants, il lui semble anormal que des acquisitions ou expropriations d'enclaves soient faites, sans raisons valables, par l'autorité militaire. Ces acquisitions projetées pouvant aller jusqu'à l'expropriation vont gêner des petits propriétaires de pavillons modestes qui sont enclavés depuis la création du parc du matériel de Luze (Eure-et-Loir), c'est-à-dire depuis 1914. Il demande s'il n'est pas possible, alors que l'armée elle-même a construit, dans ce parc à matériel, des pavillons d'agents militaires sur des terrains réquisitionnés pour y installer des bâtiments destinés à recevoir du matériel de guerre, que ces enclaves subsistent jusqu'à la disparition de leurs occupants actuels.

231. — 17 février 1959. — **M. Robert Bailanger** demande à **M. le ministre de la construction** le nombre des bénéficiaires de l'allocation logement: a) au 1^{er} janvier 1950; b) au 1^{er} janvier 1954; c) au 1^{er} janvier 1959.

233. — 18 février 1959. — **M. Ernest Denis** expose à **M. le ministre de la construction** le cas des candidats à l'accession à la propriété, qui ont équilibré leur budget par des emprunts pour se procurer les sommes correspondant aux devis, et qui ne peuvent faire face aux réévaluations périodiques de ces derniers. Il lui demande: 1° quelles formules existent déjà pour aider les candidats à faire face à ces charges; 2° s'il envisage des mesures nouvelles exceptionnelles pour que les personnes dont la construction est terminée ou en cours d'achèvement, trouvent auprès des sociétés immobilières de crédit des facilités de règlement.

234. — 18 février 1959. — **M. René Plevin** appelle l'attention de **M. le ministre de la construction** sur les conditions de fonctionnement de la commission de première instance de dommages de guerre d'Indochine, siégeant à Paris, rue de Lille. Devant l'insuffisance des indemnités attribuées aux nombreux agents de l'Etat, militaires et civils, sinistrés en Indochine, notamment du fait de l'agression japonaise, cette commission est saisie de très nombreux recours. Il lui demande: 1° combien de recours ont été examinés au cours des douze derniers mois; 2° quel est le délai moyen entre les recours et les décisions; 3° quelles mesures il compte prendre pour accélérer le fonctionnement de la commission.

235. — 18 février 1959. — **M. René Plevin** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques**: 1° s'il est exact que l'industrie hôtelière est exclue du champ d'application des décrets des 10 août 1957 et 10 février 1958 relatifs à la carte d'exportateur; 2° dans l'affirmative, quels sont les motifs de cette exclusion, compte tenu de l'importance des rentrées de devises qu'assurent les hôtels de tourisme et des investissements considérables qui sont nécessaires pour la conservation ou la modernisation de ces hôtels, afin d'attirer une clientèle étrangère sollicitée activement par de nombreux autres pays européens.

236. — 18 février 1959. — **M. René Plevin** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** et la suppression de la retraite des combattants est rétroactive et, dans la négative, s'il sait que les guichets du Trésor refusent de payer le prorata de la retraite correspondant à la période écoulée entre la dernière échéance payée et le 2 janvier 1959, date d'application de l'ordonnance supprimant la retraite.

237. — 18 février 1959. — **M. Ernest Denis** demande à **M. le ministre du travail** si, en considération des conditions très dures de la profession de mineur de houille et des avatars occasionnés par le renouvellement du personnel, il a envisagé les moyens d'assouplir le régime de la retraite dans cette profession pour certaines catégories, notamment pour les mineurs ayant travaillé au fond pendant trente ans et ceux qui, silicosisés, ont dû être reclassés dans les services de jour.

238. — 18 février 1959. — **M. Ernest Denis** expose à **M. le ministre du travail** le désir généralement exprimé par les mineurs (cadres et ouvriers) de pouvoir, dans le cadre de leur régime particulier de sécurité sociale minière, consulter le praticien de leur choix, rôt-il étranger au service médical attaché à cet organisme. Il lui demande quelles raisons, législatives ou autres, ont déterminé, sur ce point, le système actuel, et quelles mesures pourraient être envisagées pour donner aux mineurs cette satisfaction.

239. — 18 février 1959. — **M. Frédéric-Dupont** rappelle à **M. le ministre du travail** que les professeurs de danse, contrairement aux professeurs de musique, ne peuvent s'affilier à la caisse des travailleurs non salariés et qu'à une question précédente, il lui avait été répondu que les intéressés ne pourraient obtenir satisfaction que par voie législative. Il lui demande quand il compte déposer un projet de loi susceptible de venir au secours de cette profession qui a été jusqu'ici complètement oubliée.

241. — 18 février 1959. — **M. Orrion** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'un commerçant photographe, sinistré totalement en 1943, a par la suite perçu diverses indemnités au titre de dommages de guerre, et notamment une indemnité d'éviction pour perte des clichés photographiques impressionnés détruits. L'administration des contributions directes, à l'échelon départemental, estime que l'indemnité versée au commerçant sinistré est imposable car les frais de constitution des clichés ont été déduits en frais généraux des exercices antérieurs à leur destruction. Or, selon une doctrine constante, les indemnités de dommages de guerre ne sont pas imposables lorsqu'il s'agit d'éléments détruits donnant lieu à reconstitution; elles le sont, par contre, lorsqu'il s'agit d'éléments endommagés donnant lieu à réparation. Dans le cas de clichés photographiques impressionnés il ne s'agit pas d'éléments réparables mais bien d'éléments détruits dont la reconstitution est impossible. Il lui demande: 1° si l'indemnité d'éviction est réellement imposable, ce qui semblerait contraire à une solution publiée au B. O. C. D. n° 7 de 1947, car il importe peu que les frais de constitution des clichés aient été entièrement passés, en frais généraux, puisque, dans cette hypothèse, les éléments envisagés ne comportant aucune valeur au bilan de l'époque de leur destruction, aucune perte n'a pu venir à ce moment en déduction des résultats imposables; 2° pour le cas où l'indemnité serait théoriquement susceptible d'une imposition, s'il n'y a pas injustice à réclamer le paiement immédiat en argent liquide d'une somme d'environ 180.000 F pour une indemnité de 400.000 F versée en titres non négociables et dont le remboursement s'échelonne de 1966 à 1986.

242. — 18 février 1959. — **M. Saillard du Rivault** expose à **M. le ministre de la justice** que la loi du 23 octobre 1955 a complété les articles 815 et 832 du code civil et qu'elle complète, notamment, l'article 832 du code civil ainsi qu'il suit: « Cette faculté (d'attribution préférentielle) subsiste lorsque l'unité économique définie à l'alinéa précédent est constituée, pour une part, de biens dont l'héritier ou le conjoint était déjà propriétaire ou copropriétaire avant l'ouverture de la succession et pour, d'autre part, de biens successoraux ». Il demande si, en vertu de ce nouveau texte, le fils exploitant la ferme peut demander l'attribution préférentielle de cette ferme bien que le décès de son père soit survenu antérieurement à la promulgation du décret-loi du 17 juin 1953. Il est précisé que la mère est décédée le 13 août 1956, que la ferme répond, par ailleurs, aux conditions imposées par la loi relativement à sa contenance et à sa valeur.

246. — 19 février 1959. — **M. Fernand Grenier** expose à **M. le Premier ministre** que l'article 19 de l'ordonnance du 30 décembre 1958, portant loi de finances pour 1959, attribue un complément de 5.200 F par an aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire instituée par la loi du 30 juin 1956; que, si la loi du 2 août 1957 a étendu le bénéfice de l'allocation supplémentaire aux invalides, infirmes, aveugles et grands infirmes, les grands infirmes travailleurs ayant des ressources égales à 201.000 F par an, les grands infirmes

non travailleurs ayant des ressources égales à 135.200 F par an, les infirmes incapables au travail ayant des ressources égales à 81.600 F, ne perçoivent pas l'allocation supplémentaire en raison de l'application des plafonds prévus pour l'octroi de l'aide sociale; qu'ainsi les infirmes et grands infirmes sont exclus du bénéfice du complément de 5.200 F par an, comme ils ont été exclus de celui de la majoration de 1.600 F par an édictée par l'ordonnance du 24 septembre 1958; que, pourtant, le dernier alinéa de l'article 19 de l'ordonnance du 30 décembre 1958 précise qu'il n'est pas tenu compte du complément de 5.200 F pour l'application des plafonds de ressources institués par les différents régimes de sécurité sociale ou par la législation de l'aide sociale; qu'il s'ensuit une antinomie entre cette disposition et celle du deuxième alinéa de l'article 711-1 édicté au code de sécurité sociale par l'article 5 de la loi du 2 août 1957. Il lui demande: a) si cette interprétation est exacte; b) dans l'affirmative, quelles mesures il compte prendre afin d'admettre au bénéfice de l'allocation supplémentaire et du complément de 5.200 F par an ceux des infirmes et grands infirmes qui en sont actuellement exclus.

247. — 19 février 1959. — **M. Fernand Grenier** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en matière de taxe proportionnelle, depuis la loi du 13 mai 1948, la déduction du salaire du conjoint de l'exploitant individuel marié sous le régime de la communauté est admise dans la limite de 150.000 francs à condition que soient acquittés la cotisation de sécurité sociale et le versement forfaitaire de 5 p. 100; que, depuis le décret du 30 avril 1955, le taux réduit de 5 p. 100 est applicable à la fraction du bénéfice imposable ne dépassant pas 300.000 francs; que ces chiffres ne sont pas en harmonie avec l'évolution des prix (la limite des chiffres d'affaires pour les forfétaires ne vient-elle pas d'être relevée à 30 millions et à 8 millions de francs). Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de fixer: 1° à 300.000 francs le montant du salaire du conjoint déductible; 2° à 600.000 francs pour la fraction du bénéfice imposable au taux réduit de 5,50 p. 100 du moins pour l'artisan, remplissant les conditions prévues à l'article 184 du code général des impôts et pour le commerçant exploitant son fonds de commerce avec le seul concours de son conjoint, de ses descendants et de ses ascendants.

248. — 19 février 1959. — **M. Portolano** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la commission administrative paritaire des instituteurs comprend, dans les départements autres que celui de la Seine: 5 représentants de l'administration; 5 instituteurs, institutrices, représentant le personnel. Il lui demande si le président de ladite commission a le droit de convoquer, pour participer aux travaux de cette commission, même à titre consultatif: 1° tous les inspecteurs primaires et instituteurs faisant fonction d'inspecteurs primaires du département; 2° tous les membres suppléants de la commission, malgré la présence effective de tous les titulaires; 3° des représentants d'un syndicat, non élus ni titulaires, ni suppléants, et ce malgré la présence effective des titulaires et suppléants appartenant à ce syndicat.

249. — 19 février 1959. — **M. Waldeck Rochet** rappelle à **M. le ministre du travail** que le nouveau régime d'allocations complémentaires de chômage devait entrer en application au 1^{er} février 1959 avec rappel du 1^{er} janvier. Or, les travailleurs en chômage ne savent toujours pas où se faire inscrire et comment bénéficier de ces allocations qui doivent être versées par les « associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce » (A. S. S. E. D. I. C.). Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rendre applicable immédiatement le nouveau régime d'allocations.

250. — 19 février 1959. — **M. Lohys** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que, par lettre du 11 septembre 1958, il a fait connaître à des parlementaires que si les commissions régionales d'optique-lunetterie sont en droit de requérir la production de tous documents complémentaires, pièces justificatives, etc., pour compléter les dossiers fournis par les opticiens-lunetiers ne possédant pas les titres prévus à l'article L. 505 du code de la santé publique, il restait entendu que la décision définitive ne pourra être prise que dans le cadre des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique et en considération des seules conditions d'âge et d'exercice de la profession prévues audit article. Il lui demande, en vue de cerner l'inquiétude persistante de certains opticiens-lunetiers dont les représentants de l'organisation professionnelle n'ont pas été désignés pour siéger dans les commissions régionales, s'il n'estime pas souhaitable d'adresser aux préfets une note confirmant les termes de sa lettre du 11 septembre 1958.

251. — 20 février 1959. — **M. Lefèvre d'Ormesson**, devant l'émotion soulevée par la suppression de la retraite à certaines catégories d'anciens combattants, demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** s'il ne serait pas possible de rétablir le paiement de cette retraite et de compenser la dépense en résultant par un pourcentage d'augmentation de la surtaxe progressive.

255. — 20 février 1959. — M. Muller expose à M. le ministre du travail que, depuis de nombreuses années déjà, les caisses de secours miniers réglent avec un grand retard les frais d'hospitalisation de leurs ressortissants; que ces retards ont une influence néfaste sur le fonctionnement des hôpitaux car ceux-ci sont obligés de faire appel à des avances de trésorerie au taux d'intérêt de 2 p. 100 pour compenser les sommes dues par les caisses minières, qui ne leur ont pas été réglées; que cette situation est particulièrement alarmante dans certains hôpitaux du Nord et de l'Est où le pourcentage des hospitalisés relevant du régime minier est important. Il lui demande quelles sont les mesures envisagées pour mettre fin à cette situation et pour assurer un règlement rapide par les caisses minières de leurs dettes à l'égard des établissements hospitaliers.

256. — 20 février 1959. — M. Muller expose à M. le ministre des anciens combattants que de nombreux Français des départements du Haut-Rhin, en particulier, et du Bas-Rhin, ont été victimes sous l'occupation de mesures de transfert dans des camps surveillés en Allemagne ou dans certains pays de l'Est, occupés; que ces Français de tout âge ont payé lourdement sur le plan matériel et moral leur attachement à notre patrie; que le décret n° 54-1301 du 27 septembre 1954 a prévu, en leur faveur, un statut de « patriote proscrit et contraint à résidence forcée en pays ennemi »; mais que ce décret ne peut produire ses effets car la liste des camps surveillés qui doit être dressée par arrêté ministériel n'a pas encore été publiée. Il lui demande dans quels délais cette liste sera arrêtée afin que les bénéficiaires du décret susvisé puissent faire reconnaître leurs droits.

257. — 20 février 1959. — M. Muller expose à M. le ministre des anciens combattants que l'article L 209, du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, subordonne le droit à pension d'ascendants, toutes autres conditions réunies, lorsqu'il s'agit d'une victime civile de la guerre 1939-1945, au fait que la victime ait atteint l'âge de dix ans au moment de son décès; que cette mesure restrictive n'a pas eu jusqu'alors de conséquences nombreuses, mais qu'il n'en sera pas de même dans un proche avenir, c'est-à-dire lorsque les malheureux parents atteindront l'âge légal leur permettant de prétendre à la pension d'ascendants; que des cas douloureux lui ont déjà été signalés de parents ayant perdu un enfant qui aurait été leur presque soutien dans la période difficile de la fin de leur existence, et lui demande s'il n'envisage pas de supprimer la clause restrictive de l'article L 209 ou, tout au moins, d'en atténuer la rigueur en permettant des dérogations.

258. — 20 février 1959. — M. Muller expose à M. le ministre de la justice qu'en application des dispositions du nouveau statut de la magistrature, publié au *Journal officiel* du 23 décembre 1958, la limite d'âge de certains magistrats est fixée à 68 ans; qu'un magistrat de l'ordre judiciaire du second degré doit attendre le 2 mars prochain cet âge limite, et lui demande: 1° si l'intéressé sera contraint de cesser ses fonctions dès qu'il aura atteint cette limite d'âge ou s'il lui sera permis d'exercer jusqu'à la fin de l'année judiciaire en cours; 2° dans la première hypothèse, si l'intéressé sera privé du bénéfice du nouveau traitement qui doit précisément entrer en vigueur le 1^{er} mars; 3° si ce magistrat sera privé, pour le calcul des années à faire valoir pour sa pension, des deux années qu'il aurait pu accomplir en vertu de l'ancien statut qui fixait la limite d'âge à 70 ans; 4° si sa pension sera, basée sur le nouveau traitement qui doit entrer en vigueur le 1^{er} mars.

259. — 20 février 1959. — M. Jacques Feron demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: A) à la perception de quels impôts donnerait ouverture l'opération qui consisterait, pour une société anonyme immobilière constituée en 1930 et qui possède un immeuble loué, partie commercialement et partie à usage d'habitation, à se placer, sous le régime de la loi du 28 juin 1938, en modifiant ses statuts de telle sorte que: 1° les actions soient réparties en groupes indivisibles correspondant à un local déterminé; 2° chaque propriétaire de groupe d'actions acquière, à compter de la modification statutaire, vocation obligatoire à l'attribution du local correspondant, en cas de partage de l'actif social, et droit, jusqu'à l'époque du partage, à la jouissance gratuite de ce même local; B) pourrait-il être réclamé, dans l'hypothèse envisagée, d'autres impôts que la taxe proportionnelle sur le revenu, et éventuellement la surtaxe progressive, sur l'avantage que retireraient les actionnaires, pendant toute la période postérieure à la modification statutaire, de l'exercice du droit de jouissance qui leur aurait été conféré.

261. — 21 février 1959. — M. Colliomb expose à M. le ministre de la construction que le décret n° 58-1348 (art. 1^{er} et 2) du 27 décembre 1958 portant augmentation des loyers ne semble faire aucune distinction entre la partie d'habitation et la partie professionnelle du loyer. Il fait observer que cette augmentation, si elle portait sur l'ensemble de l'appartement et non seulement sur les locaux professionnels, aurait pour effet de pénaliser les familles nombreuses dont l'appartement comporte logiquement un nombre de pièces réservées à l'habitation proportionnel au nombre d'enfants. Il demande comment doit être compris et appliqué le texte susvisé.

262. — 21 février 1959. — M. Billeux demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1° quel est le montant des devises vendues par les banques: a) dans la quinzaine qui a précédé la dévaluation; b) dans les trois mois antérieurs (moyenne); 2° si tous les dossiers relatifs à ces ventes ont été vérifiés par l'office des changes et, dans l'affirmative, si toutes les transactions étaient justifiées.

263. — 21 février 1959. — M. Billeux demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1° quel est le montant mensuel des rapatriements de devises sur exportation: a) de janvier à novembre 1958; b) en décembre 1958; c) en janvier 1959; 2° depuis quand les rapatriements effectués en janvier 1959 étaient en instance, et si les délais observés lui paraissent normaux.

264. — 21 février 1959. — M. Billeux demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1° quel est le montant total des transactions à terme sur devises effectuées à la Bourse de Paris: a) dans la quinzaine qui a précédé la récente dévaluation du franc; b) dans une quinzaine normale dans les trois mois antérieurs; 2° si les achats à terme de devises effectués dans la quinzaine ayant précédé la dévaluation étaient tous justifiés et, dans la négative, quelles mesures il compte prendre à l'encontre des spéculateurs.

265. — 21 février 1959. — M. Baylot demande à M. le ministre de la construction s'il compte surseoir aux opérations de procédure relative à l'expulsion des habitants de l'îlot des Périchaux, Paris (15^e). Il signale, d'une part, que les mesures prises par l'administration demandant à être humanisées, compte tenu de la situation modeste des habitants de l'îlot en question, et que, d'autre part, le réemploi des terrains s'avère mal conçu du fait de la disproportion entre la surface à bâtir, 3.000 mètres, et la surface expropriée 32.000 mètres.

267. — 21 février 1959. — M. Boscher expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant: M. X., né en 1933, est le bénéficiaire d'une assurance dotale de 50.000 F souscrite par son père à sa naissance. En 1937, le père de M. X. étant décédé, le paiement des primes fut suspendu, comme prévu au contrat. En 1959 M. X. doit être bénéficiaire de cette dot, mais les primes versées de 1933 à 1937 représentent une valeur supérieure au nominal de la dot si celle-ci n'est pas revalorisée. Une revalorisation analogue à celle des rentes viagères peut-elle être exigée. Quelles seraient les bases de l'éventuelle revalorisation du capital et comment s'appliquent-elles.

268. — 21 février 1959. — M. Boscher attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la question des pensions alimentaires allouées dans les instances de divorce. Il semble que les récentes mesures visant à l'interdiction de l'indexation de diverses pensions entraînent, d'après certaines interprétations, celle de ces pensions alimentaires. Il lui demande si la pension alimentaire dont est redevable l'époux ayant succombé dans une instance en divorce peut être ou non valablement indexée sur le S. M. I. G.

269. — 23 février 1959. — M. Bignon expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques, les faits suivants: au cours de l'année 1957, un propriétaire s'est vu condamner par le tribunal civil à verser à son locataire commerçant, une somme de 2.250.000 F à titre d'indemnité d'éviction, étant entendu que le propriétaire n'avait pas voulu renouveler le bail à son locataire. Par la suite, et toujours au cours de l'année 1957, le propriétaire cède pour 5.200.000 F le pas de porte à un nouveau commerçant et perçoit de ce fait, la somme de 4 millions de francs comptant. Le complément du prix, soit 1.200.000 F devant lui être versé au cours des années à venir. Il lui demande si l'administration est dans son droit en prétendant que l'indemnité d'éviction versée par un propriétaire à son locataire commerçant pour récupérer ses locaux, ne peut être déduite du revenu foncier en tant que frais réels et, au contraire, doit être considérée comme couverte par la déduction de 30 p. 100. Ne semble-t-il pas anormal qu'une telle position puisse être soutenue, alors qu'il existe un lien indéniable de cause à effet qui permet de dire que, si le propriétaire n'avait pas versé cette indemnité, il n'aurait pu percevoir de pas de porte.

270. — 21 février 1959. — M. Halbout expose à M. le ministre du travail qu'en certains départements des arrêtés préfectoraux, datant de 1916 et toujours en vigueur, excluent du bénéfice de l'aide sociale pour soins à domicile ou hors de l'hôpital, les personnes qui, par elles-mêmes ou par d'autres, ont droit aux prestations des assurances sociales. Il lui demande si l'article 389 du code de la sécurité sociale autorise le maintien de cette disposition, et si l'article 53 de l'arrêté interministériel du 21 mai 1957, instituant un règlement départemental type d'aide médicale, doit, par son application, permettre de résoudre des difficultés qui n'ont fait que croître en raison des récentes restrictions intervenues dans la participation des assurances sociales aux frais engagés par les assurés, même n'ayant que de faibles ressources.

272. — 24 février 1959. — M. Riouaud appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur le grave préjudice subi, dans le déroulement de leur carrière, par un certain nombre d'agents des contributions indirectes (90 environ) promus inspecteurs principaux après examen probatoire des 22 et 23 mai 1950, lesquels, au 31 décembre 1955, après la sortie des derniers tableaux d'avancement, figuraient à l'indice 470 (inspecteur principal de 2^e classe), alors qu'à cette même date les agents issus de l'ancienne administration des contributions directes nommés au choix inspecteurs principaux sans avoir à satisfaire à un stage probatoire (décret n° 50-2238 du 18 octobre 1950, art. 2), bénéficiaient de l'indice 500 (inspecteur principal de 1^{re} classe, le premier de la promotion depuis le 16 janvier 1951, le dernier depuis le 16 mars 1951. Il lui signale qu'avec l'établissement d'une liste unique d'ancienneté et l'intégration à l'indice 525 d'inspecteurs centraux dans le cadre des inspecteurs principaux, le déclassement de la promotion 1950 des inspecteurs principaux des contributions indirectes va se trouver encore plus aggravé et la carrière des plus âgés d'entre eux irrémédiablement compromise. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas conforme à la plus stricte équité de prendre toutes décisions susceptibles de faire cesser de telles anomalies.

273. — 24 février 1959. — M. Rombeaut expose à **M. le ministre du travail** qu'en application des dispositions de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-129 du 7 janvier 1959 relative à l'action en faveur des travailleurs sans emploi, les prestations de chômage sont servies aux chômeurs qui ne peuvent être inscrits à un fonds communal de chômage par les sections départementales ou interdépartementales du fonds national de chômage. Il lui demande s'il peut lui fournir des précisions sur le délai dans lequel pourront être publiés les textes permettant l'application effective de ces dispositions, c'est-à-dire : 1° le décret qui doit apporter au décret n° 54-319 du 12 mars 1951 les aménagements nécessaires à la mise en œuvre desdites dispositions ; 2° les arrêtés fixant la compétence territoriale de chacune des sections départementales ou interdépartementales du fonds national de chômage.

274. — 24 février 1959. — M. Jean-Paul David expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les agents français retraités de la Compagnie fermière des chemins de fer tunisiens se trouvent dans une situation particulièrement pénible du fait que, depuis 1955, leurs pensions n'ont bénéficié d'aucune péréquation, alors que le régime du réseau tunisien a toujours été, dans le passé, assimilé à celui de la métropole et que la loi du 4 août 1956 a affirmé l'égalité des droits de tous les cheminots français ayant fait carrière en Tunisie. Par ailleurs, certains agents du réseau tunisien, intégrés à la Société nationale des chemins de fer français, ont été ou seront prochainement atteints par la limite d'âge et contraints à prendre leur retraite ; ils ne peuvent, dans la situation actuelle, que percevoir une pension très minime de la Société nationale des chemins de fer français pour la courte période durant laquelle ils y ont été employés. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il envisage de prendre pour remédier rapidement à une telle situation.

275. — 24 février 1959. — M. Forest demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de lui faire connaître les indices qui doivent être retenus, depuis 1954, pour la constitution « de la provision pour stock indispensable » sur un stock de charbon délégué par un détaillant et si, à défaut d'indices, la provision peut être calculée suivant la méthode quantitative.

276. — 24 février 1959. — M. Boutard expose à **M. le ministre de l'information** : 1° que l'ordonnance n° 59-28 du 5 janvier 1959 permettant aux préfets d'interdire par arrêté l'accès des mineurs de moins de dix-huit ans à tout établissement offrant des spectacles de nature à exercer une influence néfaste sur la santé ou la moralité de la jeunesse serait, si elle visait les spectacles cinématographiques, en contradiction avec l'ordonnance du 3 juillet 1945 qui subordonne à un visa la représentation et l'exportation des films cinématographiques et avec l'article 8 du décret du 3 juillet 1945 qui prévoit que la décision d'interdire la représentation aux mineurs de moins de seize ans ne peut être prise, pour ce qui concerne le territoire métropolitain, que sur la proposition motivée de la commission prévue à l'article 1^{er} dudit décret ; 2° que si l'ordonnance n° 59-28 du 5 janvier 1959 visait les spectacles cinématographiques, d'une part, elle jetterait la suspicion sur l'impartialité et la compétence de la commission de contrôle des films, d'autre part, en créant une censure départementale, elle causerait à l'industrie cinématographique un grave préjudice. Il lui demande s'il n'envisage pas de préciser dans les arrêtés d'application que les dispositions de l'ordonnance du 5 janvier 1959 ne s'appliquent pas aux spectacles cinématographiques.

277. — 24 février 1959. — M. Mondon expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas suivant : il a été constitué entre quatre personnes une société civile particulière, régie par les articles 1832 et suivants du code civil et les statuts notariés établis le 6 avril 1956, ayant pour objet la construction d'un immeuble collectif du type « économique et familial » (plan Cou-

rant) et enregistré au droit fixe en vertu de l'article 6 du décret n° 55-566 du 20 mai 1955. Audit contrat de société, il a été stipulé que l'assemblée générale extraordinaire pourrait modifier la société en société de toute autre forme, notamment en société à responsabilité limitée ou en société anonyme. Actuellement, l'immeuble est presque terminé et le financement de la construction a été en partie effectué au moyen du prêt spécial à la construction consenti conjointement par le Sous-Comptoir des entrepreneurs et le Crédit foncier de France, à Paris. Les associés, revenant sur leur première intention, désirent aujourd'hui procéder à une division de l'immeuble et à une attribution en pleine propriété des appartements. A cet effet, ils désireraient, en vue d'éviter la perception des droits d'enregistrement de droit commun, transformer leur société civile ordinaire en une société civile de construction de type 1938 et procéder seulement ensuite au partage privatif des parties d'immeuble. Il lui demande : 1° si l'on peut admettre que, par une mesure de faveur, l'administration soit prête à taxer la transformation de la société au droit fixe prévu par l'article 671 C. G. I. ainsi que le partage en jouissance ou en propriété des fractions divisées de l'immeuble construit, toutes autres conditions prévues par les textes étant remplies ; 2° dans la négative, quelles seraient les raisons qui s'opposent à ce mode de perception.

278. — 25 février 1959. — M. Duvillard demande à **M. le ministre de l'intérieur** si l'article 30 de la loi n° 52-132 du 28 avril 1952, relatif à la prise en compte de la durée des services militaires pour l'avancement des agents communaux est applicable aux agents titularisés, en application de l'article 93 de la même loi, et intégrés dans leur nouveau grade à un échelon autre que celui du début.

280. — 25 février 1959. — M. André Beauguette attire l'attention de **M. le ministre des travaux publics et des transports** sur les avantages de toute sorte qu'il y aurait à étendre à la partie Nord du département de la Meuse, le projet de création d'une auto-route destinée à servir au développement du Marché commun, en passant par Reims, et dont le projet aurait été récemment soumis à l'examen de ses services. Il convient de signaler en effet, que la région dite du « Nord meusien » est assez mal desservie, au point de vue communications. Le franchissement des hauts de Meuse et des monts de l'Argonne est difficile, surtout en hiver et constitue un obstacle à un accès pratique vers Paris. Par ailleurs la ligne de chemin de fer stratégique désaffectée de Barroncourt (Meuse) à Grand-Pré (Ardennes), constitue une base particulièrement propice à l'établissement d'une route, car elle est d'un tracé rectiligne, pourvue d'ouvrages d'art évitant tout croisement avec d'autres routes ou rivières. Enfin, sa transformation en voie routière exigerait peu de capitaux. Il lui demande s'il compte prendre en considération un projet qui non seulement favoriserait le développement économique et touristique de la Meuse, mais encore pennetrerait d'assurer une liaison rapide et efficace entre l'ensemble Lorraine industrielle-Champagne, l'Ouest de la France et les Etats membres du Marché commun.

281. — 26 février 1959. — M. Niles expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés n'est pas encore appliquée ; et lui demande à quelle date interviendra le règlement d'administration publique prévu à l'article 31 de ladite loi et, notamment, à quelle date sera mis en place le conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

282. — 26 février 1959. — M. Niles demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** si, en raison de la hausse du coût de la vie, il n'envisage pas de majorer l'allocation principale (fixée à 72.000 F par an dans les communes de plus de 5.000 habitants) attribuée aux aveugles et grands infirmes au titre de l'aide sociale et, corrélativement, les plafonds de ressources applicables en la matière.

283. — 26 février 1959. — M. Niles expose à **M. le ministre du travail** qu'aux termes de l'article 56 de l'ordonnance n° 45-2151 du 19 octobre 1945, modifié par l'article 16 du décret n° 55-563 du 20 mai 1955, la pension des invalides du deuxième groupe est égale à 40 p. 100 du salaire annuel moyen correspondant aux cotisations versées au cours des dix dernières années d'assurance précédant l'interruption du travail suivie d'invalidité ; qu'il s'ensuit que, pour les invalides incapables de travailler, le taux de la pension est compris entre 72.000 et 251.000 F par an. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de procéder à une revalorisation de ces pensions, dont le taux est énormément bas eu égard au coût de la vie, par exemple en fixant leur montant à 50 p. 100 du salaire annuel moyen.

284. — 26 février 1959. — M. Niles rappelle à **M. le ministre du travail** que les indemnités journalières versées aux assurés sociaux atteints de longue maladie ont été majorées de 5 p. 100 à compter du 1^{er} juillet 1956 ; que, depuis cette date, on a enregistré une hausse constante du coût de la vie. Il lui demande s'il n'envisage pas une majoration de ces indemnités journalières dans les mêmes proportions que les majorations applicables au salaire minimum interprofessionnel garanti.

285. — 26 février 1959. — M. Roux demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques les renseignements suivants, relatifs aux infractions fiscales concernant les spiritueux relevés en 1958: 1° quel est le nombre d'affaires qui ont été réglées par des transactions avant jugement; 2° quel est le nombre d'affaires qui ont été déléguées au parquet; 3° parmi les affaires déléguées au parquet, quel est le nombre de celles qui ont fait l'objet d'une transaction après jugement.

286. — 26 février 1959. — M. Roux expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant: une société a pour objet social la construction d'un immeuble d'un standing supérieur aux normes d'attribution de la prime à 600 F, mais n'a pas pour objet de réaliser des bénéfices ni obligation de rémunérer les capitaux qui lui sont confiés par ses membres pour lui permettre la réalisation de l'objet social. En outre, les statuts prévoient l'incessibilité pendant dix ans, sauf dissolution anticipée, des actions représentatives des appartements construits avec le prêt susceptible d'être considéré comme libératoire au regard de l'investissement obligatoire. Il lui demande: 1° une société peut-elle considérer comme libératoire au regard de l'investissement obligatoire le prêt régulier remboursable après dix ans avec intérêt annuel de 3 p. 100 accordé à un salarié qui construit directement un appartement dont les caractéristiques sont supérieures aux normes d'attribution de la prime à 600 F, prêt limité à 20 p. 100 du coût total de construction, terrain compris; 2° dans l'affirmative, le prêt demeure-t-il libératoire dans le cas où le bénéficiaire souscrit des actions d'une société anonyme de construction immobilière constituée dans le cadre de la loi du 28 juin 1918 portant statut de la copropriété divisée, dès lors qu'à l'achèvement de la construction la société sera dissoute et l'immeuble régi par un règlement de copropriété.

287. — 26 février 1959. — M. Pezé rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la population que l'article L. 215 du code de la santé publique prévoit la vaccination obligatoire par le B. C. G., sauf contre-indications médicales, pour certaines catégories de la population. Il lui demande si ces décrets prévus à l'article L. 217-2 devant fixer les dates auxquelles les dispositions de la section I, chapitre 1er, titre 1er, du livre III dudit code doivent être rendues applicables à chacune des catégories énumérées à l'article L. 215 ci-dessus mentionné, ainsi que le règlement d'administration publique prévu à l'article L. 217-3 devant déterminer les modalités d'application de la présente section, ont été pris à ce jour et, dans l'affirmative, lui en indiquer les dates.

288. — 26 février 1959. — M. Callémer demande à M. le ministre des affaires étrangères quel est le montant de l'aide financière actuellement accordée par la France à la Tunisie.

289. — 26 février 1959. — M. Callémer demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il a eu connaissance des déclarations faites le 19 février par le président du conseil irakien, affirmant au cours d'une conférence de presse que les rebelles algériens combattent avec des armes irakiennes, qu'un avion irakien, au moins, s'envole, chaque semaine, vers l'Afrique en emportant une pleine cargaison de vivres et d'équipement, et que, si les circonstances l'avaient permis, il se serait lui-même rendu en Algérie pour rejoindre les combattants du F. L. N.; et quelles ont été, à la suite de cette conférence de presse, l'action et les interventions du Gouvernement français auprès du Gouvernement irakien.

291. — 26 février 1959. — M. Callémer demande à M. le ministre des affaires étrangères: 1° à quelle date, sous quelle forme et avec quels arguments Sa Majesté le Roi du Maroc a demandé au Gouvernement français l'autorisation d'accomplir un voyage en Corse et à Madagascar; 2° à quelle date, par qui et sous quelle forme le Gouvernement a été prévenu que Sa Majesté le Roi du Maroc ramènerait l'adjudant-chef Cacclaguerra; 3° combien de vaines démarches avaient été faites auprès du Gouvernement marocain, et à quelles dates, jusqu'à ce que ce Gouvernement entreprenne avec les populations qui retiennent l'adjudant prisonnier les tractations qui viennent d'aboutir à sa libération; 4° quelles réponses le Gouvernement marocain avait alors faites à nos interventions; 5° si le Gouvernement marocain a été prié de bien vouloir s'enquérir également du sort du capitaine Moreau et de M. Marcol March.

292. — 26 février 1959. — M. Callémer demande à M. le ministre de l'intérieur: 1° s'il a connaissance d'une manifestation qui aurait eu lieu le 22 février, à Gouville (Oise), au monoir des « Trois-Vents », 3.000 membres du M. N. A. venus des clubs ouvriers du Nord, arborant un drapeau vert et blanc frappé de l'étoile et du croissant rouge, et au cours duquel M. Messali Hadj aurait harangué ses fidèles successivement en arabe et en français; 2° au cas où une telle manifestation serait confirmée, comment elle a pu être préparée et se dérouler sans éveiller l'attention des autorités, quelles sanctions ont été prises, et quelles mesures il a l'intention d'adopter pour en éviter le retour.

293. — 26 février 1959. — M. Maurice Thorez expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, depuis la loi du 10 avril 1951, l'abattement à la base — correspondant à un minimum d'existence — pour le calcul de la surtaxe progressive est de 230.000 F; que, depuis cette date, le taux du salaire minimum interprofessionnel a été porté, dans la première zone de la région parisienne, de 115 F à 156 F; que ce dernier taux horaire représente un revenu minimum mensuel de 27.040 F (pour quarante heures de travail par semaine) et de 31.625 F (pour quarante-cinq heures de travail par semaine); que, dans ces conditions, l'abattement à la base devrait être relevé et fixé à 360.000 F. Il lui demande les mesures qu'il envisage de proposer au Parlement à cet effet.

294. — 26 février 1959. — M. Vaschetti, se référant à l'article 29 M du livre I^{er} du code du travail, modifié par la loi du 7 mars 1957, et au décret n° 58-1345 du 23 décembre 1958, demande à M. le ministre de l'industrie et du commerce: 1° quelle est la situation d'un représentant qui, aux termes d'un contrat écrit, a le droit d'effectuer des opérations commerciales pour son propre compte mais qui n'en fait pas effectivement et exerce, en fait, sa profession d'une façon exclusive et constante; 2° ce représentant doit-il être considéré comme un V. R. P. soumis au régime de l'article 29 K en raison de son activité de fait ou comme un mandataire soumis au statut du décret du 23 décembre 1958 par dérogation aux principes posés par la loi du 7 mars 1957.

296. — 26 février 1959. — M. Lefèvre d'Ormesson demande à M. le ministre de l'industrie et du commerce: 1° quel est le montant du capital de production industriel et commercial métropolitain — secteur privé et secteur nationalisé — considéré dans son ensemble; 2° quel est le montant des crédits et des prêts affectés aux entreprises du secteur nationalisé de 1953 à 1959.

296. — 26 février 1959. — M. Lefèvre d'Ormesson demande à M. le ministre de l'agriculture quel est le montant de la valeur vénale: 1° des différentes catégories de terre composant la propriété foncière métropolitaine; 2° celle des bâtiments d'exploitation; 3° celui du capital mobilier d'exploitation de l'agriculture.

297. — 26 février 1959. — M. Lefèvre d'Ormesson demande à M. le ministre de la construction: 1° s'il est exact que plus de deux cent mille personnes sont venues s'installer en 1958 dans la région parisienne; 2° quelle est la surface de terrain prélevée, chaque année, pour la construction dans la région parisienne, périmètre du district urbain; 3° quelle est l'étendue du sol nécessaire à la construction, dans la région parisienne, pour les dix années à venir.

298. — 26 février 1959. — M. Lefèvre d'Ormesson demande à M. le ministre du travail quelle est la répartition de la population active en France, en Belgique, en Italie et dans l'Allemagne fédérale, notamment celle des ouvriers et des ouvrières, celle des agriculteurs et salariés agricoles, celle des commerçants, celle des fonctionnaires de l'Etat et celle des employés communaux.

299. — 26 février 1959. — M. Lefèvre d'Ormesson demande à M. le ministre de l'agriculture: 1° quel est le montant de l'endettement de l'agriculture: engagements à court terme, à moyen terme et à long terme; 2° quel a été le montant exact du déficit de la balance des comptes des importations et des exportations des produits agricoles de 1953 à 1958 inclus; 3° quel est le montant des intérêts versés par l'agriculture.

301. — 26 février 1959. — M. Davoust expose à M. le ministre du travail que, lorsqu'un chef de famille se trouve en chômage, il peut continuer à percevoir les prestations familiales, mais que la caisse lui demande une justification de pointage régulier au service local de la main-d'œuvre, et lui demande si cette obligation de pointage ne pourrait être supprimée ou assouplie lorsque le chef de famille, étant pratiquement assuré de ne pas trouver dans la localité même un emploi correspondant à sa qualification, il poursuit ses recherches dans un centre différent de son domicile; cet assouplissement aurait l'avantage de ne pas pénaliser le chef de famille qui fait lui-même les efforts nécessaires à son reclassement; il lui signale en particulier le cas d'un père de cinq enfants en bas âge, retour de l'étranger, et habitant une petite ville des Bouches-du-Rhône, à qui la caisse d'allocation familiales de Marseille se refuse à verser les prestations familiales, depuis la date de son retour en France, à cause d'un défaut de pointage expliqué et nécessité par la recherche extra-locale d'une situation, et ceci malgré l'exposé et la reconnaissance de son cas particulier, et nonobstant d'ailleurs les assurances verbales contraires qui lui avaient été données par le directeur de la caisse.

302. — 26 février 1959. — M. Peretti expose à M. le ministre des Travaux publics et des transports que la desserte du rond-point de la Défense par les transports en commun pose un problème insurmontable, en l'absence du prolongement du métropolitain. La halte prévue au rond-point sur la ligne de la Société nationale des chemins de fer français de Paris à Versailles et actuellement en cours d'exécution ne doit en effet fonctionner que les samedis, dimanches et jours de fête. Le renforcement des lignes d'autobus de la Régie autonome des transports parisiens ne pourra donner son plein effet dans les conditions difficiles que connaîtra la circulation tant que les aménagements routiers définitifs ne seront pas réalisés; l'augmentation prévue du nombre d'autobus ne conduira qu'à transformer l'avenue de Neuilly en gare d'autobus en y créant des difficultés supplémentaires de circulation. La nécessité du prolongement du chemin de fer métropolitain a été reconnue maintes fois par les pouvoirs publics, puisqu'il a été inscrit au plan des besoins de transports des voyageurs de la région parisienne par l'office régional des transports parisiens, qu'il figure au projet d'aménagement de la région parisienne pris en considération le 12 janvier 1956 par le ministre de la reconstruction et du logement et enfin au projet d'aménagement de la région de la Défense approuvé par décret du 20 octobre 1956. Cependant, il semble que des incertitudes subsistent encore sur un certain nombre de points. En particulier, nonobstant le fait que le décret du 20 octobre 1956 précité a prévu que ce prolongement serait effectué à grand gabarit sous la forme d'un début de la transversale du réseau express régional, des discussions ont encore lieu entre les partisans du grand gabarit et du petit gabarit. Il lui demande s'il est en mesure de pouvoir répondre le plus rapidement possible aux questions suivantes: 1° à quelle date les études seront-elles définitivement terminées; 2° à quelle date aura lieu l'enquête d'utilité publique; 3° quel est le mode de financement envisagé, quand et par quel un mode de financement pourra-t-il éventuellement être arrêté; 4° à quelle date les travaux seront-ils en mesure de commencer, quelle date d'achèvement peut-on envisager.

303. — 27 février 1959. — M. Frédéric-Dupont expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant: une société civile créée en 1938 a pour objet: l'exercice des droits de propriété: a) sur les marques et dénominations (de produits pharmaceutiques) apportées à la société; b) sur les marques ou dénominations qui seraient créées ou déposées ou acquises à l'avenir par la société. L'exercice de ce droit de propriété comporte naturellement le droit d'aliéner la totalité ou partie des marques et dénominations appartenant à la société par voie de vente, d'échange ou d'apport en société. A la suite d'un jugement rendu par le tribunal civil de la Seine, le 1^{er} février 1946, dans une instance concernant une autre société civile de marques, l'administration de l'enregistrement a considéré qu'une société de forme civile devait être assimilée à une société commerciale au point de vue fiscal, sauf lorsque tous les membres de cette société civile exercent une profession non commerciale et s'associent pour travailler en commun. Il lui demande: 1° s'il admet que le texte actuel de l'article 206 et des articles 34 et 35 du C. G. I. ne permet plus d'assimiler à une société commerciale une société civile de marques ayant l'objet ci-dessus défini; 2° au cas où cette société civile de marques se dissout par la réunion de toutes les parts sociales entre les mains d'un seul de ses membres, quelles impositions pourront être réclamées par l'administration des contributions directes du fait de cette dissolution, en la personne de l'associé ayant acquis les dernières parts non encore possédées par lui: a) si l'administration considère que cette société civile ne peut plus être assimilée sur le plan fiscal à une société commerciale; b) si l'administration persiste dans cette assimilation, malgré les modifications apportées au régime fiscal des sociétés civiles par le décret 48-1966 du 9 décembre 1948.

304. — 27 février 1959. — M. François Bernard demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si un fonctionnaire titulaire de l'Etat, commis de perception, nommé d'office après la guerre 1914-1918, en fonction en régions libérées et dévastées (en l'occurrence à Reims), et qui a obtenu une bonification d'ancienneté à ce titre, en 1921, date limite où la majoration était accordée pour services rendus en région spéciale, a droit, lors de sa nomination à la fonction de percepteur, au même rappel d'ancienneté dans cette nouvelle fonction, comme il est fait d'ailleurs pour les rappels de services militaires et majorations d'ancienneté pour les fonctionnaires mobilisés pendant la guerre 1914-1918. Ladite bonification d'ancienneté pour services rendus en région spéciale (régions libérées et dévastées), accordée après la guerre 1914-1918, est-elle, lors de la mise à la retraite du fonctionnaire, décomptée en sus de ses services effectifs.

305. — 27 février 1959. — M. Roulland rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la population que, d'après le tarif des analyses médicales, modifié par l'arrêté du 18 septembre 1958 (*Bulletin officiel des services des prix* du 20 septembre 1958), ainsi que d'après le tarif interministériel des prestations sanitaires découlant de l'arrêté du 4 novembre 1958 (*Journal officiel* du 11 novembre 1958), « la détermination du groupe sanguin avec détermination du facteur rhésus standard » est affectée du coefficient B 30 et est remboursée par la sécurité sociale sur la base de 1.800 F. Or, une

circular du 13 septembre 1958 émanant du ministère de la santé publique et de la population institue le groupage sanguin auprès des centres de transfusion sanguine et autorise ceux-ci à percevoir le prix de 400 francs. Alors que l'article 8 du décret du 18 mai 1946 spécifie qu'« il est interdit aux laboratoires visés dans le présent décret de consentir sous quelque forme que ce soit des intérêts ou des ristournes pour les analyses ou examens dont ils sont chargés », il demande si cette concurrence déloyale, créant un précédent et officiellement approuvée, de la part des centres de transfusion sanguine vis-à-vis de laboratoires d'analyses privés, ne risque pas d'avoir des répercussions fâcheuses du point de vue déontologique.

306. — 27 février 1959. — M. Maurice Schumann appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation défavorisée qui est faite aux veuves de retraités titulaires de pensions proportionnelles par les dispositions de l'article L. 55 (deuxième et troisième alinéa) du code des pensions civiles et militaires de retraite, en vertu desquelles, lorsque le mariage est postérieur à la cessation de l'activité du mari, les veuves de retraités titulaires d'une pension d'ancienneté peuvent, si le mariage a duré six années (ou trois années en cas d'existence d'enfants issus du mariage), obtenir une pension de réversion alors que cet avantage est refusé, dans les mêmes conditions, aux veuves de retraités titulaires d'une ou deux pensions proportionnelles. Il lui fait observer que cette différence de traitement ne semble pas justifiée, étant donné que le mari a subi les mêmes retenues sur son traitement, qu'il soit ou non titulaire d'une pension d'ancienneté, et que cette distinction semble particulièrement injuste lorsque l'intéressé est titulaire de deux pensions proportionnelles correspondant à des services dont la durée dépasse fréquemment celle qui est exigée pour ouvrir droit à pension d'ancienneté. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas opportun, dans un but d'équité, de supprimer la distinction établie par la législation en vigueur entre titulaires de pension d'ancienneté et pensions proportionnelles et d'envisager, soit par voie d'ordonnance, soit par le dépôt d'un projet de loi, une modification de l'article L. 55 susvisé, permettant aux veuves de retraités titulaires d'une pension proportionnelle de bénéficier d'une pension de réversion dans les mêmes conditions que celles prévues pour les veuves de retraités titulaires de pension d'ancienneté.

307. — 27 février 1959. — M. Davoust expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, par suite des nouvelles obligations imposées aux contribuables par la loi de finances pour 1959, en ce qui concerne la déclaration d'ensemble des bénéficiaires et revenus de 1958, en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de nombreux contribuables éprouvent de sérieuses difficultés pour produire cette déclaration dans le délai légal, c'est-à-dire avant le 28 février 1959. Il lui demande s'il n'est pas possible de proroger ce délai jusqu'au 15 mars 1959.

308. — 27 février 1959. — M. Maurice Schumann expose à M. le ministre des anciens combattants qu'un certain nombre de personnes arrêtées pendant la guerre 1914-1918, après avoir passé la frontière belge, ont été internées par l'ennemi dans les prisons de Tongres et de Charleroi, où elles ont été soumises à un régime très sévère; que, cependant, les intéressés n'ont pu obtenir le titre de déportés ou internés résistants, les prisons de Tongres et de Charleroi ne figurant pas dans la liste des camps et prisons de la guerre 1914-1918 considérés comme lieux de déportation, liste qui a été fixée par un arrêté du 15 janvier 1951, complété par un arrêté du 5 novembre 1952. Il lui demande s'il ne lui semble pas indispensable pour réparer cette omission, de faire procéder d'urgence à toutes enquêtes utiles permettant d'établir que les prisons de Tongres et de Charleroi peuvent être considérées comme lieux de déportation pendant la guerre 1914-1918.

309. — 27 février 1959. — M. René Pieven demande à M. le ministre de la justice: 1° s'il est exact que le règlement d'administration publique qui doit intervenir pour fixer les modalités d'application de l'ordonnance du 22 décembre 1958 et les conditions particulières de classement des magistrats de la France d'outre-mer, prévoirait une dégradation générale de l'ensemble des magistrats servant outre-mer et donnerait lieu à une reconstitution de carrières qui ne tiendrait pas compte des services et des emplois remplis outre-mer; 2° étant donné que l'intégration des magistrats de la France d'outre-mer ne signifie pas leur retour dans la métropole, s'il peut donner l'assurance que l'intégration se fera au grade acquis outre-mer, même si cette intégration est accompagnée de la fixation de certains décalés pour prétendre à un nouvel avancement,

310. — 27 février 1959. — M. Rousseau se référant à la loi du 10 avril 1954 (article 25-1) concernant les ventes de logements, d'immeubles bâtis ou de droits immobiliers, destinés à donner une habitation principale à l'acquéreur ou à son conjoint, ses ascendants ou descendants, expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les nouvelles dispositions, décidées par l'ordonnance du 30 décembre 1958, n° 58-1374, abrogent, dans son article 58, les articles 1371 1^{er} et 1371 octies du code général des impôts, et les articles 49 et 50 de ladite ordonnance substituent à ces régimes

la taxation de 4,20 p. 100 dont ils étendent l'application à tous les immeubles affectés à l'habitation. En vertu de l'article 1372 nouveau, du code général des impôts tel qu'il résulte de l'article 49 de l'ordonnance, le nouveau régime « profitera à toutes les mutations à titre onéreux de locaux à usage d'habitation au jour du transfert de propriété quels que soient leur date de construction, leurs conditions d'occupation, leur caractère d'habitation principale ou de résidence secondaire et leur destination future. » En raison de ces nouvelles dispositions, il demande si, dans le cas d'une réclamation motivée pour inexécution des conditions définies par la loi du 10 avril 1951, précitée (actuellement abrogée), l'administration de l'enregistrement ne pourrait pas, par mesure de tempérament, être habilitée à ne percevoir dans ces circonstances que le complément de droit au nouveau tarif de 4,20 p. 100, prévu pour les acquisitions de l'espèce à compter du 1^{er} janvier 1959 soit un supplément de 4,20 — 1,50 = 2,70 p. 100 au lieu du complément de droit entre 1,50 et 15,30 p. 100 ou 20,10 p. 100 antérieurement appliqué suivant que l'immeuble avait ou n'avait pas supporté la taxe sur la première mutation.

311. — 27 février 1959. — Mme Aymé de la Chevrière, se référant à l'article 15 du décret n° 55-165 du 30 avril 1955 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'il ressort de l'exposé des motifs dudit décret, et notamment du paragraphe 1^e, ainsi que des commentaires auxquels ont donné lieu ses dispositions, que leur objet a été, d'une part, de simplifier le régime applicable aux artisans et petits industriels et, d'autre part, de s'assurer de l'importance du chiffre d'affaires, lequel ne doit pas dépasser 30 millions; que l'option était possible à l'origine avant le 21 janvier de chaque année pour l'année civile qui venait de débuter; et que, par voie de conséquence, les commentaires indiquaient que, par « année précédente », il fallait entendre l'année civile immédiatement antérieure à celle pour laquelle l'option était exercée; que l'instruction n° 47 du 13 mars 1957, laquelle n'a donné lieu à aucun commentaire, a offert la possibilité d'opter, à compter du premier jour d'un mois quelconque de l'année, étant entendu que l'option s'appliquait alors jusqu'au terme de l'année civile suivante; qu'en matière d'exportation, le département des finances a admis (Instruction n° 168 du 1^{er} septembre 1958) la double interprétation de l'expression « année précédente » au choix de l'exportateur, soit l'année civile précédente, soit la période des douze mois précédents. Elle lui demande: 1° si, dans le paragraphe 1 de l'article 15 du décret du 30 avril 1955 susvisé, on peut entendre par « année précédente » la période de douze mois précédant la demande d'option et si l'on peut estimer que, d'une part, la preuve de l'importance du chiffre d'affaires est ainsi faite et que, d'autre part, la durée de cette option, pour le reste de l'année civile en cours et l'année civile suivante, est aussi une mesure de simplification; 2° si, au contraire, le fait de parler de l'année civile, pour la durée de l'option, n'entraîne pas, pour la période antérieure, une définition restrictive de l'expression « année précédente » qui ne serait pas conforme à l'esprit du décret; 3° si, pour une entreprise nouvellement créée, l'option est possible à compter du treizième mois d'existence.

312. — 28 février 1959. — M. Frédéric-Dupont rappelle à M. le ministre de la construction qu'il a répondu à une question écrite n° 11555 du 23 mai 1958 que le décret du 27 septembre 1947, modifié et complété, couvre uniquement les dommages de guerre causés sur le territoire des Etats associés d'Indochine. Etant remarqué que la qualité d'Etat associé indépendant au sein de l'Union française n'a été reconnue: au Viet-Nam, que par l'accord du 8 mars 1949; au Laos, que par la convention du 19 juillet 1949; au Cambodge, que par le traité du 8 novembre 1949, ces trois textes ratifiés par le Parlement français le 29 janvier 1950. Il demande si le décret du 27 septembre 1947, avant ses modifications, et avant la reconnaissance des Etats associés, ne couvrirait pas, comme le précisent formellement encore son intitulé et nombre de ses articles, les dommages de guerre causés en Indochine, et, par conséquent, ceux subis dans le territoire de Kouang Tchéou Wan, partie intégrante de l'Indochine française aux termes du décret du 5 janvier 1900 et de l'article 1^{er} du décret du 20 octobre 1911.

313. — 28 février 1959. — M. Aiduy demande à M. le ministre des anciens combattants: 1° quel est le nombre d'anciens combattants de la guerre 1914-1918 qui seront privés du bénéfice de la retraite de combattant en raison des récentes décisions prises par le Gouvernement et l'économie budgétaire qui en résultera; 2° les mesures que ses récentes déclarations permettent d'espérer pour une amélioration de la législation actuelle, plus conforme à la dignité d'ancien combattant.

314. — 28 février 1959. — M. Hénaut demande à M. le ministre de l'agriculture, consécutivement à l'abrogation de l'article 197 de la loi n° 50-780 du 4 août 1956: 1° à quelle administration, service ou laboratoire appartiennent les membres de la sous-commission prévue à l'article L 612 du code de la santé publique, désignés par le ministre de l'agriculture; 2° a) quel est le nombre des rapporteurs choisis; b) combien ressortent du secteur privé; 3° a) combien de laboratoires ont été visités par la sous-commission depuis l'application de la loi; b) combien, dont les sérum et vaccins avaient fait leurs preuves depuis les longues années, se sont cependant vu refuser le visa, les contraignant à cesser leur activité; 4° quel est le nombre des dossiers ainsi jugés sur lesquels le ministre de l'agriculture a fait procéder à un nouvel examen; 5° quel est le nombre de visas accordés après ce nouvel examen.

315. — 28 février 1959. — M. Hénaut expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la loi n° 51-180 du 30 décembre 1951 affectait aux investissements routiers des recettes provenant des taxes intérieures sur les carburants routiers, a concurrence de 22 p. 100 de la totalité de ces ressources. Cette loi a été très partiellement appliquée en 1952-1953-1954. La loi n° 55-259 du 3 avril 1955, dans la marge des 22 p. 100, créait la voirie rurale et la voirie urbaine et, progressivement, permettait d'atteindre en 1959 les 22 p. 100 prévus. Les amputations se sont néanmoins poursuivies. En 1957, un nouveau blocage réduisait encore les crédits. Ceux-ci en outre calculés sur la valeur d'un point fixé à 2,050 milliards, et non plus sur le chiffre des recettes (diminution recettes 10 milliards résultant du blocage 5 milliards par le nouveau calcul). Les tranches urbaines et vicinales avaient alors pratiquement disparu. Devant l'érection du Parlement, conscient de la situation, le ministre des finances, le 26 décembre 1957 « acceptait qu'à l'intérieur des ressources destinées au fonds routier une nouvelle ventilation puisse être opérée entre les différentes tranches urbaine, rurale, vicinale ». Enfin, la loi de finances 1959, état B, *Journal officiel* du 31 décembre 1958, page 12096, supprime toutes les affectations secondaires du fonds routier, en ne laissant subsister que des crédits (amputés également) pour la tranche nationale. Aucune aggravation de dépenses ni diminution de recettes n'est à retenir. Il y a donc une volonté délibérée de priver le réseau routier français de ressources, cependant payées par l'automobile, au sujet de laquelle une nette explication s'impose. Il lui demande: 1° pour quelles raisons le fonds d'investissement routier, en dépit d'engagements formels des gouvernements antérieurs, a vu disparaître les tranches départementales, vicinales, urbaines et rurales; 2° quelle solution le Gouvernement pense apporter au problème routier.

316. — 28 février 1959. — M. Luciani demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1° pourquoi les inspecteurs principaux des contributions indirectes issus de la promotion 1950 sont à l'indice 470, alors que les inspecteurs principaux des contributions directes nommés à la même époque sont à l'indice 500 depuis le 1^{er} janvier 1954; 2° compte tenu de la décision prise en 1957 de fusionner les trois régies avec établissement d'une liste unique d'ancienneté, est-il envisagé d'établir la parité de situation des uns et des autres et, dans l'affirmative, à quelle date approximative se situera la décision; 3° compensera-t-elle, pour les inspecteurs principaux des contributions indirectes issus de la promotion 1950, ce qui semble bien être un préjudice de carrière.

317. — 28 février 1959. — M. Mohamed Laradji expose à M. le ministre des affaires étrangères que les membres de l'ancien gouvernement M'Zali sont actuellement jugés en raison de la collaboration qu'ils ont apportée à la France à une époque où notre pays était en Tunisie puissance protectrice, en exécution du traité du Bardo. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour sauvegarder en l'occurrence l'honneur français.

318. — 28 février 1959. — M. Lagalliarde expose à M. le ministre de l'intérieur que le mouvement nationaliste algérien, qui a été dissous, tient des réunions et diffuse un bulletin d'information. Il lui demande pour quels motifs les membres de l'organisation dont il s'agit, à commencer par son leader, ne sont point poursuivis pour reconstitution de ligue dissoute.

concours professionnel. Il serait regrettable et injuste que des clauses de sauvegarde ne soient pas prévues en faveur des attachés remplissant des conditions d'ancienneté et de mérite. (Question du 24 mars 1959.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que le cadre d'attaché principal ne peut être considéré comme un simple cadre d'avancement ouvert aux attachés de préfecture dont la valeur a été reconnue. Sa création est essentiellement fondée sur des justifications d'ordre fonctionnel qui sont liées à l'évolution générale des tâches confiées aux services des préfectures. Cette constatation étant faite, le ministère de l'intérieur s'attachera, d'une manière toute spéciale, à ce que cette réforme ne porte en rien atteinte aux droits légitimes et acquis des attachés de préfecture actuellement en fonction, au sein d'une carrière améliorée.

369. — M. Jarrosson demande à M. le ministre de l'intérieur si les présidents ou, à leur place, les secrétaires généraux et adjoints de syndicats intercommunaux peuvent être compris dans l'expression « les titulaires de certaines fonctions électives », titulaires auxquels sa circulaire n° 444 du 30 août 1958 accorde un relèvement d'indemnité. (Question du 24 mars 1959.)

Réponse. — Selon une jurisprudence administrative définie dans les réponses faites aux questions écrites de M. Valabregue et de M. Anthonioz, les présidents des syndicats intercommunaux peuvent recevoir, sur le budget syndical, une indemnité de fonctions dont le taux ne doit pas, en principe, dépasser celui qui est prévu en faveur des maires de communes comptant moins de 504 habitants. Les vice-présidents peuvent recevoir une indemnité égale à celle dont bénéficiaient les adjoints aux maires des communes de même importance. Le relèvement des indemnités qui sont allouées aux maires et aux adjoints et sont fixées par référence aux indices de traitement de la fonction publique peut donc avoir une répercussion sur les indemnités dont bénéficient les présidents et les vice-présidents de syndicats intercommunaux. Au contraire, les fonctions de secrétaire général ou de secrétaire général adjoint ne sont habituellement pas confiées à des titulaires de fonctions électives locales. Les variations du taux des indemnités prévues en faveur des maires ne produisent donc pas d'effet en ce qui concerne les secrétaires généraux et leurs adjoints.

370. — M. Palméro expose à M. le ministre de l'intérieur que la loi du 28 septembre 1948 (n° 1501), classant les personnels de police en catégorie spéciale, leur retirait le droit de grève (art. 2) et leur accordait des indemnités exceptionnelles; que, d'autre part, la loi n° 57-111 du 8 avril 1957 a institué, pour les personnels soumis à celle du 28 septembre 1948, un régime particulier de retraites, c'est-à-dire: une bonification égale au cinquième du temps effectivement passé dans les services actifs de police, avec maximum de cinq ans et retenu supplémentaire de 1 p. 100 sur leur traitement; que, cependant, cette loi ne prend effet qu'à dater du 1^{er} janvier 1957; ce qui a fait que tous les fonctionnaires de police mis à la retraite entre le 23 septembre 1948 et le 1^{er} janvier 1957 n'en bénéficient pas, bien qu'ayant été soumis aux restrictions édictées par la loi du 28 septembre 1948 supprimant le droit de grève. Il lui demande s'il ne serait pas possible de leur remonter la date d'application de la loi du 8 avril 1957 au 28 septembre 1948 afin d'accorder au petit nombre de fonctionnaires de police qui n'ont pas atteint les quarante années nécessaires pour obtenir le maximum de retraite prévu par la loi sur les pensions civiles le bénéfice d'un texte qui devait compenser la suppression du droit à la cessation concertée du service. (Question du 21 mars 1959.)

Réponse. — La loi du 8 avril 1957 n'a pas eu pour objet d'apporter une compensation à la suppression du droit à la cessation concertée du service prononcée par la loi du 28 septembre 1948, mais de permettre aux personnels des services actifs de police ayant effectué une carrière normale de totaliser pour leur pension le maximum d'annuités. Ceci était en effet impossible sous l'ancienne réglementation, les intéressés étant soumis à une limite d'âge nettement inférieure à celle des autres personnels de catégorie B. En contrepartie de cet avantage, qui est sensiblement équivalent à celui dont bénéficiaient les personnels de la préfecture de police sous l'empire de leur régime particulier de retraites, les intéressés subissent une retenue supplémentaire de 1 p. 100 sur le montant de leur traitement budgétaire. Aussi, bien que le ministère de l'intérieur ait envisagé la possibilité de donner un effet rétroactif à la loi du 8 avril 1957, cette mesure n'a pas été estimée réalisable au-delà du 1^{er} janvier 1957, ne pouvant être compensée par ce prélèvement supplémentaire de 1 p. 100.

433. — M. Guillon signale à M. le ministre de l'intérieur que, lors des élections municipales, plusieurs journaux ont attribué à certaines listes des étiquettes politiques erronées, et que, malgré les protestations des intéressés, ces étiquettes ont reparu dans la presse avant le deuxième tour ou au moment des résultats. Il lui demande si les services du ministère de l'intérieur sont responsables des qualifications inexactes ainsi reproduites par les grands quotidiens et, dans l'affirmative, comment il espère éviter le retour de pareils errements. (Question du 21 mars 1959.)

Réponse. — Dans les renseignements qu'il diffuse à l'occasion de chaque scrutin, le ministère de l'intérieur s'est toujours attaché à respecter les étiquettes politiques déclarées par les candidats eux-mêmes. Le ministère de l'intérieur n'est donc nullement responsable des qualifications inexactes relevées par l'honorable parlementaire dans certains journaux lors des élections municipales.

JUSTICE

399. — M. René Pieven demande à M. le ministre de la Justice 1° s'il est exact que le règlement d'administration publique qui doit intervenir pour fixer les modalités d'application de l'ordonnance du 22 décembre 1958 et les conditions particulières de classement des magistrats de la France d'outre-mer prévoieraient une dégradation générale de l'ensemble des magistrats servant outre-mer et donnerait lieu à une reconstitution de carrière qui ne tiendrait pas compte des services et des emplois remplis outre-mer; 2° étant donné que l'intégration des magistrats de la France d'outre-mer ne signifie pas leur retour dans la métropole, s'il peut donner l'assurance que l'intégration se fera au grade acquis outre-mer, même si cette intégration est accompagnée de la fixation de certains délais pour prétendre à un nouvel avancement. (Question du 3 mars 1959.)

Réponse. — 1° La comparaison des rythmes de déroulement des carrières des magistrats appartenant au cadre métropolitain, d'une part, et au cadre d'outre-mer, d'autre part, fait apparaître la nécessité d'une harmonisation qui tiende compte de la durée et de la qualité des services effectués par les magistrats de l'un et de l'autre cadre; 2° le texte définissant, compte tenu de ce principe, les modalités du classement des magistrats du cadre de la France d'outre-mer dans le nouveau corps judiciaire est actuellement en cours d'élaboration, en liaison avec les autres départements ministériels intéressés.

350. — M. François Bonard rappelle à M. le ministre de la Justice qu'aux termes de l'article 20 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 régissant les rapports entre bailleurs et locataires, le locataire ayant reçu une indemnité d'éviction est obligé de quitter les lieux le premier jour du terme d'usage qui suivra l'expiration du délai de quinzaine à compter du versement de l'indemnité. Faute de ce faire, le locataire sera passible d'une pénalité journalière égale à 1 p. 100 de l'indemnité d'éviction. Cette pénalité, si lourde soit-elle, peut cependant être admise dans les communes normales. Mais elle paraît exorbitante dans les villes sinistrées où la pénurie des locaux d'habitation est telle qu'un locataire expulsé se trouve infailliblement à la rue. Il demande si, considérant cette situation et tenant compte que la matière des locations immobilières semble être actuellement du domaine réglementaire, il ne lui paraît pas opportun de modifier l'article 20 susindiqué en prenant des dispositions particulières aux villes sinistrées. (Question du 24 mars 1959.)

Réponse. — La modification de l'article 20 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, qui a trait aux conditions dans lesquelles les locaux commerciaux sont fondés à se maintenir dans les lieux après l'expiration de leur bail, ne paraît pas relever du domaine réglementaire. Le conseil d'Etat s'est prononcé en ce sens lorsqu'il s'est agi de modifier certaines dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 qui touchaient aux règles concernant le maintien dans les lieux des occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel (ordonnance n° 53-1343 du 31 décembre 1958).

POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

384. — M. Collomb expose à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones que, dans l'esprit de l'ordonnance n° 59-117 du 7 janvier 1959, ne peuvent être intégrés dans le cadre de contrôleurs que les agents d'exploitation des postes, télégraphes et téléphones titulaires au plus tard le 1^{er} octobre 1948. Cependant, des candidats ont été titularisés à des dates ultérieures (1949 ou 1950), mais, par suite de rappels d'ancienneté, service militaire, guerre, bonification d'ancienneté (loi du 19 juillet 1952), leur ancienneté indiciaire se trouve reportée soit en 1946, soit en 1944. Il demande dans quelles conditions peuvent être reconsidérées les candidatures possibles, et s'il est possible de prévoir l'élargissement de l'esprit de l'ordonnance n° 59-117 du 7 janvier 1959. Il apparaît manifestement que ce serait une grave injustice de ne pas considérer les années passées au service de la nation comme ayant la même valeur que celles passées au service d'une administration civile. (Question du 24 mars 1959.)

Réponse. — L'ordonnance n° 59-117 du 7 janvier 1959 relative à diverses dispositions d'ordre financier a prévu, qu'à titre exceptionnel, des emplois vacants de contrôleur seraient pourvus par nomination d'agents principaux et agents d'exploitations inscrits sur une liste d'aptitude dressée après avis des commissions administratives paritaires compétentes. Toutefois, ces nominations exceptionnelles ne peuvent être effectuées qu'au profit des agents principaux et agents d'exploitation qui avaient la qualité de titulaire au moment de la constitution initiale du corps des contrôleurs (1^{er} octobre 1948) et qui, en vertu des dispositions de l'article 29 de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, pouvaient béné-